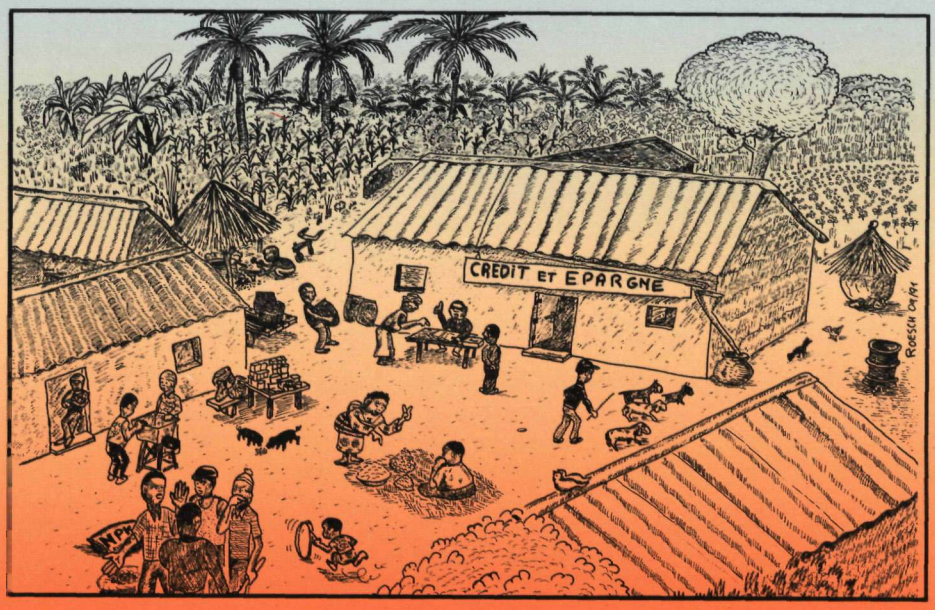
I.S.B.N. : 2-906390-16-X

Collection "Documents Systèmes Agraires" N° 15

DEVELOPPEMENT DES SYSTEMES FINANCIERS RURAUX DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

- Bibliographie -

Yanick LASICA



Département Systèmes Agraires
du CIRAD

Le Département Systèmes Agraires du Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement,

organisme de recherche pour le développement a essentiellement pour mission :
• d'initier, d'animer et de coordonner les recherches sur les systèmes agraires et les systèmes de production en s'associant aux équipes spécialisées des différents départements du CIRAD ou d'autres organismes de recherche ou de développement,
• de favoriser les relations avec le développement,
• de développer et diffuser la démarche recherche-développement.
Le DSA travaille avec des organismes des pays du Tiers Monde. Les outils sont testés en grandeur nature sur des projets menés en coopération. Ils sont diffusés sur le terrain par des publications et des actions de formation.

La Collection Documents Systèmes Agraires

a pour but de publier les études et travaux des chercheurs du département ainsi que ceux effectués sous leur direction ou en collaboration avec le département.
Ces études et travaux peuvent être :
• des comptes-rendus de travaux de recherche entrepris sur les différents terrains où intervient le DSA,
• des documents, rapports de mission, notes de synthèse faisant le point sur des opérations de recherche sur les systèmes agraires ou de recherche développement,
• des mémoires et travaux de fin d'étude apportant une contribution originale à la connaissance des systèmes agraires,
• enfin des documents méthodologiques ou bibliographiques.

Département Systèmes Agraires du CIRAD
Avenue du Val de Montferrand
B.P. 5035 - 34032 Montpellier Cedex - France
Tél. 67 61 58 00 - Télex 49094 F - Télécopie 67 41 40 15

I.S.B.N. : 2-906390-16-X

Collection "Documents Systèmes Agraires" N° 15

DEVELOPPEMENT DES SYSTEMES FINANCIERS RURAUX DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

- Bibliographie -

Yanick LASICA

- 1991 -

Département Systèmes Agraires
du CIRAD

REMERCIEMENTS

La Caisse Centrale de Coopération Economique a contribué au financement de ce travail. Ce document a été réalisé en collaboration avec Marie-Christine Duchamp, documentaliste, Catherine Noël, secrétaire et Athanase Mvogo, stagiaire, du service Documentation, et Monique Pellecuer du service Edition, sous la supervision d'Augusto Moreno.

PREFACE

Le CIRAD a pour mandat de contribuer à l'effort international de recherche agronomique pour le développement des agricultures des régions chaudes.

En son sein, le Département des Systèmes Agraires est plus particulièrement en charge des projets concernant les conditions techniques, économiques, sociales et organisationnelles du développement rural. Ces projets de coopération sont à caractère pluri-institutionnel, pluri-disciplinaire et les paysans et leurs organisations y jouent un rôle clé.

Parmi les conditions économiques et institutionnelles, les contraintes financières sont apparues de plus en plus manifestes sur plusieurs terrains. Les projets correspondants s'organisent dans le cadre d'un programme dit «de Développement des Systèmes Financiers Ruraux». Les activités ainsi regroupées peuvent être de recherche, de recherche-développement et de formation.

Une des premières préoccupations de ce programme a été de faire l'état de l'art sur ces questions notamment à partir d'une revue de la littérature française et internationale. Ce travail a été organisé et réalisé par Yanik LASICA avec le concours du service de documentation du DSA.

Le CIRAD/DSA étant un organisme de coopération, pour faire partager à nos partenaires actuels et à venir les fruits de cet important investissement et pour leur permettre d'accéder à notre fonds documentaire, il a été décidé de fabriquer et diffuser ce document.

Michel BENOIT-CATTIN

PRESENTATION GENERALE

Cette publication est le résultat d'une première sélection parmi un fonds de références constitué au Service Documentation du Département Systèmes Agraires du CIRAD depuis environ une année. Les différentes composantes de ce fonds vous sont présentées dans les lignes qui suivent :

1 - LE FONDS DE REFERENCES

UN FONDS ACCESSIBLE DE **800 DOCUMENTS** LOCALISES AU DSA, AU CIRAD ET DANS LES ORGANISMES D'AGROPOLIS.

Ces 800 documents sont catalogués sur un fichier central informatisé basé au service Documentation du Département Systèmes Agraires du CIRAD à Montpellier. Le logiciel de saisie, TEXTO est celui qui est utilisé par l'ensemble des services de documentation du CIRAD. Ce fonds est pour le moment interrogeable sur place. il est en permanence complété par les nouvelles acquisitions (ouvrages et articles de périodiques) des différents centres documentaires qui l'alimentent.

Les références contenues dans cette publication sont issues de ce fonds documentaire.

UN FONDS DE **900 REFERENCES** LOCALISE AU DSA, ...

Ces listes de références complètes sont issues de bibliographies éditées, de bulletins de centres documentaires français et étrangers, ainsi que d'interrogations de bases de données internationales. Les références qu'elles contiennent peuvent être accessibles pour la plupart sur commande aux organismes qui les ont éditées.

... EN PERMANENCE REMIS A JOUR PAR UNE **DSI** AU CIDARC.

L'ensemble des interrogations de bases de données internationales ont été effectuées en collaboration avec le Service Questions-Réponses du CIDARC, spécialisé dans cette tâche. Ainsi les bases suivantes ont été initialement interrogées au cours de l'année 1990 :

- AGRICOLA (USA)
- AGRIS INTERNATIONAL (FAO)
- CAB ABSTRACTS (pays du Commonwealth)
- IBISCUS (Ministère de la Coopération Française)
- RESAGRI (INRA et CNCA)
- Fichier Central des Thèses de IIIème cycle effectuées dans les universités françaises.
- TROPAG

Cette liste de références est régulièrement remise à jour grâce à un abonnement au service « Demande Sélective d'Informations « (DSI) du CIDARC (ce service assure l'interrogation périodique des bases de données internationales sur un thème précis) ainsi que par acquisition des nouvelles bibliographies éditées.

UN FONDS COMPLEMENTAIRE DE **400 REFERENCES** REGROUPEES DANS DES BIBLIOGRAPHIES D'OUVRAGES.

Ces listes de références issues de bibliographies d'ouvrages, de rapports, de travaux universitaires et d'articles de périodiques constituent un fonds complémentaire utile aux personnes effectuant des recherches bibliographiques fines sur un pays ou un thème précis. En effet, elles permettent d'élargir l'appréciation sur la documentation existante à propos d'un sujet de recherche restreint, dans ce domaine des systèmes financiers ruraux où les écrits ont été très nombreux depuis plus d'un demi-siècle, et surtout au cours des trente dernières années. Nous avons classé à part ces références du fait de leur hétérogénéité de présentation et de contenu. Elles sont accessibles directement sur place au service Documentation du DSA à Montpellier.

2 - LES OBJECTIFS DE CE REGROUPEMENT DE DONNEES BIBLIOGRAPHIQUES

- Publier une sélection bibliographique de 400 références rassemblées en un document.

- Disposer d'un nombre représentatif de références identifiées et accessibles pour l'ensemble des terrains du DSA et du CIRAD concernés par les systèmes financiers ruraux.

- Disposer d'un fonds de références succeptibles d'intéresser toute personne exerçant une activité professionnelle liée au financement des ruraux dans les pays en développement.

- Constituer un fonds de références complémentaires (littérature surtout francophone) à celles éditées régulièrement par la FAO et la «Ohio State University» (littérature surtout anglophone et institutionnelle).

3 - PRESENTATION DE LA BIBLIOGRAPHIE PUBLIEE

Elle regroupe 400 références dont 159 avec résumé. Ces références sont réparties suivant un classement thématique. Les bibliographies sont présentées à part en début de document. Ce sont surtout celles éditées par la FAO et l'OSU. Par leur examen, le lecteur peut avoir accès à 800 références anglophones complémentaires des 400 présentées directement dans le document. Ces dernières sont essentiellement en français, mais concernent l'ensemble des continents des pays en développement.

Les mots-clés utilisés sont ceux du thésaurus AGROVOC utilisé par la FAO. Nous avons complété cette liste par quelques rares mots «candidats descripteurs» pour des termes très spécifiques, comme par exemple «tontine» et «secteur informel».

4 - MODE D'EMPLOI DU DOCUMENT

La recherche débute par la sélection du thème sur le sommaire. Ensuite, le lecteur se réfère aux index pour affiner sa demande. L'index des mots clés comporte, outre ceux spécifiques du thème traité, une série de mots clés concernant les autres thèmes présents dans les documents cités. Ce choix augmente le volume de l'index mais surtout améliore la précision de la recherche.

SOURCES DOCUMENTAIRES UTILISEES

COMMENTAIRE

Les sources citées ci-dessous sont celles qui ont été directement utilisées pour rassembler les 400 références qui vous sont ici présentées. De nombreuses autres sources, en particulier les bases de données internationales, ont été utilisées pour l'ensemble du travail bibliographique cité dans la note de présentation.

Nous tenons particulièrement à souligner la grande efficacité en terme de relai pour la diffusion de références de deux revues, sans lesquelles cette bibliographie serait beaucoup moins documentée. Ce sont les revues « IRED FORUM INFORMATION de l'organisation Innovations et Réseaux pour le Développement et «CERES» de la FAO.

REVUES ET SERIES

- Actuel Développement
- African Review of Money, Finance and Banking
- Afrique et Asie Modernes
- Afrique Industrie.
- Algérie Actualité
- Alternatives Economiques
- American Journal of Economics and Sociology
- Asian Development Review
- Bangladesh Development Studies (série du Bangladesh Institute of Development Studies)
- Bulletin du CTA
- Bulletin de liaison STATECO
- Bulletin Madagascar
- Bulletin des Services Agricoles de la FAO (Food and Agriculture Organisation)
- Cahiers de l'Institut d'Economie Sociale de Lyon
- Cahiers Ivoiriens de Recherche Economique et Sociale
- Cahiers de la Recherche Développement
- Cahiers de l'Université Coopérative Internationale
- Cérès
- CIMADE Information (Centre Oecuménique d'Entraide)
- Communautés Africaines
- Communautés
- Comptes-rendus de l'Académie d'Agriculture de France
- Construire Ensemble
- Courrier ACP-CEE
- Cultures et Développement
- Development and Change
- Dialogue
- Documents INRAP (série de l'Institut National de la Recherche Agronomique en Pédagogie)
- Eastern Africa Journal of Rural Development
- Echanges
- Echos du COTA (Collectif d'Echanges pour la Technologie Appropriée)

- Economie et Humanisme
- Economie Rurale
- Economie Rurale Tropicale
- Education Permanente
- Epargne sans Frontière
- Etudes et Documents (série du Ministère Français de la Coopération)
- Etudes Rurales
- Financing Agriculture
- Finance and Development
- Forum du Développement
- Genève Afrique
- Histoires de Développement
- Idées et Actions
- IFDA Dossiers (International Foundation for Development Alternatives)
- International Social Science Journal
- IRED Forum Information (Innovations et Réseaux pour le Développement)
- Jeune Afrique Economie
- Journal of Natural Rubber Research
- La lettre du Réseau Recherche Développement
- Le Caraïbe
- Le Monde des Affaires (supplément au journal Le Monde)
- Le Monde Diplomatique
- Libération
- Marchés Tropicaux et Méditérranéens
- Mondes en Développement
- Notes d'Informations et de Statistiques
- Notes et Documents (Centre International de Recherche en Agronomie pour le Développement)
- Notes et Documents (Ecole Internationale de Bordeaux)
- Notes et Etudes (Caisse Centrale de Coopération Economique)
- Options Méditérranéennes (série Institut Agronomique Méditérranéen)
- Panorama
- Revista Nacional de Agricultura
- Revue Internationale du Travail
- Ruralter
- Savings and Development
- Science et Vie Economique
- Spore
- Textes (série du Centre de Développement de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique)
- Travaux et Innovations

BASES DE DONNEES INTERROGEES

- IBISCUS
- Fichier Central des Thèses soutenues dans les universités françaises

BIBLIOTHEQUES CONSULTEES

A PARIS

CIDR
Centre International de Développement Rural
Autrêche

CIRAD/CTFT
Centre Technique Forestier Tropical à Nogent/Marne

CIRAD/IRAT
Institut de Recherches Agronomiques Tropicales et des Cultures Vivrières à Nogent/Marne

CIRAD/IEMVT
Institut d'Elevage et de Médecine Vétérinaire des Pays Tropicaux à Maisons-Alfort

IRAM
Institut de Recherche en Amélioration des Méthodes
à Paris

A MONTPELLIER

CIRAD/CEEMAT
Centre d'Etudes et d'Expérimentation du Machinisme Agricole Tropical

CIRAD/CIDARC
Centre d'Information et de Documentation en Agronomie des Régions Chaudes

CIRAD/DSA
Département Systèmes Agraires

CIRAD/IRAT
Institut de Recherches Agronomiques Tropicales et des Cultures Vivrières

CNEARC
Centre National d'Enseignement en Agronomie des Régions Chaudes

IAM
Institut Agronomique Méditérranéen

INRA/ESR
Institut National de la Recherche Agronomique - section Economie et Sociologie Rurales

ABREVIATIONS

- pays Afrique - Caraïbes - Pacifique	ACP
- Allemagne Fédérale	DEU
- Bangladesh	BGD
- Belgique	BEL
- Brésil	BRE
- Burkina Faso	BKF
- Cameroun	CMR
- Chili	CHL
- Colombie	COL
- Communauté Economique Européenne	CEE
- Côte d'Ivoire	CIV
- Espagne	SPA
- Etats Unis	USA
- France	FRA
- Royaume Uni	GBR
- Inde	IND
- Italie	ITA
- Jamaïque	JAM
- Malaisie	MYS
- Mali	MLI
- Pays Bas	NDN
- Royaume Uni	GBR
- Rwanda	RWA
- Sénégal	SEN
- Sri Lanka	LKA
- Suisse	CHE
- Thaïlande	THA
- Zambie	ZBM
- Zaïre	ZAR
- Zimbabwe	ZWE

SIGLES

ACCT	: Agence de Coopération Culturelle et Technique
AERD	: Agricultural Extension and Rural Development (Université de Reading)
AGRARIA	: Desarollo Campesino y Alimentario
AMIRA	: Réseau pour l'Amélioration des Méthodes d'Investigation en Recherche Agronomique
APRACA	: Association Régionale du Crédit Agricole pour l'Asie et le Pacifique
ASSCOD	: Archives de Sciences Sociales de la Coopération et du Développement
BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BIT	: Bureau International du Travail
BMZ	: Ministère Fédéral de la Coopération Economique
CADEF	: Comité d'Action pour le Développement du Fogny
CCCE	: Caisse Centrale de Coopération Economique
CEBEMO	: Catholic Organisation for the Joint Financing of Development Programmes
CEEMAT	: Centre d'Etudes et d'Expérimentation du Machinisme Agricole
CESAO	: Comité des Etats Sahéliens d'Afrique de l'Ouest

CICDA : Centre International de Coopération pour le Développement Agricole
CICM : Centre International du Crédit Mutuel
CIDARC : Centre International de Documentation sur l'Agronomie des Régions Chaudes
CIDR : Centre International pour le Développement Rural
CIEPAC : Centre international d'Education Permanente et d'Aménagement Concerté
CILSS : Comité Permanent Inter-états de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel
CIMADE : Centre Oecuménique d'Entraide
CINAM : Compagnie d'Etudes Industrielles
CIRAD : Centre International de Recherche en Agronomie pour le Développement
CMDT : Compagnie Malienne des Textiles
CNCA : Caisse Nationale du Crédit Agricole
CNEARC : Centre National d'Enseignement en Agronomie des Régions Chaudes
CNEAT : Centre National d'Enseignement en Agronomie Tropicale
CNECA : Centre National des Expositions et Concours
CNRS : Centre National de la Recherche Scientifique
COTA : Collectif d'échanges pour la Technologie Appropriée
CTA : Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale
CURDES : Centre Universitaire de Recherche pour le Développement Economique et Social
DBZ : Development Bank of Zambia
DDA : Coopération Technique Suisse
DSE : Fondation Allemande pour le Développement
DSGV : Association Allemande des Caisses d'Epargne et Centrales de Virement
EFSC : Ecole Nationale pour la Formation des Spécialistes de la Coopération
EHESS : Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales
ENDA : Environnement et Développement du Tiers Monde
ENEA : Ecole Nationale d'Economie Appliquée
ENSSAA : Ecole Nationale Supérieure des Sciences Agronomiques Appliquées
ESAT : Ecole Supérieure d'Agronomie Tropicale
ESR : Service Economie et Sociologie Rurale (INRA)
ETH : Ecole Polytechnique de Zurich
FAO : Food and Agriculture Organisation
FIDA : Fonds International pour le Développement Agricole
FIPA : Fédération Internationale des Producteurs Agricoles
FNGEDA : Fédération Nationale des Groupes d'Etudes et de Développement Agricole
GAO : Réseau Groupements, Associations Villageoises et Organisations Paysannes
GERDAT : Groupement d'Etudes et de Recherche en Agronomie Tropicale
GTZ : Coopération Technique Allemande
IAM : Institut Agronomique Méditerranéen
IEDES : Institut d'Etudes pour le Développement Economique et Social
IER : Institut d'Etudes Rurales
IEMVT : Institut d'Etudes et de Médecine Vétérinaire Tropicale
IFPRI : International Food Policy Research Institute
INA : Institut National d'Agronomie
INERA : Institut National d'Etude et de Recherche en Agronomie
INRA : Institut National de Recherche Agronomique
IPD : Institut de Promotion pour le Développement de Yaoundé
IRAM : Institut de Recherche en Amélioration des Méthodes
IRAT : Institut de Recherche Agronomique Tropicale en Cultures Vivrières
IRED : Innovations et Réseaux pour le Développement
ISRA : Institut Sénégalais de Recherche Agronomique
IUED : Institut Universitaire d'Etudes pour le Développement

KIT : Royal Tropical Institute
NCWD : Conseil National pour les Femmes et le Développement
NORAD : Coopération Technique Norvégienne
NOVIB : Organisation Néerlandaise pour la Coopération Internationale au Développement
OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economique
ODI : Overseas Development Institute
ORSTOM : Organisme de Recherche Scientifique et Technique d'Outremer
OSU : Ohio State University
OXFAM : Organisation non gouvernementale britannique
PIM : Programme Intégré Méditérranéen
SEWA : Self Employed Women's Association
UCI : Université Coopérative Internationale
UMOA : Union Monétaire Ouest Africaine
UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

PRESENTATION DES REFERENCES

Chaque référence est repérée par un numéro séquentiel.

Se succèdent dans l'ordre, une série de caractéristiques communes à toutes les références :
- le titre de la publication (en caractères gras)
- le ou le(s) nom(s) d'auteur(s) et la date de publication
- les mots clés thématiques (en majuscules)
- les mots clés géographiques (en majuscules)
- le résumé (pour 159 références seulement, compte tenu de contraintes budgétaires)

D'autres caractéristiques propres à chaque type de document varient selon sa nature et comportent selon les cas :
- le nom ou le sigle de l'organisme éditeur
- le titre de la revue et le pays d'édition
- le nom du congrès, ou du séminaire, sa date et sa localisation
- le diplôme universitaire et sa spécialité
- la ville et le pays d'édition, l'organisme éditeur, la date de publication, le nombre de pages, le nombre de tableaux (rapports, ouvrages)
- la date de publication, le numéro de la revue, le nombre de pages (articles de périodiques)

Toutes ces mentions correspondent aux divers «champs» de la description systématisée des documents saisis selon le logiciel de documentation TEXTO.

L'édition et la mise en page ont été réalisées grâce au logiciel X-PRESS.

SOMMAIRE

PRESENTATION GENERALE I

Chapitre premier. BIBLIOGRAPHIES EDITEES 1

Chapitre deuxième. L'ENVIRONNEMENT DES SYSTEMES FINANCIERS RURAUX 7

Chapitre troisième. LES SYSTEMES FINANCIERS RURAUX : APPROCHES, POLITIQUES ET TECHNIQUES D'INTERVENTION MISES EN ŒUVRE 17

Chapitre quatrième : LE CREDIT RURAL : APPROCHES CLASSIQUES . 45

1 - Le financement rural par les banques 47
2 - L'Etat, les projets et le financement des ruraux 55

Chapitre cinquième. LES DYNAMIQUES FINANCIERES D'INITIATIVE LOCALE 75

1 - Les dynamiques traditionnelles et les systèmes financiers ruraux informels 77
2 - Les dynamiques locales récentes issues de la crise 93

Chapitre sixième. LES PROGRES DANS LA CONNAISSANCE ET LA METHODE D'APPROCHE DES EMPRUNTEURS RURAUX 107

Chapitre septième. LE CREDIT AUX UNITES DE PRODUCTION RURALE : DES APPROCHES RENOUVELEES OU INNOVANTES 131

1 - Le crédit aux pauvres et l'autopromotion 133
2 - Une orientation vers les petits agriculteurs 145
3 - Les initiatives mutualistes 151
4 - La Gramen Bank au Bangladesh 163
5 - L'expérience du FIRA au Mexique 173
6 - La Banque de Bahn au Burkina Faso 179
7 - Le crédit aux PME et aux micro-entreprises du secteur informel . 183
8 - Autres initiatives novatrices 189

INDEX 197

1 - Index géographique 199
2 - Index des mots-clés 205
3 - Index des auteurs 222

CHAPITRE PREMIER

BIBLIOGRAPHIES EDITEES

001

Les organisations paysannes en Afrique noire francophone. Approche bibliographique

Rouvière M.C., 1989

Montpellier (FRA) : CIRAD-DSA, 1989/09. 166 p. : réf. No DSA 1989/32

ORGANISATION SOCIOECONOMIQUE ; PAYSANNERIE ; ROLE DES FEMMES ; FORMATION ; AUTOASSISTANCE ; CREDIT

AFRIQUE

002

Epargne et développement. Sources d'Information Françaises

Anon., 1987

IBISCUS

Paris (FRA) : IBISCUS, 1987. 194 p. : 291 réf.

EPARGNE ; CREDIT ; ACTIVITE BANCAIRE ; INSTITUTION FINANCIERE ; DEVELOPPEMENT SOCIOECONOMIQUE ; MARCHE DE CAPITAUX

PAYS EN DEVELOPPEMENT

003

Publications List : Rural finance program - 1985 to 1988

Anon., 1990

Ohio State University. Departement of Agricultural Economics and Rural Sociology

Columbus (USA) : OSU, 1990/02. 24 p. - 152 réf.

BANQUE ; CREDIT ; EPARGNE ; POLITIQUE FINANCIERE ; ACTIVITE BANCAIRE ; ZONE RURALE ; MARCHE DE CAPITAUX ; INSTITUTION FINANCIERE ; SECTEUR INFORMEL

PAYS EN DEVELOPPEMENT

004

Publications List : Rural finance program to 1989

Anon., 1990

Ohio State University. Departement of Agricultural Economics and Rural Sociology

Columbus (USA) : OSU, 1990/02. 11 p. : 64 réf.

BANQUE ; CREDIT ; EPARGNE ; POLITIQUE FINANCIERE ; ACTIVITE BANCAIRE ; ZONE RURALE ; MARCHE DE CAPITAUX ; INSTITUTION FINANCIERE ; SECTEUR INFORMEL

PAYS EN DEVELOPPEMENT

005

Annotated bibliography on agricultural credit and rural savings XIII (a special issue on informal finance)

Anon., 1989

Ohio State University. Departement of Agricultural Economics and Rural Sociology

Columbus (USA) : OSU, 1989/10. 58 p. : 166 réf.

ZONE RURALE ; EPARGNE ; CREDIT ; ACTIVITE BANCAIRE ; FORMATION DE CAPITAL ; ENTREPRISE ; ARTISANAT

PAYS EN DEVELOPPEMENT

006

Annotated bibliography on agricultural credit and rural savings XII (A special issue on Microenterprise Financing)

Anon., 1989

Ohio State University. Departement of Agricultural Economics and Rural Sociology

Columbus (USA) : OSU, 1989. 60 p. : réf.

ZONE RURALE ; EPARGNE ; CREDIT ; ACTIVITE BANCAIRE ; FINANCEMENT ; ENTREPRISE ; ARTISANAT ; SECTEUR INFORMEL ; ACTIVITE COMPLEMENTAIRE DES RURAUX

PAYS EN DEVELOPPEMENT

007

Bibliography on agricultural credit and rural savings

Anon., 1988

Ohio State University. Departement of Agricultural Economics and Rural Sociology

Rome (ITA) : FAO, 1988. No 3, série 2 - 47 p. : 142 réf.

ZONE RURALE ; EPARGNE ; CREDIT ; ACTIVITE BANCAIRE ; POLITIQUE FINANCIERE ; PROJET DE DEVELOPPEMENT ; ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE

PAYS EN DEVELOPPEMENT

008

Bibliography on agricultural insurance

Anon., 1989

FAO

Rome (ITA) : FAO, 1989. 47 p. : 120 réf.

RISQUE ; ASSURANCE ; PRODUCTION AGRICOLE ; CATASTROPHE

PAYS EN DEVELOPPEMENT

009

Bibliography on agricultural credit and rural savings

Anon., 1989

Ohio State University. Departement of Agricultural Economics and Rural Sociology

Rome (ITA) : FAO, OSU, 1989. No 4, série 2, 57 p. ; réf.

ZONE RURALE ; EPARGNE ; CREDIT ; ACTIVITE BANCAIRE ; POLITIQUE FINANCIERE ; MARCHE DE CAPITAUX ; AGRICULTURE ; ACTIVITE COMPLEMENTAIRE DES RURAUX

PAYS EN DEVELOPPEMENT

010

Agricultural Credit Bibliography

Anon., 1985

FAO

Rome (ITA) : FAO, 1985. 44 p. : No 4. réf.

CREDIT ; FINANCEMENT ; PRET ; BANQUE ; FORMATION

PAYS EN DEVELOPPEMENT

CHAPITRE DEUXIÈME

L'ENVIRONNEMENT DES SYSTEMES FINANCIERS RURAUX

011

L'Afrique subsaharienne. De la crise à une croissance durable. Etude de prospective à long terme

Anon., 1988

Banque Mondiale

Banque Mondiale, p. 64 - 206

COOPERATIVE ; TAUX D'INTERET ; EPARGNE ; INSTITUTION FINANCIERE ; TONTINE ; CREDIT ; AGRICULTURE

CAMEROUN ; RWANDA ;

Le rapport propose une approche globale pour résoudre la crise économique qui sévit actuellement en Afrique subsaharienne. Concernant particulièrement le financement du monde rural, les auteurs du rapport pensent que la mobilisation de l'épargne rurale est indispensable pour la mise en place d'un système de financement rural viable. Pour atteindre cet objectif, les auteurs préconisent la prise en compte à la fois des méthodes des structures traditionnelles et celles des institutions financières formelles. L'exemple des coopératives d'épargne et de crédit du Cameroun illustre bien la complémentarité des deux structures.

012

Note sur les orientations de la Caisse Centrale en matière de développement rural

Nowak M., 1989

CCCE

1989/06. 51 p. : 1 cart., 6 tabl., 22 graph.

CREDIT ; ZONE RURALE ; COOPERATIVE ; TAUX D'INTERET ; BANQUE DE DEVELOPPEMENT ; EPARGNE ; AGRICULTURE ; BANQUE

BENIN ; TOGO ; BURKINA FASO ; MALI

L'auteur dresse les propositions de la CCCE pour une nouvelle orientation de la politique de développement rural en Afrique. L'étude porte sur l'ensemble des actions à mener sur le plan micro et macroéconomique. Concernant le crédit rural, l'auteur fait le constat de la faillite de nombreuses banques agricoles africaines. Les échecs de ces banques sont dûs principalement à l'emprise excessive des pouvoirs publics sur ces institutions ; à leur mauvaise gestion ; à l'inadaptation de la réglementation et des procédures par rapport à la clientèle locale ; à la politique de fixation des taux d'intérêt qui ne permit pas aux banques de dégager des marges financières suffisantes. L'étude préconise trois axes d'actions complémentaires pour la mise en place des systèmes de crédit viables : la restructuration de certaines banques agricoles viables et la liquidation de celles ne représentant aucun espoir ; l'apport d'un appui à celles ayant un certain équilibre financier ; la mise en place des approches mutualistes à partir de la base.

013

La résistible ascension du système "formation et visites"

Gentil D., 1988

Cahiers de la Recherche Développement (FRA)

1988/03. No 17, p. 75-82 (8 p.) : 10 réf. Innovations et développement : quelques expériences quelques idées

ADOPTION DE L'INNOVATION ; INNOVATION ; VULGARISATION ; RECHERCHE-DEVELOPPEMENT ; METHODE

L'objet de l'article est de comprendre la diffusion rapide du système de vulgarisation "Formation et Visites", utilisé dans plus de 100 projets financés par la Banque Mondiale. Ce système se prétend universel. Il a séduit officiellement la Banque Mondiale par son aspect cohérent, par son efficacité réelle et apparente, par la simplification du travail d'élaboration et de suivi des projets, même s'il est contredit en privé ou transformé. Il a séduit les Etats, non seulement par l'attrait du financement mais aussi par "l'illusion scientifique" et sa correspondance avec les règles bureaucratiques. Sa diffusion a été favorisée par la démission politico-économique des autres bailleurs de fonds et par les difficultés que la Recherche Développement rencontre pour faire changer les mentalités. Le problème actuel n'est pas de polémiquer mais d'avancer, en maintenant toujours un minimum de rigueur intellectuelle, en faisant évoluer les systèmes efficaces, en analysant les innovations et les modes de diffusion spontanés, en démontrant que des systèmes légers sont plus performants. Cette nouvelle approche peut intéresser les Etats qui veulent définir eux-mêmes leurs systèmes, une minorité de cadres qui veulent apporter aux paysans des solutions appropriées, l'immense majorité des paysans qui y verraient reconnus leurs expériences et leurs problèmes et enfin les sources de financement qui y trouveraient des interventions plus efficaces et moins coûteuses.

014

Le passage de la culture manuelle à la culture attelée bovine. Cas des villages YabaNoDjirikorola en zone Mali-Sud

Sanogo B. ; Mungroop R. ; Kleene P., 1989

CIRAD. MESRU

Séminaire d'Economie Rurale ; 1988/09/12-16 ; Montpellier (FRA)

In : Economie de la mécanisation en région chaude

Montpellier (FRA) : CIRAD-MESRU, 1989. p. 202-216

PROJET DE DEVELOPPEMENT ; TRACTION ANIMALE ; FORMATION ; CREDIT ; AGRICULTURE ; INTENSIFICATION ; ANALYSE ECONOMIQUE

MALI

Dans les zones déjà équipées, un crédit 1er équipement a été alloué à des exploitations manuelles. Par rapport à cela, une analyse des contraintes techniques, en particulier en ce qui concerne le dressage des boeufs pour lequel une formation a été créée, et des résultats de l'exploitation nouvellement équipée est faite. Dans les zones peu équipées, un programme d'intensification partielle a été mis au point pour servir de transition à la culture attelée.

015

Aider le tiers monde à se nourrir lui-même

Uri P. ; Fabre R., 1981

Paris (FRA) : Economica. 191 p. : ill., tabl., réf. p. 184 - 188

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ; FINANCEMENT ; AUTOSUFFISANCE ; PRODUCTION ALIMENTAIRE ; POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT

PAYS EN DEVELOPPEMENT

016

Les banques de céréales et les caisses d'épargne et de crédit

Winter M. ; Fulton D. , 1990

Baobab

1990. OXFAM, No 5, p. 21 - 23

EPARGNE ; CREDIT ; ACTIVITE BANCAIRE ; DEVELOPPEMENT RURAL

017

Un bilan de l'aide au developpement. Synthèse des évaluations

Freud C. ; Durufle G. ; Richard J., 1985

Evaluations (FRA)

Paris (FRA) : MRE/CD, 1985. 221 p.

AIDE AU DEVELOPPEMENT ; EVALUATION DE PROJET ; HISTOIRE ; PROJET DE DEVELOPPEMENT ; AUTOAPPROVISIONNEMENT ; RIZ ; INTENSIFICATION ; COTON ; RECHERCHE ; INDUSTRIALISATION ; POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT ; ECONOMIE ; ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE ; EVALUATION

AFRIQUE OCCIDENTALE

018

Quelle coopération ? Un bilan de l'aide au développement

Freud C., 1988

Les Afriques

Paris (FRA) : Karthala, 1988. 270 p. : réf.

AIDE AU DEVELOPPEMENT ; COOPERATION INTERNATIONALE ; AGENCE DE DEVELOPPEMENT ; ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE ; ORGANISATION INTERNATIONALE ; PROJET DE DEVELOPPEMENT ; COTON ; RIZ ; INDUSTRIALISATION ; POLITIQUE ECONOMIQUE ; INVESTISSEMENT

AFRIQUE

019

L'aide contre le développement ? L'exemple du Sahel

Gabas J.J., 1988

Collection Tiers Monde (FRA)

Paris (FRA) : Economica, 1988. 169 p. : réf., tabl., graph.

AIDE AU DEVELOPPEMENT ; DETTE ; ECONOMIE

AFRIQUE ; SAHEL

020

La production agricole reproductible

Tourte R., 1988

CIRAD

Notes et Documents (FRA)

Montpellier (FRA) : CIRAD, 1988/09. 52 p.

SYSTEME DE PRODUCTION ; COOPERATION INTERNATIONALE ; ENVIRONNEMENT ; CONSERVATION DES RESSOURCES ; DEVELOPPEMENT ; GESTION

PAYS EN DEVELOPPEMENT

021

Quel long terme pour la production agricole en Afrique au sud du Sahara ? Quelles conséquences ou conditions politiques et institutionnelles, pour la recherche, le développement, la formation ?
Les idées de Carl K. Eicher

Tourte R., 1989

CIRAD

Notes et Documents (FRA)

Montpellier (FRA) : CIRAD, 1989/04. 71 p.

RECHERCHE ; DEVELOPPEMENT AGRICOLE ; INSTITUTION DE RECHERCHE ; FORMATION ; POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT ; PROJET DE DEVELOPPEMENT ; SECURITE ALIMENTAIRE ; PRODUCTION ALIMENTAIRE ; AIDE AU DEVELOPPEMENT

PAYS EN DEVELOPPEMENT ; AFRIQUE ; AFRIQUE AU SUD DU SAHARA

022

Contre l'exode rural, créer la ville au village

Hounkonnou D., 1988

CTA

Le Courrier (FRA)

Wageningen (NLD) : CTA, 1988/01-02. No 107, p. 95 - 97

ZONE RURALE ; DEVELOPPEMENT RURAL INTEGRE ; EXODE RURAL ; ACTIVITE COMPLEMENTAIRE DES RURAUX

AFRIQUE

023

Le mouvement rural urbain : à la recherche d'un équilibre

Almeyra G., 1983

Cérès

1983. No 99, p. 25 - 36

EXODE RURAL ; REFORME AGRAIRE ; DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE ; PAUVRETE ; AGRICULTURE ; ZONE DEFAVORISEE ; EMPLOI ; MAIN D'OEUVRE SALARIEE ; POPULATION RURALE

BRESIL ; PAYS EN DEVELOPPEMENT ; INDE

024

Réflexions sur l'agriculture africaine

Caudron L., 1989

CCCE

CCCE, 1989. 30 p.

AGRICULTURE ; POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT ; DEPRESSION ECONOMIQUE ; POLITIQUE DES PRIX ; POLITIQUE DE MARCHE ; AIDE AU DEVELOPPEMENT ; DETTE

AFRIQUE

025

Vulgarisation agricole : Le système de formation et de visites

Benor D. ; Harrison J. ; Baxter M., 1984

Banque Mondiale

Washington (USA) : Banque Mondiale, 1984. 97 p. : tabl.

VULGARISATION ; FORMATION

026

Vulgarisation, formation et Recherche Développement

Debouvry P., 1989

CINAM

Montpellier (FRA) : CINAM. 1989. 5 p.

VULGARISATION ; RECHERCHE-DEVELOPPEMENT ; FORMATION ; EVALUATION ; METHODE

PAYS EN DEVELOPPEMENT

027

L'ajustement pour la transformation. Un plan africain pour un développement viable

Anon., 1989

Commission Economique pour l'Afrique

1989/07/03. 12 p., tabl.

AJUSTEMENT STRUCTUREL ; DIAGNOSTIC ; INNOVATION ; POLITIQUE ECONOMIQUE ; DEVELOPPEMENT SOCIOECONOMIQUE

AFRIQUE

028

L'Afrique sous-évaluée

Gaud M., 1989

Afrique et Asie modernes (FRA)

1989. No162, p.3 - 18

DEVELOPPEMENT SOCIOECONOMIQUE ; DEPRESSION ECONOMIQUE ; DETTE

AFRIQUE AU SUD DU SAHARA ; SOMALIE ; TIERS MONDE

029

Crises et Tiers Monde : Une approche historique

Norel P., 1989

APRACA

Alternatives Economiques (FRA)

Paris (FRA) : Syros, 1989. 183 p., tabl., graph.

ANALYSE ECONOMIQUE ; DEPRESSION ECONOMIQUE ; PAUVRETE ; DETTE ; HISTOIRE

PAYS EN DEVELOPPEMENT

030

L'ajustement structurel

Boidin J.C. ; Serageldin I. ; Sengupta A. ; Frisch D. ; Gakunu P. ; Nzingo K. ; Botchwey K. ; Lusignan G. de ; Kohler V. ; Fromont M., 1988

Courrier Afrique-Caraïbes-Pacifique-Communauté Européenne (FRA)

1988/09-10. No 111 - p. 50 - 95,

FINANCEMENT ; AIDE AU DEVELOPPEMENT ; DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ; METHODE ; POLITIQUE DES STRUCTURES

AFRIQUE ; ACP

CHAPITRE TROISIÈME

LES SYSTEMES FINANCIERS RURAUX : APPROCHES, POLITIQUES ET TECHNIQUES D'INTERVENTION MISES EN ŒUVRE

031

Rapport de la troisième consultation technique sur le programme international de développement du crédit agricole

Anon., 1986

FAO

Troisième consultation technique sur le programme international du crédit agricole

Rome (ITA) : FAO, 1985/09. 43 p.

EPARGNE ; CREDIT ; AGRICULTURE ; INSTITUTION FINANCIERE ; MARCHE DE CAPITAUX ; FINANCEMENT

Le rapport dresse le compte-rendu des travaux de la troisième consultation technique sur le programme de développement du crédit agricole. Les experts ayant pris part aux travaux ont eu à réfléchir sur les problèmes de développement du crédit agricole dans les pays du tiers monde. Les discussions ont porté principalement sur les stratégies de mobilisation de l'épargne rurale, l'amélioration des opérations de crédit et de recouvrement des prêts, la formation du personnel du système financier rural et le rôle du secteur financier rural informel. Les participants ont souligné la nécessité d'étendre le crédit rural à d'autres activités non agricoles afin de toucher l'ensemble des acteurs de l'économie rurale. Ils ont émis le voeu de voir le secteur financier informel africain jouer le rôle d'intermédiaire financier du système formel et non le rôle de concurrent. Le rapport donne une série d'annexes sur le déroulement des travaux.

032

Etat des systèmes financiers africains

Anon., 1989

Epargne sans Frontière

1989. 59 p. : 19 tab.

BANQUE DE DEVELOPPEMENT ; COOPERATIVE ; CREDIT ; EPARGNE ; SECTEUR INFORMEL ; ACTIVITE BANCAIRE ; AGRICULTURE ; BANQUE

La crise économique qui sévit actuellement en Afrique a durement frappé le système financier africain paralysant ainsi le processus de développement économique de nombreux états. La revue ESF, spécialisée en matière financière, fait le point du système financier africain. - A travers de nombreux articles, un diagnostic de la situation est fait et s'appuie sur des exemples de structures financières des différentes régions du continent. Des propositions sont ensuite émises pour une meilleure restructuration du système financier africain. Le lecteur trouvera dans ce même numéro deux importants articles sur l'épargne informelle et le financement des PME/PMI en Afrique.

033

Rapport de la conférence mondiale sur le crédit agricole dans les pays en développement. Le crédit à l'agriculture dans le monde en développement

Anon., 1976

FAO

Conférence mondiale sur le crédit agricole dans les pays en développement ; 1975/08/14-21 ; Rome (ITA)

Rome (ITA) : FAO, 1976. 51 p.

CREDIT ; AGRICULTURE ; EPARGNE ; FINANCEMENT ; TAUX D'INTERET ; COOPERATIVE ; BANQUE ; EXPLOITATION AGRICOLE

Un constat d'échec ayant été fait sur la politique du crédit agricole dans de nombreux pays en voie de développement, la FAO a organisé des réunions-débats au niveau de chaque grande région du globe. Pour mieux exploiter les expériences des uns et des autres, la conférence mondiale de Rome a été organisée par la FAO sur le thème : le crédit à l'agriculture dans le monde en développement. Le rapport dresse le bilan des travaux qui se sont déroulés en deux principales commissions : la commission chargée des problèmes nationaux et celle chargée des problèmes internationaux. Les groupes de travail ont analysé les problèmes ayant trait à la création des associations régionales de crédit agricole, à la formation du personnel, à la fixation des taux d'intérêt, au rôle des coopératives etc... Le rapport dresse une liste de recommandations faites par les participants et donne une importante bibliographie sur le thème du crédit agricole.

034

Réflexions sur le crédit rural dans les pays en voie de développement

Mondel R. ; Montigne M. , 1987

Ministère de la Coopération (FRA)

1987/09. 118 p. : 4 tabl., 1 graph.

CREDIT ; ZONE RURALE ; EPARGNE ; SECTEUR INFORMEL

Les deux auteurs présentent les éléments de débat sur les causes d'échec et de réussite des programmes de crédit agricole dans le processus de développement des pays pauvres, principalement les pays africains. Les auteurs donnent d'abord un bref aperçu sur les formes traditionnelles d'épargne et de crédit dans les pays en développement. Ils mettent ainsi en évidence le circuit informel de l'épargne et analysent les différentes optiques en matière de crédit rural(administrative, technicienne, financière, mutualiste, populiste et libérale). Dans la dernière partie de leur étude, les auteurs analysent le comportement des paysans vis à vis du crédit et l'impact de ce mode de financement sur le développement du monde rural. Le lecteur trouve en annexe des notes sur les problèmes financiers des institutions de crédit rural.

035

Epargne et développement

Anon., 1985

Swedish Savings Association

Colloque ; 1984/05/29-30 ; Paris (FRA)

Paris (FRA) : ECONOMICA, 1985. 407 p., tabl., graph.

TAUX D'INTERET ; CREDIT ; DETTE ; FINANCEMENT ; EPARGNE ; MENAGE

Le document dresse le bilan des travaux du colloque sur l'épargne et le développement. Au cours de ce colloque trois principaux points ont été abordés: la nécessité de mobiliser l'épargne dans les pays en développement, le comportement financier des ménages et des institutions d'épargne dans le tiers monde et l'impact de la crise financière sur la politique de mobilisation dans ces pays. Le lecteur trouve dans le document une série de recommandations faites par les participants du colloque.

036

Rural financial markets in developing countries. Their use and abuse

Von Pischke J. D. ; Adams D.W. ; Donald G., 1983

Banque Mondiale. Institut du Développement Economique

Baltimore (USA) : EDI, 1983. 441 p. : 32 tabl., 2 graph.

MARCHE DE CAPITAUX ; CREDIT ; EPARGNE ; INSTITUTION FINANCIERE

L'étude menée par les trois auteurs porte sur le marché financier rural dans le tiers-monde. Après avoir analysé le rôle du crédit financier dans le processus de développement économique d'un pays, les auteurs mettent en évidence la place que devraient jouer le crédit et l'épargne des populations rurales dans la mise en place d'un système de financement du monde rural. Pour que ce système financier rural soit viable, il devrait non seulement compter sur la bonne collaboration des institutions financières formelles, mais surtout sur le secteur financier informel des populations rurales.

037

Quatrième consultation technique sur le programme de développement du crédit agricole. Aspects généraux

Anon., 1988

FAO

Quatrième consultation technique sur le programme de développement du crédit agricole ; 1988/06/21-23 ; Rome (ITA)

Rome (ITA) : FAO, 1988. 8 p.

INSTITUTION FINANCIERE ; ASSOCIATION ; COOPERATION ; CREDIT ; EPARGNE ; CREDIT COOPERATIF

Le rapport présente succintement les deux principaux thèmes retenus pour la quatrième consultation sur le programme de développement du crédit agricole. Le premier thème portait sur l'amélioration des services financiers en zone rurale par l'intermédiaire d'institutions et de groupements informels au niveau local. Le deuxième thème avait trait à la viabilité des

institutions financières en milieu rural. Le rapport mentionne les différentes questions ayant été retenues pour animer les discussions de la consultation.

038

Quatrième consultation technique sur le programme international de développement du crédit agricole (SACRED). La viabilité des institutions rurales financières et du système dans son ensemble

Anon., 1988

FAO

Quatrième consultation technique sur le programme international de développement du crédit agricole ; 1988/06/21-23 ; Rome (ITA)

Rome (ITA) : FAO, 1988. 19 p.

INSTITUTION FINANCIERE ; AGRICULTURE ; BANQUE ; CREDIT ; EPARGNE

L'une des causes de la décadence des systèmes financiers des pays en voie de développement réside, d'après l'auteur du rapport, dans les stratégies adoptées par des états visant à augmenter les prêts agricoles et à réduire les taux d'intérêts au bénéfice des paysans. Cette politique a été néfaste pour la mise en place des institutions financières viables. En fait la politique des prêts ciblés a augmenté le risque du prêteur en encourageant la formation de ratios prêts/dépôts trop élevés et une forte concentration des prêts sur un même type d'emprunteurs. Pour viabiliser les institutions financières en milieu rural, l'auteur préconise cinq importantes mesures dans le rapport. Il insiste sur le rôle que devrait jouer le circuit financier informel traditionnel en tant qu'intermédiaire financier pour la viabilisation du système financier rural.

039

Blocages contractuels du marché rural du travail au Kenya

Anon., 1986

BIT

Revue internationale du travail

1986/06. Vol. 128, No 6 p. 844 - 845 : 1 tabl.

CREDIT ; RISQUE ; COOPERATIVE ; COMMERCIALISATION ; AGRICULTURE ; BANQUE

KENYA

Au Kenya, l'insuffisance du crédit agricole constitue, d'après l'auteur de l'article, l'un des principaux obstacles pour le développement du marché rural de travail. Dans ce pays, les banques commerciales et les coopératives de commercialisation qui financent le crédit agricole, ne s'intéressent qu'aux emprunteurs disposant des garanties sûres afin de minimiser le risque de non remboursement. Cette situation pénalise les petits exploitants qui ne peuvent présenter des garanties. Le secteur informel étant inexistant au Kenya, les petits exploitants ne peuvent avoir recours à aucune autre source de financement.

040

SACRED. Programme de développement du crédit agricole. Approche et méthodes

Anon., 1985

FAO

SACRED

Rome (ITA) : FAO, 1985. 16 p.

CREDIT ; AGRICULTURE ; ACTIVITE BANCAIRE ; MARCHE DE CAPITAUX ; FINANCEMENT

Spécialisé pour les problèmes de développement du crédit agricole, la revue présente dans ce numéro, les principaux points à prendre en compte pour la mise en place d'une politique de financement agricole dans les pays en développement : favoriser l'accès des paysans au système bancaire ; mettre le crédit à la disposition des populations rurales ; responsabiliser les populations rurales à la gestion du crédit ; rechercher l'interdépendance des marchés financiers ruraux. La revue présente dans ce numéro, la structure et les activités de la RASCA (association de crédit tournant) et du SACRED (programme de développement du crédit agricole).

041

Crédit agricole. Politique sectorielle

Anon., 1976

Banque Mondiale

Washington (USA) : Banque Mondiale, 1976. 100 p. : 20 tabl.

CREDIT ; AGRICULTURE ; ZONE RURALE ; POLITIQUE DE CREDIT ; PAUVRETE; ACTIVITE BANCAIRE ; PROJET DE DEVELOPPEMENT

PAYS EN DEVELOPPEMENT

Dans de nombreux pays en développement, les petits exploitants agricoles sont les principales victimes de la pauvreté. Ne disposant pas de ressources pour accroître leur productivité, ces exploitants ont difficilement accès aux prêts des institutions bancaires. Depuis deux décennies, la Banque Mondiale consacre une part de plus en plus importante de ses prêts de développement aux crédits agricoles. Malgré cet apport de ressources, les résultats obtenus restent peu encourageants. La Banque Mondiale par la présente étude, analyse tous les aspects et problèmes liés au crédit agricole. Elle préconise les programmes et les politiques adéquates pour la mise en place de systèmes de crédit en milieu rural. Le lecteur trouve en annexe du rapport, une série de tableaux statistiques des interventions de la Banque Mondiale en matière de crédit rural.

042

Techniques financières au service du développement. Les systèmes bancaires africains: Bilan et espoirs

Anon., 1988

Epargne sans Frontière

1988. No 11, 52 p.: 12 tabl, 3 graph.

BANQUE DE DEVELOPPEMENT ; TAUX D'INTERET ; EPARGNE ;SECTEUR INFORMEL ; BANQUE

BURKINA FASO ; CONGO ; SENEGAL ; SRI LANKA ; TUNISIE

La revue Epargne Sans Frontière, spécialisée en matière de techniques financières, analyse dans ce numéro, les causes des échecs de différents systèmes financiers africains. Ainsi, elle dresse le bilan de la situation bancaire de certains pays de la zone Franc (Burkina, Congo, Sénégal). A travers les différentes analyses, il ressort que de nombreux systèmes financiers africains ont négligé la mobilisation et la collecte de l'épargne nationale, privant ainsi les institutions bancaires des précieuses ressources financières. La revue s'appuie sur le cas du Sri Lanka pour montrer le rôle important que peut jouer les circuits informels pour la collecte de l'épargne rurale. Le lecteur trouve dans le numéro, des informations sur la Women's World Banking, sur la coopération financière des banques islamiques ainsi que sur les activités boursières en Tunisie.

043

Promotion of viable rural financial systemes for agricultural development

Mittendorf H. J., 1986

FAO

Rome (ITA) : FAO, 1986. 27 p., 8 tabl.

CREDIT ; EPARGNE ; INSTITUTION FINANCIERE ; TAUX D'INTERET ; ZONE RURALE ; BANQUE

De nombreux pays en développement ont reconnu le rôle que doit jouer le système financier rural dans le développement de leur politique agricole. Malgré cette prise de conscience, de nombreuses expériences vécues ça et là n'ont pas toujours donné des résultats escomptés. L'auteur du rapport analyse les différents problèmes que pose la mise en place d'un système financier viable en milieu rural. Il évoque tour à tour, les problèmes liés au couple crédit/épargne ; la politique des taux d'intérêt ; les méthodes de recouvrements ; les liens entre les institutions financières formelles et non formelles ; la place de la banque centrale dans le système financier rural. L'auteur analyse dans la dernière partie de l'étude, le rôle de l'assistance technique des pays développés auprès des institutions financières rurales des pays pauvres.

044

Comprendre l'épargne et le crédit en milieu rural sahélien

Boukary Y., 1988

NOVIB

Atelier organisé par la NOVIB et ses partenaires sahéliens sur l'épargne et le crédit en milieu rural ; 1988/10/13-14 ; Bobo Dioulasso (Burkina Faso)

Ouagadougou (Burkina Faso) : NOVIB, 1988. 17 p.

CREDIT ; EPARGNE ; TAUX D'INTERET ; COOPERATIVE ; GROUPE SOCIAL ; VILLAGE ; AUTOASSISTANCE

BURKINA FASO ; MALI ; TOGO ;

L'atelier avait pour but de créer un cadre de discussion des problèmes d'épargne et de crédit en milieu rural sahélien. Compte ténu des difficultés de toutes sortes rencontrées dans les pays de la région (sécheresse, insécurité alimentaire), de nombreux bailleurs de fonds injectent de moins en moins des ressources financières dans les programmes de développement de la région. Pour éviter la marginalisation des populations des secteurs économiques, les participants de l'atelier ont admis que l'autopromotion de l'épargne et du crédit dans ce milieu était une nécessité. Quatre principaux thèmes ont été abordés au cours des travaux : rôle fonctionnel de l'épargne en liaison avec le crédit dans les pays du sahel ; inventaire des systèmes d'épargne-crédit existants dans les pays du sahel ; problèmes et contraintes rencontrées dans le système d'épargne-crédit. Les participants ont ainsi fait de nombreuses recommandations pour une meilleure approche de l'épargne et du crédit dans cette partie de l'Afrique.

045

Le crédit bien compris: les performances record du système de crédit rural en Inde

Padmanabhan K.P., 1987

Cérès

1987. Vol. 20, No 1, p. 33 - 38 : 3 tabl.

BANQUE ; ZONE RURALE ; GROUPE SOCIAL ; ANALYSE DES COUTS ; EPARGNE ; CREDIT COOPERATIF

INDE

L'auteur analyse les progrès du système de crédit rural indien. Après avoir fait l'historique de la structure financière rurale du pays, il note que le système jadis basé sur les banques commerciales et sur le système coopératif, a pu se développer grâce à la mise en place des banques rurales régionales. Ces banques tiennent leur originalité au fait qu'elles ont su adapter les atouts des banques commerciales et des structures coopératives à l'environnement socio-économique des populations locales. En dépit de la mobilisation d'une large couche de la population paysanne, les banques rurales régionales connaissent quelques points sombres : faible rentabilité ; bas niveau des taux d'intérêt ; bas niveau de formation des agents ; manque de moyens d'incitation des agents.

046

Argent chaud et argent froid. La mobilisation de l'épargne locale par des institutions coopératives et son impact sur le développement local. Synthèse de sept études de cas africains

Bédard G., 1986

UCI

Cahiers de l'UCI

1986. No 7, 33 p.

DEVELOPPEMENT RURAL ; EPARGNE ; TONTINE ; CREDIT COOPERATIF

BURKINA FASO ; CAMEROUN ; EGYPTE ; NIGERIA ; RWANDA ; TOGO ; ZIMBABWE

Le document fait la synthèse des travaux de recherche sur la mobilisation de l'épargne rurale au moyen des institutions de type coopératif en Afrique. L'auteur évoque, tout d'abord, les raisons qui stimulent les paysans à mobiliser leur épargne dans des institutions coopératives. Pour lui, ces institutions répondent aux préoccupations des populations rurales, contrairement aux institutions bancaires souvent orientées vers des couches urbaines plus nanties. L'auteur analyse tour à tour les différents systèmes appropriés à la mobilisation de l'épargne (tontine, système mutualiste, système d'entraide) ; l'utilisation de l'épargne pour le développement rural ; la politique d'investissement ; les relations entre les institutions coopératives et les partenaires extérieurs ; la formation au sein des coopératives d'épargne-crédit. Pour l'utilisation de l'épargne mobilisée, l'auteur pense que cette épargne sert beaucoup plus aux populations citadines qu'aux ruraux. Il émet également des réserves pour l'amalgame de l'argent chaud épargné par la force de travail des paysans et l'argent froid de source exogène. Pour l'auteur, cet amalgame apparaître comme l'une des causes du non recouvrement des prêts octroyés par les institutions coopératives. Pour lui, le financement interne demeure l'alternative privilégiée pour les coopératives d'épargne-crédit.

047

Afrique : La banque à réinventer

Morin F., 1989

Sciences et Vie Economie

1989/02. No 47, p. 34 - 38 : 3 ill., 2 tabl.

EPARGNE ; TONTINE ; AUTOGESTION

L'expérience des deux dernières décennies prouve que le système bancaire moderne n'a pas su s'adapter au contexte socio-économique africain. Pour l'auteur, de nouveaux réseaux doivent être mis en place pour répondre aux besoins des populations rurales sans lesquelles, aucun développement économique n'est envisageable. Parmi ces nouveaux réseaux, l'auteur cite l'exemple des tontines qui jouent un rôle de premier plan pour la mobilisation de l'épargne dans de nombreux pays africains. La vigueur de ce système, prouve bien qu'il correspond parfaitement aux moeurs des populations africaines, basées sur les notions de solidarité et de confiance. Pour l'auteur, il est souhaitable que les nouvelles structures de financement de l'économie rurale s'inspirent des méthodes et des procédures simplifiées des structures traditionnelles informelles de financement.

048

Crédit, carburant ou catalyseur? L'importance des organismes financiers permanents

Moll H. A. J., 1989

Université Agronomique de Wageningen, (NDL)

Technologie Appropriée

1989. Vol. 17, No 4, p. 17 - 20

CREDIT ; MARCHE DE CAPITAUX ; INSTITUTION FINANCIERE ; EPARGNE ; TAUX D'INTERET

Dans de nombreux pays en développement, chaque nouveau programme de développement comporte le plus souvent, deux volets essentiels : l'introduction d'une nouvelle technologie et la mise en place d'un volet de crédit considéré pour beaucoup d'experts comme catalyseur du programme. Pour l'auteur, cette approche de développement du crédit est souvent vouée à l'échec. Selon son analyse, les programmes initiés par les pouvoirs publics, peuvent , dans le meilleur des cas, amener les populations à accepter de nouvelles technologies, mais ces programmes réussissent rarement à établir des services financiers permanents. Pour lui, avancer des crédits comme carburant ne satisfait pas. Il propose dans son analyse, une nouvelle approche en matière de crédit et autres services financiers. Cette approche tient compte de l'épargne rurale des ménages, des services financiers du secteur informel et ceux des institutions formelles.

049

Une nouvelle conception du crédit rural

Padmanabhan K.P., 1982

College of Agricultural Banking, Reserve Bank of India

Cérès

1982/01. No 85, p. 21 - 25

CREDIT ; BANQUE DE DEVELOPPEMENT ; AGRICULTURE ; TAUX D'INTERET ; COOPERATIVE ; EPARGNE ; INVESTISSEMENT

INDE

L'interaction du système bancaire et de la planification du développement est essentielle et complémentaire pour tout système de crédit rural viable. Pour l'auteur de l'article, un bon système de crédit agricole doit être productif, intégré, bon marché et autogénéré. Les conceptions actuelles des pays en développement, relatives à l'octroi des prêts, nécessitent des modifications. L'auteur se refère sur l'exemple du système de crédit de l'Inde pour mettre en évidence les points forts d'un système cohérent de crédit rural.

050

Crédit : Proximité et Confiance

Anon., 1987

CTA

SPORE

1987/10. No 11, p. 1 - 3 : 3 ill.

CREDIT ; AGRICULTURE ; COOPERATIVE DE SERVICE ; TONTINE ; BANQUE CEREALIERE ; ACTIVITE COOPERATIVE ; CEREALE ; STOCK REGULATEUR

Pour l'auteur de l'article, il ne peut y avoir d'agriculture moderne sans crédit. Pour lui, le crédit doit faire partie des intrants pour le développement de l'agriculture. Il constate toutefois que prêter de l'argent aux petits exploitants agricoles qui n'offrent aucune garantie n'est pas chose facile. D'après lui, il est indispensable pour les pays africains de mettre en place des systèmes de crédit agricole s'inscrivant dans le cadre d'une politique globale de développement. Dans cette optique, l'association crédit-vulgarisation est une approche souhaitable. Pour surmonter l'épineux problème de garantie, l'auteur préconise la formation des groupements coopératifs pratiquant le cautionnement mutuel et la création des banques de céréales. L'article note qu'une vraie politique de crédit doit tenir compte de la mobilisation de l'épargne des ménages. Cette mobilisation de l'épargne ne peut mieux se faire qu'en tenant compte des méthodes traditionnelles de financement rural.

051

Note sur la politique du crédit rural en Afrique subsaharienne

Nowak M., 1988

CCCE

Paris (FRA) : CCCE, 1988/08. 5 p.

CREDIT ; ZONE RURALE ; BANQUE DE DEVELOPPEMENT ; COOPERATIVE ; TONTINE ; SECTEUR FORMEL ; EPARGNE ; AGRICULTURE ; AUTO-ASSISTANCE ; BANQUE

De l'avis de l'auteur de l'article, le crédit rural est l'un des moyens les plus efficaces à utiliser pour le développement rural des pays africains. C'est l'instrument privilégiée de la politique d'intensification agricole, de développement d'activités non agricoles et d'aménagement rural. Les besoins financiers des populations rurales africaines sont nombreux et sont très partiellement couverts par les institutions formelles. Pour essayer de résoudre leurs problèmes, les populations rurales ont souvent recours au système de financement informel. Dans ce système, la rareté des ressources financières rend le coût de l'argent élevé. Pour une nouvelle approche du système de crédit, l'auteur préconise des solutions sur le plan micro, macro et mésoéconomique. Sur le plan microéconomique, l'auteur préconise l'autopromotion paysanne à travers des initiatives autogerées (coopérative d'épargne-crédit, groupement villageois). Au niveau macroéconomique, il souhaite la libéralisation des taux d'intérêt et celle de l'encadrement du crédit. En fin, sur le plan mésoéconomique, l'auteur prône la promotion des structures de relais entre les institutions bancaires et les couches paysannes.

052

Le crédit et l'épargne ruraux dans le sahel

Caputo V., 1989

Club du Sahel ; CILSS

Rencontre régionale de Segou. La gestion des terroirs villageois au sahel ; 1989/05/22-27 ; Segou (MAL)

Segou (MAL) : 1988/12. 45 p.

CREDIT ; AGRICULTURE ; MARCHE DE CAPITAUX ; ZONE RURALE ; TAUX D'INTERET ; COOPERATIVE ; SECTEUR INFORMEL ; EPARGNE ; AUTOASSISTANCE

MALI ; BURKINA FASO ; ZIMBABWE ; KENYA ; NIGERIA ; CAMEROUN

Le document dresse le bilan de la réflexion menée sur la situation financière en milieu rural sahélien. Cette réflexion a porté principalement sur l'origine, les caractéristiques et les problèmes des nouvelles formes de circuits financiers en milieu rural. Le texte suggère des références communes pour les théoriciens, les responsables gouvernementaux, les organismes

non gouvernementaux et pour tous les autres partenaires du développement rural. Parmi les principales recommandations retenues par les participants, on peut citer : la nécessité d'accorder une grande importance à la collecte de l'épargne rurale ; la liberté de fixer des taux d'intérêt qui correspondraient aux coûts d'opportunité du capital dans les marchés financiers ruraux et permettraient de couvrir les frais et risques de l'intermédiation financière. Le document présente des expériences des nouvelles formes de circuits financiers ayant connu des succès en Afrique.

053

Etudes et documents. Méthodes de mobilisation de l'épargne rurale dans les pays africains

Anon., 1983

Ministère des Relations Extérieures. Coopération et Développement

Paris (FRA) : MRE. 1983/12. No 58, 371 p.

EPARGNE ; TONTINE ; BANQUE ; POPULATION RURALE ; CREDIT COOPERATIF

CAMEROUN ; COTE D'IVOIRE ; SENEGAL ; BURKINA FASO ; GHANA ; RWANDA

Le document rassemble des monographies de cinq pays africains sur les méthodes de mobilisation de l'épargne rurale. Les études portent principalement sur l'organisation et le fonctionnement des systèmes financiers informels d'Afrique. Le rapport fait une synthèse des expériences notées dans les différents systèmes des pays sélectionnés pour l'étude.

054

Epargne et crédit en milieu rural

Gueymard Y., 1983

Actuel Développement

1983. No 56/57, p. 27 - 31

CREDIT ; POPULATION RURALE ; COOPERATIVE ; REMBOURSEMENT ; GROUPE D'INTERET ; TONTINE ; EPARGNE ; CEREALE ; STOCK REGULATEUR

Des associations villageoises d'épargne et de crédit autogérées par les populations rurales, se développent en marge des institutions de financement formelles dans de nombreux pays africains. Parmi ces associations, l'auteur cite le cas des tontines et des coopératives d'épargne rencontrées dans la quasi-totalité des pays de l'Afrique de l'ouest. Basées sur la solidarité du groupe, ces associations s'adaptent mieux aux conditions socioéconomiques des populations de la région. A travers ces différentes associations informelles, l'épargne des populations pauvres est sécurisée et leur permet de bénéficier du crédit. En dépit de leurs atouts, les associations d'épargne et les tontines ont certaines limites : la faible rentabilité ; le transfert de l'épargne des campagnes vers les villes ; la dépendance vis à vis de l'état ; le faible volume de l'épargne collectée ; la prédominance du crédit individuel.

055

Malaysian rubber: a note on the demand for agricultural loans

Habibullah M.S., 1988

Journal of Natural Rubber Research (MYS)

1988/03. Vol. 3, No 1, p. 60 - 68 : 21 réf., 2 tabl.

ANALYSE ECONOMIQUE ; CREDIT ; CAOUTCHOUC ; TAUX D'INTERET ; PRET ; ACTIVITE BANCAIRE ; PRIX

MALAISIE

Etude théorique des facteurs incitant les fermiers à planter des hévéas en vue de productions futures. Le marqueur principal est la demande de crédits auprès des organismes spécialisés. Après mise en équations, ajustement de variables, modèles aléatoires, on trouve que ce sont les prix futurs du caoutchouc qui sont les facteurs principaux de décision des planteurs. Les taux d'intérêt des prêts viennent ensuite.

056

Méthode de mobilisation de l'épargne rurale dans les pays africains

Anon., 1983

Ministère des Relations Extérieures. Coopération et Développement

Etudes et Documents (FRA)

Paris (FRA) : MRE, 1983. No 58, 373 p. : réf.

ECONOMIE ; EPARGNE ; ZONE RURALE ; INSTITUTION FINANCIERE ; CREDIT COOPERATIF

CAMEROUN ; MALI ; BURKINA FASO ; GHANA ; RWANDA

Au coeur des problèmes de développement auxquels sont confrontés actuellement les pays africains se trouve la question du financement. En effet, l'accès aux financements extérieurs est rendu plus difficile du fait de la crise financière et des niveaux élevés d'endettement ; aussi la recherche de solutions nationales s'avère de plus en plus urgente. Donner la priorité aux sources internes de financement, c'est commencer par mieux identifier les sources locales de surplus financiers et les circuits de leur mobilisation. Tâche souvent difficile en raison du caractère très peu formel du nombre de circuits d'épargne dans les pays en développement. De plus, les agents concernés sont multiples. (Résumé : Cahiers Institut Etudes Sociales de Lyon 2).

057

Regards sur l'épargne et le crédit rural. L'épargne rurale en Afrique. Une enquête du ministère de la coopération

Lobato A., 1988

Histoires de Développement (FRA)

1988/03. No 1, p. 13 - 18.

EPARGNE ; ZONE RURALE ; CREDIT ; FINANCEMENT

AFRIQUE AU SUD DU SAHARA

Mieux identifier les sources locales du surplus financier et les circuits de leur mobilisation est essentiel pour les pays africains confrontés aux difficultés d'accès aux financements extérieurs. Dans la plupart des régions rurales du Cameroun, du Mali, du Burkina-Faso, du Ghana et du Rwanda, il existe un surplus monétaire étroitement lié à la monétarisation croissante de l'économie rurale africaine. Les formes traditionnelles d'épargne (tontines) coexistent avec des institutions dites formelles allant des institutions officielles de forme non coopérative, étatique ou privée (caisse d'épargne postale, "rural bank", banque de développement, banque commerciale) en passant par des groupements ou associations précoopératives jusqu'au coopératives d'épargne et de crédit ("crédit union", banque populaire, caisse populaire). La faiblesse des demandes de crédit émanant des déposants conduit les coopératives d'épargne et de crédit à opérer des transferts par le biais du crédit vers d'autres catégories professionnelles ou vers les régions urbaines. C'est dans cette optique qu'il faut considérer la contribution de l'épargne rurale du développement national. Il faudrait certainement soutenir le développement des coopératives d'épargne et de crédit au détriment des tontines sans toutefois négliger l'impact de ces dernières, aujourd'hui florissantes, sur le développement local. Mobiliser l'épargne rurale, savoir attirer la confiance du paysan, et l'utiliser davantage dans le développement requiert prudence et sens des réalités rurales.

058

Supervised farm credit for malaysian rubber smallholders

Arope A.B., 1978

Rubber Research Institute of Malaysia

The Progress and Development of Rubber Smallholders. 2 ; 1976/10/18-23 ; Hat Yai (THA)

In : Arope A.B. (ed.), Blencowe J.W. (ed.), Chan F. (ed.), Lim Poh Loh (ed.). - Proceedings of the second seminar = [Communications de la deuxième rencontre]

Kuala Lumpur (MYS) : Association of Natural Rubber Producing Countries, 1978. p. 1 - 12 : 14 réf., 6 graph.

PLANTATION VILLAGEOISE ; CREDIT ; ANALYSE ECONOMIQUE ; SOCIOLOGIE ECONOMIQUE ; ANALYSE COUT AVANTAGE ; EXPLOITATION AGRICOLE ; DEVELOPPEMENT RURAL ; FINANCEMENT ; DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES ; ENGRAIS

MALAISIE

En vue de moderniser le système d'exploitation des petits planteurs on a recours à un crédit sous surveillance. Un programme de 3,5 millions de dollars est mis en jeu. On fait une analyse économique étudiant le bénéfice social qui en sera retiré (6,41 millions de dollars). La validité économique du projet est évaluée en ratios bénéfice/coût qui sont tous supérieurs à l'unité : 2,12 à 3,59 pour les planteurs villageois, 1,6 à 2,20 pour le gouvernement et 1,77 pour la société dans son ensemble.

059

Femmes, versus épargne-crédit

Mparatalikubwabo L. ; Diallo O. ; Baldeh F. ; Bédard G., 1988

ASSCOD

Communautés ASSCOD

1988. No 86, 7 p.

EPARGNE ; CREDIT ; ASSOCIATION PROFESSIONNELLE ; ACTIVITE BANCAIRE ; DEVELOPPEMENT RURAL ; EVALUATION DE PROJET ; FORMATION DE CAPITAL ; INVESTISSEMENT

RWANDA ; MALI ; GAMBIE

Ce dossier rassemble plusieurs articles sur les femmes : - la femme et l'entreprise agricole, - l'artisanat et les technologies appropriées (coopératives, associations, organisations de femmes), - femmes et coopératives : espoirs ou déceptions, - femmes et économies d'entreprises, - femmes, entreprises et défi commercial, - femmes, versus, épargne et crédit.

060

Les systèmes financiers en Afrique sub-saharienne : détresse et lueurs d'espoirs

Alibert J., 1989

Association pour l'étude des problèmes d'outre-mer (FRA)

1989/09.No 242, p.1 - 12

MARCHE DE CAPITAUX ; ACTIVITE BANCAIRE ; DEPRESSION ECONOMIQUE ; POLITIQUE FINANCIERE ; SECTEUR INFORMEL ; DETTE ; CREDIT ; EPARGNE

AFRIQUE

Les systèmes financiers sont le thème du rapport 1989 sur le développement de la Banque Mondiale. A partir de ce document, l'auteur analyse leur importance dans la stratégie de développement des p.v.d.. Nombre de ces pays sont touchés par la détresse financière : Ghana, Guinée, Kenya, Madagascar, Tanzanie, pays de l'UMOA. Les conséquences de ce fait sont multiples, à commencer par le ralentissement de la croissance économique. Il faut donc trouver des solutions en favorisant l'épargne intérieure, en améliorant l'utilisation des financements extérieurs. Le secteur financier informel doit être exploité au mieux. D'autres objectifs sont à prendre en compte pour lutter contre la détresse financière : restructurer les institutions, revoir la politique d'emprunts massifs des entreprises publiques, ajuster les taux d'intérêt aux prêts. Il faudrait pour l'avenir, prendre des décisions très efficaces pour éviter les catastrophes prévisibles. (IBISCUS-Min. COOPERATION).

061

Argent chaud et argent froid : la mobilisation de l'épargne locale par des institutions coopératives et son impact sur le développement local

Bédard G., 1986

Cahiers de l'Université Coopérative Internationale

1986. No 7, 35 p.

EPARGNE ; ZONE RURALE ; ACTIVITE BANCAIRE ; AIDE AU DEVELOPPEMENT ; ACTIVITE COOPERATIVE ; DEVELOPPEMENT SOCIOECONOMIQUE

PAYS EN DEVELOPPEMENT

Synthèse de sept études de cas africains. La mobilisation de l'épargne rurale locale par des institutions coopératives et son impact sur le développement local.

062

Financement rural : un cadre d'orientation

Schmidt R.H. ; Kropp E., 1988

SCETAGRI, BMZ, GTZ, DSE, CTA

Eschborn : GTZ, 1988. 122 p.

FINANCEMENT ; DEVELOPPEMENT RURAL ; ACTIVITE BANCAIRE ; MARCHE DE CAPITAUX ; EPARGNE ; CREDIT ; SECTEUR INFORMEL ; PLANIFICATION ; POPULATION RURALE ; DEVELOPPEMENT ; ZONE RURALE ; AIDE AU DEVELOPPEMENT ; DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ; DEVELOPPEMENT RURAL INTEGRE

TIERS MONDE

Ce manuel pratique constitue un cadre d'orientation pour tout organisme élaborant ou promouvant des projets de financement rural. Après un rappel des principes de base du développement rural et du rôle du financement rural, les auteurs esquissent les grandes lignes d'un système financier efficient ; ils présentent aussi les programmes et instruments de la GTZ pour la promotion du financement rural. Développement rural et financement rural constituent un système complexe qui doit s'appuyer en priorité sur les unités économiques rurales. La coopération allemande développe des actions de promotion du financement rural, basées sur des groupes-cibles. Après un rappel des échecs des politiques de financement antérieures, les auteurs présentent le rôle et la structure des marchés financiers ruraux. Ils esquissent ensuite les grandes lignes de ce que devrait être un système financier au service des populations les plus défavorisées. Ce schéma directeur indique les prestations à fournir par l'infrastructure financière, les services proposés par les divers organismes des secteurs formel et informel. Ce manuel présente l'expérience et les instruments de promotion (assistance technique, actions de formation, moyens financiers) que la GTZ met à disposition des pays en développement. (Ibiscus-BDPA).

063

Les difficultés d'information du banquier

Berthet J.J., 1986

Université Clermont-Ferrand 1 ; Droit Privé, (FRA)

Thèse de Doctorat de 3ème cycle

BANQUE ; INFORMATIQUE ; TECHNIQUES D'INFORMATION ; INFORMATION

Le banquier est un commerçant particulier qui, pour remplir les multiples obligations qui lui incombent, dispose de moyens inadaptés voire anachroniques, sa mission qui l'amène à gérer, à accorder des crédits, à assurer des services de caisse, à conseiller... requiert de nombreuses informations. Or, pour disposer de ces dernières, il se heurte à plusieurs obstacles : s'il doit surveiller sans s'immiscer, conseiller sans imposer et renseigner sans dénoncer, il le fait en plus avec des instruments qui ne correspondent plus à la rapidité croissante des transactions commerciales. Aussi doit-il dépasser la simple consultation de documents officiels quérables et mettre en place une technique beaucoup plus performante de collecte de l'information : l'informatique est la formule à retenir car elle permet au chef d'agence, confronté aux réalités quotidiennes de la profession de se rapprocher le plus possible du banquier idéal, qui doit collecter une multitude d'informations. L'information nécessaire au banquier (Titre premier) connaît des nécessités (Titre second) qu'il doit satisfaire afin de se rapprocher le plus étroitement possible de ses partenaires (organismes officiels, clients, sièges centraux) et d'assurer au mieux sa mission.

064

Allocation des ressources financières, contrôle monétaire et cycle de crédit

Scannavino A., 1987

Université Paris 2 ; Sciences Economiques, (FRA)

Thèse de Doctorat d'Etat

CYCLE ECONOMIQUE ; CREDIT ; AGRICULTURE

L'intégration du crédit en analyse économique est le thème traité dans cette thèse. Il est successivement abordé sous l'angle de rationnements financiers et celui de la relation crédit-activité ; ces examens sont menés dans la perspective du cycle économique. Des conséquences en sont tirées pour la politique monétaire.

065

Les conditions de la mobilisation de l'épargne dans les pays en voie de développement. Application au Bénin

Golou E., 1988

Université Paris 9 ; Sciences Economiques, (FRA)

Thèse de Doctorat de 3ème cycle

EPARGNE ; ACTIVITE BANCAIRE ; INTERVENTION DE L'ETAT ; FISCALITE ; INSTITUTION FINANCIERE

BENIN

Si le recours à l'épargne en vue d'assurer un financement sain du développement s'est imposé ces dernières années, les voies et moyens pour la mobiliser ne sont pas toujours évidents. Cette thèse vise à analyser certains facteurs susceptibles de la promouvoir dans les pays en développement en général et au Bénin en particulier. La démarche a d'abord été d'identifier les caractéristiques du système monétaire et financier béninois avant de passer en revue certains facteurs dont les principaux sont le taux d'intérêt, la fiscalité, les institutions et instruments financiers, puis le désengagement de l'Etat.

066

Une nouvelle conception du crédit rural

Padmanabhan K.P., 1982

Cérès

1982. No 85 ; janvier-février ; p. 21 - 25

CREDIT ; AGRICULTURE

067

Crédit Agricole

Agricultural credit

Anon., 1983

FAO

FAO Terminology Bulletin (ITA)

Rome (ITA) ; FAO ; No 32 ; 371 p.

CREDIT ; DICTIONNAIRE ; ANGLAIS ; FRANCAIS ; ESPAGNOL ; ARABE

068

Le fonctionnement du crédit en économie de plantation ivoirienne : le cas du centre-ouest (Daloa-Gagnoa)

Bonno E., 1984

Université Montpellier 1 ; Sciences Economiques

Mémoire de DEA d'Economie Rurale et Agro-Alimentaire

Montpellier (FRA) : Université de Montpellier 1, 1984/10. 136 p. : réf.

CREDIT ; REVENU ; DEPENSE ; EPARGNE ; PLANTATION ; CAFE ; CACAO ; ANALYSE ECONOMIQUE ; ORGANISATION SOCIOECONOMIQUE ; SYSTEME DE PRODUCTION ; TYPE D'EXPLOITATION AGRICOLE ; DETTE ; ENQUETE

COTE D'IVOIRE

069

Le crédit agricole

Cingi S., 1989

IAM

In : Tekelioglu Y. (ed.) - Agricultures méditerranéennes : la Turquie

Options Méditerranéennes. Série B : Etudes et Recherches (FRA)

Montpellier (FRA) : CIHEAM-IAM, 1989. - No 1, p. 53-57 : réf.

CREDIT ; FINANCEMENT ; AGRICULTURE

TURQUIE

070

Les marchés financiers au Mali et au Sénégal : document de travail

Gray C. ; Hickok S., 1980

Club du Sahel ; CILSS

Colloque sur les Dépenses Récurrentes au Sahel ; 1982/01/11-15 ; Ouagadougou (BFA)

Paris (FRA) : Club du Sahel, 1980/11. 42 p. - D/81/154 ; Publié aussi en anglais

TAUX D'INTERET ; EPARGNE ; INFLATION ; FINANCEMENT ; CREDIT

MALI ; SENEGAL ; SAHEL

071

Etude de faisabilité de l'Action de Développement Agricole en Région Centre (A.D.A.R.C.). Rapport + Annexes Vol. 1 et 2

Lecomte Y. ; Losch B., 1988

CIRAD. DSA

Montpellier (FRA) : CIRAD-DSA, 1988/11. 450 p. : réf., tabl. - No DSA 1988/14 ; No SEDES 260048 ; A la demande de la République de Côte d'Ivoire - Direction et Contrôle des Grands Travaux

DEVELOPPEMENT RURAL ; PROJET DE DEVELOPPEMENT ; ETUDE DE FAISABILITE ; COUT ; ANALYSE ECONOMIQUE ; RENTABILITE ; EXPLOITATION AGRICOLE ; GROUPE D'INTERET ; CONSEIL DE GESTION ; FORMATION ; EQUIPEMENT ; ENTRETIEN ; ANALYSE DES COUTS ; MAIN D'OEUVRE ; COUT DE PRODUCTION ; INVESTISSEMENT ; ANALYSE TECHNICO-ECONOMIQUE ; FINANCEMENT ; ENQUETE

COTE D'IVOIRE

072

Le rôle des banques centrales dans le développement

Chandavarkar A.G., 1987

Finances et Développement (USA)

1987/12. Vol. 24, No 4, p. 34 - 37

BANQUE ; MARCHE DE CAPITAUX ; CREDIT ; TAUX D'INTERET ; INNOVATION ; DEVELOPPEMENT SOCIOECONOMIQUE

ASIE

073

Flexibilité, simplicité, opportunité... les trois clés du succès remporté par un plan de crédit conçu pour la pêche artisanale.

Tietze V., 1985

Cérès

1985. No 106, p. 43 - 45

CREDIT ; EPARGNE ; PECHE ARTISANALE ; PROJET DE DEVELOPPEMENT ; INVESTISSEMENT

INDE

074

Le point sur les réformes du secteur financier

Villanuera D., 1988

Finance et Développement

1988/03. Vol. 25, No 1 - p. 14 - 17

POLITIQUE FINANCIERE ; POLITIQUE DU CREDIT ; TAUX D'INTERET ; FINANCEMENT ; INSTITUTION FINANCIERE ; EPARGNE

PAYS EN DEVELOPPEMENT

075

Les étapes successives de la libéralisation des marchés financiers

Blejer M.I. ; Sagari S.B., 1988

Finances et Développement

Washington (USA) : FMI ; Banque Mondiale, 1988/03. Vol. 25, No 1 - p. 18 - 20

MARCHE DE CAPITAUX ; POLITIQUE FINANCIERE ; BANQUE ; FINANCEMENT ; INSTITUTION FINANCIERE

PAYS EN DEVELOPPEMENT

076

Rapport sur le développement dans le monde : systèmes financiers et développement, indicateurs du développement dans le monde

Anon., 1989

Banque Mondiale

New York (USA) : Oxford University Press. 1989. 281 p.

POLITIQUE FINANCIERE ; INSTITUTION FINANCIERE ; DETTE ; DEVELOPPEMENT SOCIOECONOMIQUE ; ZONE RURALE ; ACTIVITE BANCAIRE ; EVALUATION DE PROJET ; EPARGNE ; CREDIT ; MARCHE DE CAPITAUX

077

Une base solide pour le crédit rural

Anon., 1986

Cérès

1986. No 109, p.50

CREDIT ; ZONE RURALE ; BANQUE

078

Le crédit agricole

Kwanda Kamwanga G., 1985

IUED

1985/02. 81 p.

CREDIT ; ZONE RURALE ; AGRICULTURE ; ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTION ; BANQUE ; INSTITUTION FINANCIERE

PAYS EN DEVELOPPEMENT

079

Des prêts productifs

Blain D., 1985

Cérès

1985. No 109, p. 23 - 26

CREDIT ; EPARGNE ; BANQUE ; ZONE RURALE ; COOPERATIVE ; ACTIVITE BANCAIRE ; ORGANISATION SOCIOECONOMIQUE ; REMBOURSEMENT

KENYA ; INDE ; MAGHREB ; PROCHE-ORIENT ; ASIE ; PAYS EN DEVELOPPEMENT

080

Les raisons du non-remboursement des prêts

Padmanabhan K.P., 1985

Cérès

1985. No 109, p. 26 - 31

CREDIT ; REMBOURSEMENT ; ACTIVITE BANCAIRE ; ZONE RURALE ; EVALUATION DE PROJET ; POLITIQUE DU CREDIT ; EPARGNE

AFRIQUE ; ASIE ; NIGERIA ; INDE ; THAILANDE ; NEPAL ; SRI LANKA

081

Les inconvénients du crédit bon marché

Adams D.W., 1985

Cérès

1985. No 109, p. 15 - 18

CREDIT ; TAUX D'INTERET ; ZONE RURALE ; EPARGNE ; POLITIQUE DU CREDIT ; DEVELOPPEMENT AGRICOLE

PAYS EN DEVELOPPEMENT

082

Epargne de proximité : Etude d'expériences et commentaires

Anon., 1989

ARGOS. Les Ingénieurs du Développement

1989/10. 30 p.

EPARGNE ; INVESTISSEMENT ; INSTITUTION FINANCIERE ; EVALUATION DE PROJET ; DEVELOPPEMENT SOCIOECONOMIQUE

FRANCE

083

Circuits courts d'épargne et développement local

Anon., 1989

ARGOS. Les Ingénieurs du Développement

1989/11. 15 p.

EPARGNE ; INSTITUTION FINANCIERE ; INVESTISSEMENT ; DEVELOPPEMENT SOCIOECONOMIQUE

FRANCE

084

Credito en el desarollo rural

Anon., 1989

CICDA

Raralter (SPA)

1989. No 4, 223 p. 15 réf.

CREDIT ; DEVELOPPEMENT SOCIOECONOMIQUE ; ZONE RURALE ; ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE ; AGRICULTURE ; ELEVAGE ; ACTIVITE COMPLEMENTAIRE DES RURAUX ; INSTITUTION FINANCIERE ; ACTIVITE BANCAIRE

AMERIQUE LATINE

085

An economic analysis of overdues in Kapurthala district of Punjab

Kamaljit Singh Harbans K. S., 1980

Financing Agriculture (IND)

1980/01-03. Vol. XII, No 1, p. 12 - 14

ANALYSE ECONOMIQUE ; CREDIT ; DETTE ; ; EXPLOITATION AGRICOLE

INDE

086

Rural credit need, availability, issues, directions

Anon., 1980

Financing Agriculture (IND)

1980/01-03. Vol. XII, No 1, p. 21 - 37, 16 tabl.

MARCHE DE CAPITAUX ; ZONE RURALE ; POLITIQUE DU CREDIT ; CREDIT ; HISTOIRE ; DEVELOPPEMENT AGRICOLE ; POLITIQUE FINANCIERE ; ASSURANCE ; DETTE ; EXPLOITATION AGRICOLE ; INSTITUTION FINANCIERE

SRI LANKA

087

Strategy on recovery of agricultural loans

Ray G.L. ; Samanta R.K., 1980

Financing Agriculture (IND)

1980/07-09. Vol. XII, No 3,.p. 31 - 35, 12 réf.

AGRICULTURE ; DEVELOPPEMENT AGRICOLE ; CREDIT ; REMBOURSEMENT ; METHODE

088

Natural calamities and financial Institutions

Dhaliwal J.S., 1988

Financing Agriculture (IND)

1979/10-12 - 1980/01-03. Vol. XI, No 3 - 4, p. 20 - 22

INSTITUTION FINANCIERE ; CATASTROPHE ; RISQUE ; CREDIT ; HABITAT RURAL ; ARTISANAT ;AGRICULTURE ; POLITIQUE DU CREDIT

INDE

089

Le financement de l'agriculture

Anon., 1982

CNECA

Colloque International - Paris, 1982/03/4-6

FINANCEMENT

090

Problèmes de la coopération d'épargne et de crédit dans les pays en voie de développement

Belloncle G., 1971

Développement et civilisation (FRA)

1971/03. No 43, p. 30 - 39

EPARGNE

TIERS MONDE

091

Recherche sur l'équilibre financier d'un programme de crédit agricole en Côte d'Ivoire

Yabile Kinimo R., 1985

Economie Rurale (FRA)

1985/11-12. No 170, p. 36 - 38 : tabl., réf.

CREDIT ; AGRICULTURE ; ACTIVITE BANCAIRE ; ANALYSE ECONOMIQUE

COTE D'IVOIRE

092

De quelques aspects théoriques du rôle des institutions financières dans la croissance économique des pays en développement

Diarrassouba V.C., 1983

Cahiers ivoiriens de recherche économique et sociale (FRA)

1983/06-09. No 33 - 34, p. 95 - 118

CREDIT

TIERS MONDE

093

Le crédit agricole et la promotion du monde rural

Djiegoue Tchuissi L., 1984

s.l. (FRA) : CEAT, 1984. 37 p.

CREDIT ; AGRICULTURE ; PRET

CHAPITRE QUATRIÈME

LE CREDIT RURAL : APPROCHES CLASSIQUES

1 - Le financement rural par les banques
2 - L'Etat, les projets et le financement des ruraux

4.1

Le financement rural par les banques

094

Les banques de développement et le crédit aux petits producteurs en Afrique noire et en Amerique du sud

Spiro J.M., 1966

Université de Lausanne

Travaux de droit, d'économie, de sociologie et de sciences politiques

Genève (CHE) : Droz, 1966. No 50, 153 p.

BANQUE DE DEVELOPPEMENT ; EPARGNE ; CREDIT ; GESTION ; DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ; FINANCEMENT ; AIDE AU DEVELOPPEMENT

ZAMBIE ; COLOMBIE ; PEROU

L'étude porte sur le fonctionnement des différentes banques de développement des pays d'Afrique et d'Amérique du sud. Pour l'auteur, cette étude comparative permet aux diverses institutions financières du monde rural, de s'inspirer des expériences et des méthodes des uns et des autres. L'auteur définit tout d'abord les fonctions et le cadre juridique des différentes banques de développement des pays pauvres. Ensuite, il analyse les activités de ces banques, leurs problèmes de gestion et des moyens d'actions dont elles disposent. Selon l'auteur, le premier problème à résoudre par les banques de développement est de susciter l'initiative chez les petits producteurs à produire plus et à augmenter leur productivité. Pour cela, il est indispensable pour ces banques de jouer sur la conjonction de l'aide financière et de l'assistance technique. Le deuxième problème concerne la recherche d'une autonomie financière en exploitant au mieux l'épargne intérieure.

095

Les banques agricoles en Afrique de l'Ouest. Etude comparative

Le Breton P., 1989

Notes et Etudes (FRA)

Paris (FRA) : CCCE, 1989. No 24, 55 p. : réf., tabl.

ACTIVITE BANCAIRE ; CREDIT ; EPARGNE

AFRIQUE OCCIDENTALE ; BENIN ; BURKINA FASO ; COTE D'IVOIRE ; MALI ; NIGER ; SENEGAL ; TOGO

Devant la crise des structures officielles de crédit agricole en Afrique subsaharienne et à un moment où bailleurs de fonds et gouvernements semblent disposés à reconsidérer leur politique en matière de crédit rural, il a paru utile de faire la synthèse des données et des réflexions éparses concernant les institutions concernées. L'étude ne concerne que les banques agricoles des sept pays membres de l'UMOA (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal et Togo), qui entre 1967 et 1984 ont adopté la même solution institutionnelle. L'évaluation des banques agricoles a été menée autour de deux axes principaux : leur capacité à répondre aux besoins de crédit du monde rural et leur viabilité financière.

096

Le système bancaire en Afrique

Anon., 1989

Marchés Tropicaux et Méditerranéens (FRA)

1989. Vol. 45, No 2299, p. 3447 - 3473 (21 p.) : 3 tabl.

ACTIVITE BANCAIRE ; POLITIQUE MONETAIRE ; CREDIT ; FINANCEMENT ; DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ; ZONE FRANC ; EPARGNE

AFRIQUE

Point de la situation bancaire en Afrique, ce dossier donne une synthèse des causes et des conséquences du dysfonctionnement enregistré dans la distribution du crédit et la formation de l'épargne intérieure. Sont examinés ici, les problèmes du financement, du développement et du crédit aux petites et moyennes entreprises et plus généralement au secteur bancaire informel. Une mention particulière est donnée à l'aspect juridique et moral du recouvrement des créances. Il est enfin montré comment une restructuration du système bancaire permettrait d'assurer la croissance de l'ordre de 4 à 5% par an du P.I.B. africain.

097

Le crédit agricole

Kouama P., 1987

BCEAO

Notes d'Informations et Statistiques de la BCEAO

1987/02. No 357, p. 1 - 9

FINANCEMENT ; CREDIT ; BANQUE DE DEVELOPPEMENT ; AGRICULTURE ; DEVELOPPEMENT RURAL

COTE D'IVOIRE

Cet article reproduit dans son intégralité, la conférence sur le crédit agricole, donnée par M. Patrice KOUAME, Directeur général de la Banque Nationale pour le Développement Agricole (BNDA). Lors de son intervention, M. Patrice KOUAME propose d'examiner d'une part, les problèmes généraux du crédit agricole dans la problématique du développement (les fonctions d'un système de crédit agricole ainsi que ses contraintes et le dispositif institutionnel du crédit agricole) et d'autre part, l'expérience ivoirienne de crédit agricole (la contribution de la BNDA au financement de l'agriculture et du développement rural et les contraintes de la BNDA). (IBISCUS-CCCE)

098

Credit policy for the agricultural sector under the Social Economy Plan, and its results 1986-88.

Gallon M.O., 1989

Revista Nacional de Agricultura (COL)

1989. No 887, p. 23 - 32, tabl. 13

AGRICULTURE ; CREDIT ; DEVELOPPEMENT AGRICOLE ; EPARGNE ; INSTITUTION FINANCIERE ; TAUX D'INTERET ; POLITIQUE FINANCIERE

COLOMBIE

The Social Economy Plan was introduced in Colombia in 1986 to improve the supply and effectiveness of credit of the agricultural sector so as to help increase production. The article looks at the results of this policy over the period 1986-88 and, in particular, the role of the Agricultural Savings Bank and the Commercial Bank. Extensive data are given and broad conclusions reached. It is found that, while small farms have benefited from negative real interest rates, those rates remain positive for medium and large enterprises. It is concluded that despite the initial promises of the government, most of these proposals have been set aside and little has been achieved.

099

Le coût de l'intermédiation bancaire. Essai d'analyse à partir de l'exemple des banques commerciales tunisiennes : 1970-1985

Mehri N., 1987

Université Lyon 2. Sciences Economiques

Thèse de Doctorat de 3ème cycle

COMPTABILITE ; RISQUE ; BANQUE ; CREDIT ; INSTITUTION FINANCIERE

TUNISIE

L'intermédiation des institutions financières consiste à collecter l'épargne des agents économiques à capacité de financement pour la mettre à la disposition de ceux qui font valoir un besoin de financement. Ainsi, ces institutions jouent un rôle fondamental dans le processus épargne-investissement. Au niveau de l'économie, l'intervention de ces intermédiaires financiers se traduit nécessairement par un coût qu'on appelle coût d'intermédiation. L'objet de cette thèse est de rendre compte de ce coût et de son processus de formation à partir de l'exemple des banques commerciales tunisiennes. A cette fin, la première partie de l'étude est consacrée à une analyse théorique du concept de coût d'intermédiation bancaire à partir des rares travaux et recherches qui ont été réalisés depuis quelques années, notamment l'étude de l'O.C.D.E. et celle du commissariat général du plan en France. Au terme de cette étude, il s'avère qu'il est possible d'appréhender le coût d'intermédiation en tant que marge financière : c'est la marge entre les produits perçus sur les crédits distribués et le coût des ressources collectées. La deuxième partie de l'étude est une application au niveau des banques commerciales tunisiennes du concept de coût d'intermédiation.

100

Pouvoir et paysannerie en Amérique Latine : Crédit et subsistance. L'emprise de la banque sur les paysans mayas du Yucatan (Mexique)

Lazos Chavero E. ; Villers Ruiz L., 1989

Etudes Rurales (FRA)

1989/01-06. No 113 - 114, p. 141 - 156, 8 réf., 4 tabl.

CREDIT ; BANQUE ; COMMUNAUTE RURALE ; GROUPE D'INTERET ; DEVELOPPEMENT SOCIOECONOMIQUE ; AGRICULTURE ; ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE ; EMPLOI ; ACTIVITE COMPLEMENTAIRE DES RURAUX ; EXPLOITATION AGRICOLE

MEXIQUE

101

Impact of bank finance on cropping pattern and farm income

Balishter R.S., 1980

Financing Agriculture (IND)

1980/01-03. Vol. XII, No 1, p. 3 - 5

BANQUE ; CREDIT ; AGRICULTURE ; ELEVAGE ; REVENU ; SYSTEME DE PRODUCTION ; EXPLOITATION AGRICOLE

INDE

102

Successful farm financing by commercial banks needs branch credit plans

Khuntia N., 1980

Financing Agriculture (IND)

1980/01-03. Vol. XII, No 1, p. 10 - 11

BANQUE ; CREDIT ; FINANCEMENT ; EXPLOITATION AGRICOLE ; POLITIQUE DU CREDIT ; PLANIFICATION

INDE

103

Performance of a study on regional rural banks

Joshi M.K., 1981

Financing Agriculture (IND)

1981/10-12. Vol. XIII, No 4, p. 41 - 46

ZONE RURALE ; BANQUE ; CREDIT ; EVALUATION ; POLITIQUE DU CREDIT ; EPARGNE ; ACTIVITE BANCAIRE

104

Training contents for agricultural officers of a nationalized bank

Singh Y.P. ; Satish Chander, 1979

Financing Agriculture (IND)

1979/04-06. Vol. XI, No 1, p. 22 - 26, 3 tabl.

CREDIT ; BANQUE ; ACTIVITE BANCAIRE ; FORMATION PROFESSIONNELLE ; MAIN D'OEUVRE SALARIEE ; PROGRAMME DE FORMATION

INDE

105

Farm finance, by banks in a rural development project

Singh C.B. ; Sharma S.P. ; Rajender Parshad, 1982

Financing Agriculture (IND)

1982/01-03. Vol. XII, No 2, p. 37 - 40, 3 tabl.

CREDIT ; BANQUE ; DEVELOPPEMENT AGRICOLE ; AGRICULTURE ; ELEVAGE ; REMBOURSEMENT ; PROJET DE DEVELOPPEMENT

INDE

106

Commercial banks and agricultural finance. A case study of Anantapur District (A.P.)

Verata Reddy C., 1980

Financing Agriculture (IND)

1980/04-06. Vol. XII, No 2, p. 35 - 37, p. 21, 4 tabl.

BANQUE ; FINANCEMENT ; EXPLOITATION AGRICOLE ; ETUDE DE CAS ; CREDIT ; DEVELOPPEMENT RURAL INTEGRE

INDE

107

Evaluation des lignes de crédit agricole à la Banque de Développement de Maurice

Barrier C., 1987

CCCE

Paris (FRA) : CCCE, 1987. 33 p.

CREDIT ; BANQUE DE DEVELOPPEMENT ; EVALUATION ; DEVELOPPEMENT AGRICOLE

MAURICE

108

Banque et crédit en zone franc et au Zaïre

Le François L., 1988

Marchés Tropicaux et Méditerranéens (FRA)

1988. No 2247, p.3381 - 3432

ACTIVITE BANCAIRE ; FINANCEMENT ; AGENCE DE DEVELOPPEMENT ; CREDIT ; EPARGNE ; TONTINE ; ZONE FRANC ; INSTITUTION FINANCIERE

ZAIRE

109

Analyse des premiers résultats sur la mise en place de fonds de roulement "crédit agricole" auprès des unions locales de coopératives 1988-1989

Guibert B., 1989

IRAM

Paris (FRA) : IRAM, 1989. 47 p.

CREDIT ; ACTIVITE COOPERATIVE ; PROJET DE DEVELOPPEMENT ; CREDIT COOPERATIF

NIGER

4.2

L'Etat, les projets et le financement des ruraux

110

La mécanisation agricole face à un changement de politique d'équipement : le cas de la mise en place de la Nouvelle Politique Agricole (NPA)

Havard M., 1987

ISRA

Note d'Information (SEN)

Dakar (SEN) : ISRA-DRSAEA, 1987. No 7, 15 p. : réf., cart., 2 tabl.

POLITIQUE AGRICOLE ; CULTURE ATTELEE ; MECANISATION ; FORMATION PROFESSIONNELLE ; ENTRETIEN ; EQUIPEMENT ; FINANCEMENT ; CREDIT ; MOTORISATION ; TRACTION ANIMALE ; VULGARISATION

SENEGAL

La mécanisation en culture attelée a été largement diffusée dans le bassin arachidier entre 1958 et 1980 par le canal du Programme Agricole, instrument d'une politique entièrement contrôlée par l'Etat. La Nouvelle Politique Agricole, caractérisée par le désengagement de l'Etat et la responsabilisation des opérateurs économiques est confrontée à un milieu qui a bien assimilé la culture attelée légère (mais pas l'intensification), qui ne connait pas la gestion de la motorisation et qui a l'habitude d'être "assisté" par l'Etat. La Nouvelle Politique d'équipement du monde rural, doit s'intéresser en priorité à la réorganisation de la filière machinisme, à la systématisation de la formation en motorisation, au maintien du capital introduit en culture attelée.

111

La problématique de l'engrais dans le bassin arachidier

Gaye M. ; Diouf C., 1987

ISRA

Note d'Information (SEN)

Dakar (SEN) : ISRA-DRSAEA, 1987. No 3, 20 p. : tabl.

ENGRAIS ; CONSOMMATION ; PRIX ; POLITIQUE AGRICOLE ; ANALYSE ECONOMIQUE ; CREDIT ; COUT ; AGRICULTURE

SENEGAL

La relance de la consommation d'engrais au Sénégal figure parmi les actions dites prioritaires du VIIème Plan de Développement Economique et Social. Elle entre dans la stratégie globale de redynamisation de l'agriculture par l'accroissement de la productivité. Pour cela, il s'agira de jouer sur deux paramètres, à savoir la disponibilité de l'engrais en milieu rural et son accessibilité sur le plan financier. L'objectif de cette note est de livrer quelques éléments d'information provenant d'enquêtes menées sur le terrain (240 exploitations agricoles des régions de Fatick et Kaolack) durant les campagnes 86/87 et 87/88. Les principaux thèmes abordés sont : les semences et modalités d'approvisionnement des agriculteurs, les utilisations de l'engrais, les facteurs déterminants de la demande et les implications qu'on peut tirer par rapport aux nouvelles orientations.

112

Disponibilité et utilisation des intrants agricoles en Basse-Casamance : l'analyse de la situation pour les engrais et les semences

Sall S., 1987

ISRA

Note d'Information (SEN)

Dakar (SEN) : ISRA-DRSAEA, 1987. No 6, 25 p. : ill., réf., tabl.

SEMENCE ; CREDIT ; COUT ; ENGRAIS

SENEGAL

L'utilisation de l'engrais et des semences sélectionnées est considérée comme une étape importante de l'intensification des systèmes de culture en Basse-Casamance. Les résultats obtenus en station et en milieu paysan sur le riz et le maïs le confirment. Cependant, le niveau d'adoption est encore très faible. Pour l'engrais, le niveau est en rapport direct avec les conditions de cession (prix, crédit) et le caractère inapproprié des formules et des doses actuellement préconisées dans la région. Pour les semences, il s'agit surtout d'un problème de diffusion

113

Enquêtes sur l'acquisition et l'utilisation des intrants agricoles dans les régions de Fatick et Kaolack, campagne 1986-87

Gaye M., 1987

ISRA

Document de Travail (SEN)

Dakar (SEN) : ISRA-DRSAEA, 1987. No 4, 39 p.

ENQUETE ; FACTEUR DE PRODUCTION ; ACTIVITE COOPERATIVE ; CREDIT ; COUT

SENEGAL

Après un début d'application en 1985, la Nouvelle Politique en matière d'intrants agricoles suscite encore beaucoup de débats. Concernant les semences d'arachide, l'octroi de crédit par les huiliers à travers le mouvement coopératif répondait à une certaine panique en début de campagne. La contreverse autour des réserves personnelles et la mévente des semences officiellement mises en place étaient à l'origine d'une telle situation. L'arachide a sensiblement gagné du terrain en 1986. Par contre, la forte progression du mil en 1985 ne s'est pas confirmée. L'attachement des paysans à l'arachide fait croire qu'en année normale, les réserves personnelles peuvent permettre une reconstitution quantitative du capital semencier à un niveau proche des objectifs officiels qui sont bien en dessous des besoins exprimés. Néanmoins, la sécurisation, aussi bien quantitative que qualitative, reste plus incertaine avec l'autoapprovisionnement. L'utilisation de l'engrais par les cultivateurs est devenue une pratique marginalisée. Sa relance paraît difficilement compatible avec la suppression du crédit et la vente au prix coûtant.

114

Etude de faisabilité pour le développement du café : appendices et cartes de reconnaissance du sol

Anon., 1984

CIRAD. IRCC

Paris (FRA) : BDPA, 1984/06. Vol.2, annexes

CAFE ; ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTION ; CREDIT ; ANALYSE ECONOMIQUE ; CONTRAT

JAMAIQUE

Annexes : deux d'entre elles nous concernent. La première est un modèle du contrat de prêt au planteur avec caution de la CIDCO (Coffee Industry Development Corporation). La seconde présente des coûts d'investissement et de fonctionnement pour le petit planteur.

115

Le crédit agricole et le développement rural : L'expérience congolaise : Etude critique

Moloufoukila R., 1988

Toulouse (FRA) : Université de Toulouse 1, 1988/06. 339 p.

FINANCEMENT ; CREDIT ; AGRICULTURE ; DEVELOPPEMENT RURAL ; AGRICULTEUR ; ETUDE DE CAS

CONGO

L'objet de ce travail est d'établir la place éventuelle du Crédit Agricole dans les besoins de financement des paysans congolais et, corrélativement de réfléchir sur les conditions qu'il doit revêtir pour fonctionner efficacement, et sortir de la crise. L'organisation du crédit agricole souffre de l'absence de confiance entre prêteurs et emprunteurs au Congo. C'est la conséquence d'un implacable mécanisme de sous-rémunération des produits agricoles, fondé essentiellement sur la centralisation excessive des actions économiques, fermes d'Etat, coopératives villageoises de production, monopole de commercialisation de produits agricoles, monopole de distribution du crédit agricole et l'incapacité de contrôler les importations agricoles. De ce fait, les ruraux ont beau jeu de ne pas rembourser les prêts invoquant les "calamités économiques", la faiblesse des prix agricoles, l'absence de collecte, la production imposée... L'analyse de cette politique révèle non seulement la nécessité d'initier et de vulgariser des thèmes techniques rentables mais aussi de promouvoir des structures de gestion de l'agriculture plus décentralisées en particulier au niveau du crédit à l'image des coopératives locales d'épargne et de crédit. (IBISCUS-BU TOULOUSE)

116

Rural credit policy : Do one need to target ?

Llanto G.M., 1988

Savings and Development

1988. Vol. 12, No 2, p. 145 - 161

FINANCEMENT ; CREDIT ; AGRICULTURE ; POLITIQUE DU CREDIT ; PRET ; MARCHE DE CAPITAUX ; DEVELOPPEMENT RURAL

PHILIPPINES

Analyse de l'expérience de fixation des montants des prêts aux Philippines. Cette politique s'est révélée coûteuse et n'a pas eu de résultats probants en ce qui concerne l'augmentation de la production rurale et les revenus des exploitations agricoles. L'article montre : a) que l'objectif en terme de prêt ou de crédit ne fonctionne pas ; b) que le gouvernement ne jouit pas d'un avantage comparé dans le secteur des prêts et devrait donc s'abstenir ; c) qu'au contraire le gouvernement devrait créer un environnement économique et financier approprié qui stimulerait un plus grand emprunt bancaire pour l'économie rurale. L'auteur analyse aussi l'évolution récente des marchés financiers aux Philippines qui soutiennent la politique actuelle de crédit rural axée sur les forces du marché. (IBISCUS-SEDES)

117

Nigerian government prescribed allocations to agriculture : a case study of the performance of the trading bank

Okorie A., 1988

African Review of Money, Finance and Banking

1988. No 1, p. 55 - 67

FINANCEMENT ; BANQUE ; CREDIT ; AGRICULTEUR ; DEVELOPPEMENT RURAL

NIGERIA

Au Nigéria, l'offre insuffisante de crédit à la production dans le secteur agricole est un facteur important de freinage du développement agricole. Le gouvernement fédéral a adopté plusieurs mesures pour faciliter la canalisation des ressources financières des banques commerciales et des banques d'affaires vers le secteur agricole. Une de ces mesures consiste dans la détermination d'une allocation budgétaire obligatoire au secteur agricole par les banques. Les données empiriques a disposition ont montré que l'allocation budgétaire a été assez faible : entre 1975 et 1983 les pourcentages ont fluctués autour de 2,5 en fonction des facteurs suivants : niveau d'inertie élevé en ce qui concerne les prêts au secteur agricole, structure sectorielle des taux d'intérêt, coûts élevés de gestion des prêts pour les exploitations de petite dimension, incapacité des agriculteurs de satisfaire les conditions rigoureuses de crédit demandées par les banques, présence insuffisante des filiales des banques dans les zones rurales. En conclusion, l'article suggère des stratégies pour faciliter la canalisation des fonds vers le secteur agricole. (IBISCUS-SEDES)

118

Option sud

Anon., 1987

Algérie Actualité

1987/04/01. No 1119, p. 17 - 22

ECONOMIE ; DEVELOPPEMENT RURAL ; AGRICULTURE ; ZONE ARIDE ; ECONOMIE REGIONALE ; CREDIT ; CULTURE MARAICHERE ; IRRIGATION

ALGERIE ; ALGERIE

Dossier spécial sur la mise en valeur du Sud a travers trois exemples de wilaya (El Oued, Laghouat, Biskra) ayant opté pour la loi APF "Accession à la Propriété Foncière". La wilaya d'El Oued a un atout de taille pour développer son agriculture, l'eau est disponible. Sur un projet de 1.200 ha à M'rara, daira de M'ghaeir, 400 ha sont déjà productifs et structurés en domaines autogérés. A Laghouat, l'opération APF a enregistré 6.850 demandes dont 2.969 ont été approuvées pour une superficie de 27.874 ha. Actuellement aucun plan de culture n'est soumis aux agriculteurs qui préfèrent les cultures spéculatives alors que les lentilles et les haricots blancs de consommation courante sont importés. Après deux années de mise en valeur la wilaya de Biskra qui avait 20.000 ha de terres irriguées, en compte actuellement 47.000 ha. Les crédits de la Banque Agricole et du Développement Rural (BADR) sont vitaux et immenses. En 15 mois sur 61 millions de DA de crédits mis en place dans le cadre de l'APF, 37 millions de DA ont été utilisés alors que seuls 3,5 millions l'ont été en 1984. (IBISCUS-Min. AFFAIRES ETRANGERES)

119

Some notes on the agricultural credit system in Malawi : case study in the Ntcheu-Rural-Developpement-project

Enders C. ; Kasch B., 1987

African Review of Money, Finance and Banking

1987. No 1, p. 15 - 25

FINANCEMENT ; CREDIT ; AGRICULTURE ; DEVELOPPEMENT RURAL

MALAWI

Le crédit agricole est un des facteurs les plus importants de la stratégie du développement rural du Malawi. Se basant sur le projet NTCHEU, cet article décrit le système de crédit saisonnier. L'analyse s'effectue à 3 niveaux : 1) la rentabilité pour l'exploitant de petite dimension : le maïs hybride (contrairement au maïs d'origine locale) demande du crédit et l'article constate que la rentabilité du maïs hybride - donc la rentabilité du crédit - a diminué de façon considérable ces dernières années. 2) au niveau institutionnel , on constate que le système de crédit a réussi mais n'a pas permis de rembourser toutes les dépenses. 3) la production agricole supplémentaire due aux crédits, dans l'expérience du projet NTCHEU, a été étudiée dans la 3ème partie de l'analyse. L'article présente 3 mesures d'intervention : l'intensification de la recherche agronomique, la création d'un système bancaire étendu aux zones rurales et un ajustement des taux d'intérêt au niveau déterminé par les forces du marché. (IBISCUS-SEDES)

120

Agricultural credit and the mobilization of ressources in rural Africa

Adera A., 1987

Savings and Development

1987. No 1, p. 29 - 75

FINANCEMENT ; CREDIT ; AGRICULTURE ; DEVELOPPEMENT RURAL ; FISCALITE

AFRIQUE

L'absence de stratégie de développement rural a des conséquences néfastes non seulement sur le taux de croissance de la production alimentaire et agricole mais aussi sur le taux de l'épargne et de la formation de capital en milieu rural. L'Afrique au Sud du Sahara est la seule région du monde où la production alimentaire par habitant est régulièrement en baisse au cours des 20 dernières années. La facture des importations alimentaires des pays africains est passée de 1,9 milliard de dollars en 1970 à 12,4 milliards en 1985. Même dans les pays dotés de ressources suffisantes, il y a eu peu d'investissement dans le secteur agricole. En Afrique, l'agriculteur supporte le fardeau de la fiscalité alors que le secteur moderne bénéficie d'avantages fiscaux. De plus, le produit de la fiscalité agricole est souvent affecté à l'infrastructure urbaine plutôt qu'à la promotion de l'agriculture. Les stratégies de développement qui fournissent des crédits agricoles sans éliminer les obstacles qui en entravent la finalité, sont vouées à l'échec. (IBISCUS-SEDES)

121

Fertiliser marketing components in rural development projects

Abbott J.C., 1983

FAO

Agricultural Administration (GBR), 1983. Vol. 13, No 3, p. 153 - 163, réf. 8

ENGRAIS ; CREDIT ; PROJET DE DEVELOPPEMENT ; ANALYSE ECONOMIQUE ; FACTEUR DE PRODUCTION ; REVENU ; MARCHE DE CAPITAUX

PAYS EN DEVELOPPEMENT

The purpose of this paper is to initiate an examination of the fertilizer marketing component of integrated rural development projects in Third World countries. The paper draws on experience with projects in East and West Africa and some related programs in Asia and Latin America. The emphasis is on how far the various systems have helped the small farmer. Conclusions reached in this preliminary examination suggest that schemes should have a sound technological basis and that the price ratio between the fertilizer and the crop must be favourable. In addition, good extension and credit facilities must be available, as well as ready access to markets through improved transport facilities. Author's summary.

122

Le système financier et le financement de l'agriculture en Algérie

Bouzar C., 1986

Université de Toulouse 1 ; Sciences Economiques, (FRA)

Thèse de Doctorat de 3ème cycle

ZONE RURALE ; DETTE ; EXPLOITATION AGRICOLE ; FINANCEMENT

ALGERIE

Cette thèse étudie le financement de l'agriculture en Algérie sous son double aspect : offre et demande. Ceci conduit à dégager les caractéristiques essentielles des deux facteurs économiques en présence et déceler leurs limites respectives. Le sous-financement enregistré par ce secteur engendre la stagnation sinon la régression. Tant au niveau de la production que de sa contribution à la formation du PIB. Ceci impose une révision des options dominantes admises dans ce domaine.

123

L'organisation du crédit à l'agriculture en France et au Mexique

Péralta D., 1987

Doctorat de 3ème cycle en Droit Public à Dijon

Dijon, Droit Public, 1987

CREDIT COOPERATIF ; DEVELOPPEMENT AGRICOLE ; BANQUE ; CREDIT ; POPULATION RURALE ; ECONOMIE ; FINANCEMENT ; INSTITUTION FINANCIERE

FRANCE ; MEXIQUE

Dans de nombreux pays le financement de l'agriculture fait l'objet de mesures particulières. Dans d'autres, il est presque ignoré. Les deux exemples que nous présentons, Mexicains et Français, démontrent que quelque soit le niveau de maturité d'une politique de crédit à l'agriculture et des moyens qui la servent, les contextes nationaux et internationaux de la production et des échanges rendent nécessaires l'évolution et l'adaptation des systèmes à une conjoncture en mutation permanente. Ceci explique que, si au cours du dernier demi-siècle, les organismes qui financent l'agriculture et les techniques qu'ils ont mis en place ont su pour une partie accompagner le secteur agricole dans sa modernisation. Ils se doivent aujourd'hui de contribuer à ses efforts de productivité et de rentabilité. Le crédit agricole mutuel a aujourd'hui 100 ans, et le système de crédit rural au Mexique en a soixante. C'est à la fois peu et beaucoup mais c'est surtout, pour l'un et l'autre, un héritage et une expérience qui se veulent porteurs d'avenir. Dans le domaine agricole, en effet, innovation et modernisme ne signifient pas forcément rejet du passé ni des origines.

124

Le crédit comme intrant dans la production agricole : une étude de la nature et de l'utilisation du crédit par un échantillon de producteurs de cacao dans quelques villages du Nigéria Occidental

Osuntogun A., 1977

5th International Cocoa Research Conference ; Ibadan(Nigéria) ; 1975/09/1-9

Ibadan(Nigéria): Cocoa Research Institute of Nigeria, 1977. p 607 - 613, rés., 9 tabl., 8 réf.

CACAO ; CREDIT ; EXPLOITATION AGRICOLE

NIGERIA

(trad.rés.anglais)Le crédit (apport de capital) est un des intrants essentiels pour le développement agricole. Il procure un accroissement des fonds avec lesquels l'emprunteur peut étendre sa production agricole. Il facilite la commercialisation des produits de l'exploitation et induit des changements en permettant de financer les innovations.L'objectif principal de cette étude est d'examiner la nature du crédit agricole dans quelques villages producteurs de cacao du Nigéria Occidental. Une attention particulière est accordée à l'utilisation du crédit par les petits producteurs de cacao, aux objectifs pour lesquels tel crédit est utilisé, au montant, et aux conditions des prêts. On fait également quelques suggestions sur des possibilités d'amélioration de l'accès au crédit pour les petits planteurs de cacao.

125

Le crédit agricole en Afrique: les implications de l'expérience nigériane

Adekanye T.O., 1983

Agricultural Administration

p 203 - 211, rés., 2 tabl., 3 réf.

CACAO ; CREDIT

NIGERIA

(trad.rés.anglais)Dans cet article, on discute et on analyse le système de crédit agricole au Nigéria, avec une référence particulière à l'économie cacaoyère du Sud-Ouest nigérian. Les problèmes de crédit dans la zone comprennent : les faibles revenus des producteurs, les taux d'intérêts élevés des prêteurs privés, et les coûts administratifs excessifs pour les institutions de prêts commerciales et gouvernementales. Le programme des prêts de groupe a été mis au point pour résoudre ces problèmes.Les prêts sont destinés à être utilisés spécifiquement pour la production de cacao. Ils sont souvent faits en nature sous forme d'intrants tels qu'engrais et fongicides, mais quelquefois en espèces pour le paiement de la main d'oeuvre. Les prêts sont faits à des groupes (plutôt qu'à des individus) de planteurs en coopératives, responsables du déboursement et du remboursement. Une analyse rétrospective des prêts de groupe accordés par une agence gouvernementale de prêt dans la zone d'étude révèle que l'âge du planteur, sa surface en culture, et son revenu annuel sont des déterminants significatifs du crédit obtenu. L'implication fondamentale de cette étude pour le développement agricole en Afrique est que le programme de prêts de groupe promet d'être une méthode efficace pour distribuer le crédit à la production, dont ils ont grand besoin, aux petits planteurs. Et particulièrement, si des services complémentaires (déboursement opportun des prêts, recherche et éducation des planteurs efficaces, direction compétente etc...) sont fournis et si on prend en compte les recettes et dépenses avant d'accorder les prêts afin d'en faire des usages productifs.

126

Nouveau programme de replantation des cacaoyères à Bahia

Vasconcelos A. ; Alencar M.H. ; Ferreira H.I.S., 1972

4th International Cocoa Research Conference ; St Augustine(Trinidad) ; 1972/01/8-18

Government of Trinidad and Tobago, 1972. p.677 - 686, rés., 1 carte, 2 fig., 8 tabl., 3 réf.

CACAO ; CREDIT

BRESIL ; BAHIA

(trad.rés.anglais)Cette communication présente un nouveau programme de regénération des vieilles plantations de cacao, dans l'Etat de Bahia, qui sera entrepris par la CEPLAC (Plano de Recuperaç‰o Econômica-Rural da Lavoura Cacaueira) et prendra effet en 1972. Ce programme introduit plusieurs modifications au travail antérieur mené de 1966 à 1970: deux méthodes alternatives (abattage total et replantation sous les cacaoyers existants) seront utilisées avec un crédit à long terme (8 ans avec 4 ans sans remboursement), à bas taux d'intérêt (7% par an) et une subvention représentant 20% de l'investissement total.On espère regénérer 150.000 ha de vieux cacao par ce programme, en mettant l'accent sur les petits planteurs et la concentration des aires de production.Les implications financières de ce programme seront de l'ordre de 90 millions US $ répartis sur une période de 13 ans.En même temps que l'expansion de nouvelles surfaces et l'application d'une technologie moderne, on attend du programme qu'il accroisse la production de l'Etat de Bahia à un volume estimé à au moins 320.000 tonnes en 1989/90.

127

Systèmes de culture avec association d'arbres fruitiers avec des cacaorjers dans la région de Brunca, en Costa Rica.

Jimenez V.G. ; Navarro L.A. ; Enriquez G.A., 1988

10th International Cocoa Research Conference ; Santo Domingo (Republique Dominicaine) ; 1987/05/17-23

Lagos(Nigéria): Cocoa Producers'Alliance, 1988. p.761 - 765, rés., 11 réf.

CACAO ; CREDIT ; REVENU ; ENGRAIS ; FACTEUR DE PRODUCTION

COSTA RICA

(p.761)La présente étude a été menée sur des exploitations cacaoyères de la région de Brunca, au Costa Rica, qui comprend les cantons de Pérez Zeledon, Coto Brus, Buenos Aires, Osa, Golfita et Corredores.La région a été divisée en sous-régions selon les divisions géopolitiques et la concentration de cacaoculteurs. Chaque sous-région est divisée en "conglomérations" selon la carte topographique locale. Le nombre des "conglomérations" variait entre 5 et 10% dans chaque sous-district. Des visites ont été organisées chez 3 cultivateurs de chaque "conglomération". Au total, 39 "conglomérations" sur 406 ont été choisies et 124 cultivateurs ont été interviewés. On s'est servi aussi des renseignements complémentaires, sous la forme d'un questionnaire simple pour les experts régionaux et la vérification par observation directe. Par l'analyse, on a cherché à déterminer l'importance du cacaoyer dans la région étudiée.D'après les résultats, il est possible de conclure que les exploitations cacaoyères de la région sont assez diversifiées. Le cacaoyer est la culture la plus importante des exploitations, bien qu'on pratique d'autres cultures pérennes importantes du point de vue économique, comme les arbres fruitiers. La dimension moyenne des exploitations étudiées est de 23,4 ha, la gamme allant de de 0,4 à 300 ha. La main d'oeuvre est généralement d'origine familiale (83,1%), le reste travaillant dans le cadre de différents types de contrats. Il y a 2 périodes critiques pour l'utilisation de la main d'oeuvre: la 1ère de mars à fin mai, la 2ème d'août à septembre, couvrant la période de la cueillette.Les plantes pérennes sont les plus importantes dans la création d'un revenu et de liquidités financières.L'intrant le plus utilisé est l'engrais sur cacaoyer. 1/3

seulement des cultivateurs ont recours au crédit, bien que plus de 55% en aient besoin. La plus grande partie du crédit est obtenue pour les cultures annuelles.L'avantage de la culture du cacaoyer sur les autres pérennes est l'existence d'un marché et les paiements comptants en espèces.Les cultivateurs utilisent des variétés améliorées pour la plantation. La culture n'est pas destinée à l'autoconsommation.

128

Afrique : les petits projets de développement sont-ils efficaces ?

Guéneau M.C., 1989

Paris (FRA) : L'Harmattan, 1989/09. 227 p.

PROJET DE DEVELOPPEMENT ; ENQUETE ; ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE ; ETUDE DE CAS ; BANQUE ; CREDIT ; AGRICULTURE ; AIDE AU DEVELOPPEMENT ; DEVELOPPEMENT RURAL INTEGRE

BURKINA FASO ; SENEGAL ; TIERS MONDE

Les ONG constituent une force d'intervention qui représente 9 % de l'aide publique au développement des pays de l'OCDE en 1980. Pour la France, ce chiffre est de 6 %. L'auteur étudie, évalue et passe au crible économique 40 petits projets plus ou moins rentables et souligne leur rentabilité financière et leur efficacité sociale dans l'ensemble, en répondant aux questions suivantes : quel bilan faire des multiples petits projets de développement conduits par les ONG ? Quels sont leurs caractéristiques et leurs qualités ? L'action des ONG est-elle justifiée sur le plan de l'efficacité économique ? Ces projets concernent le commerce (les moulins à mil, les bars, les presses à huile, les complexes touristiques), le domaine bancaire (banque de céréales, caisse d'épargne, crédit) et la production agricole (projet de maraîchage, de traction animale, de pêche).

129

Plan de crédit au paysannat du Zimbabwe : résumé du projet, organisation du crédit statutaire

Anon., 1980

Whitsun Fundation, (ZWE)

Harare (ZWE) : Whitsun foundation, 1980/02. 2 vol., p 37., p 40.

PROJET DE DEVELOPPEMENT ; AGRICULTEUR ; CREDIT ; ACTIVITE BANCAIRE

ZIMBABWE

130

Group lending programs and rural finance in developing countries

Burkett P., 1989

University of Miami

Savings and Development

1989. No 4, p. 401 - 419

GROUPE D'INTERET ; CREDIT ; FINANCEMENT ; EPARGNE ; ZONE RURALE ; ACTIVITE BANCAIRE

PAYS EN DEVELOPPEMENT

131

Crédit rural et développement agricole au Brésil depuis 1964

Dardenne B., 1986

Université Paris 1 ; Sciences Economiques, (FRA)

Thèse de Doctorat de 3ème cycle

POLITIQUE AGRICOLE ; ZONE RURALE ; CREDIT ; AGRICULTURE ; POPULATION RURALE

BRESIL

132

Le désengagement de l'état et ses conséquences dans le Delta du fleuve Sénégal.

Document préparé à l'attention d'un ouvrage collectif "Grands Barrages et transformations de la Vallée du Fleuve Sénégal" points de vue sur une décennie d'aménagements et perspectives"

Le Gal P.Y. ; Dia J., 1990

CIRAD. DSA ; ISRA

Montpellier (FRA) : CIRAD-DSA, 1990/10, p 9.

INTERVENTION DE L'ETAT ; CREDIT ; FINANCEMENT ; GESTION FONCIERE ; CONSERVATION DE L'EAU ; ORGANISATION SOCIOECONOMIQUE ; PAYSANNERIE ; IRRIGATION

SENEGAL

133

Credit needs and its adequacy for vegetable cultivation in Karnataka

Subrahmanyam K.V. ; Mohan Doss V., 1981

Financing Agriculture (IND)

1981/10-12. Vol. XIII, No 4, p. 15 - 18 - p. 48, 3 tabl.

CREDIT ; EXPLOITATION AGRICOLE ; AGRICULTURE ; ASSOCIATION D'AGRICULTEURS ;

INDE

134

The impact of credit on employment in Kurnool District of Andhra Pradesh

Madhava Swamy G. ; Rajman K.D., 1981

Financing Agriculture (IND)

1981/10-12. Vol. XIII, No 4, p. 19 - 23, 3 tabl.

CREDIT ; DEVELOPPEMENT SOCIOECONOMIQUE ; EMPLOI

INDE

135

Factors discriminating the Borrowersin crop loan repayment of a branch of allahabad bank (Orissa)

Pradham J. ; Sharma J.S., 1981

Financing Agriculture (IND)

1981/10-12. Vol. XIII, No 4, p. 24 - 28, 2 tabl.

ANALYSE ECONOMIQUE ; REMBOURSEMENT ; CREDIT ; EXPLOITATION AGRICOLE ; DETTE ; GROUPE SOCIAL ; ZONE RURALE ; MARCHE DE CAPITAUX ; INSTITUTION FINANCIERE

INDE

136

Attributes of tribal loan borrowers

Sinha H.S.P. ; Rajiv Ranjan, 1981

Financing Agriculture (IND)

1981/10-12. Vol. XIII, No 4, p. 29 - 33, 8 réf., 5 tabl.

CREDIT ; EXPLOITATION AGRICOLE ; COMMUNAUTE RURALE ; INDICATEUR SOCIAL ; DEVELOPPEMENT SOCIOECONOMIQUE

INDE

137

Optimum requirement of working capital for adoption of rational cropping pattern in the Punjab State

Parash Menta, 1981

Financing Agriculture (IND)

1981/10-12. Vol. XIII, No 4, p. 37 - 40, 2 réf., 4 tabl.

CREDIT ; DIAGNOSTIC ; EXPLOITATION AGRICOLE ; MODERNISATION ; GESTION ; FACTEUR DE PRODUCTION ; POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT

INDE

138

Agricultural loans : An appraisal of repayment performance

Joshi M.K., 1979

Financing Agriculture (IND)

1979/04-06. Vol. XI, No 1, p. 13 - 21, 3 annexes

CREDIT ; REMBOURSEMENT ; EXPLOITATION AGRICOLE ; BANQUE ; ACTIVITE BANCAIRE ; EVALUATION ; INDICATEUR ECONOMIQUE ; DEVELOPPEMENT AGRICOLE ; FACTEUR DE PRODUCTION

INDE

139

Estimation of capital and credit requirements for major marketing operations of potato in Punjab State

Singh H. ; Singh J., 1982

Financing Agriculture (IND)

1982/01-03. Vol. XIV, No 1, p. 41 - 45, 6 tabl.

POMME DE TERRE ; CREDIT ; FACTEUR DE PRODUCTION ; AIDE A LA DECISION ; ETUDE DE CAS

INDE

140

Credit supply and deposit mobilisation. Lead bank's performance in Jabalpur District

Hemchand J., 1980

Financing Agriculture (IND)

1980/10-12. Vol. XII, No 4, p. 16 - 21, 4 tabl.

CREDIT ; EPARGNE ; BANQUE ; EVALUATION ; REMBOURSEMENT ; ZONE RURALE ;

INDE

141

Credit needs of tribal farms of singhbhum district, Bihar

Das P.K. ; Guglani P.L., 1980

Financing Agriculture (IND)

1980/10-12. Vol. XII, No 4, p. 22 - 24, 2 tabl.

CREDIT ; IRRIGATION ; EXPLOITATION AGRICOLE ; ETUDE DE CAS ; ANALYSE ECONOMIQUE ; DEVELOPPEMENT AGRICOLE

INDE

142

Agricultural sector in the district credit plans

Belinaya K.V. ; Pramod B., 1980

Financing Agriculture (IND)

1980/04-06. Vol. XII, No 2, p. 22 - 26, p. 31

ACTIVITE BANCAIRE ; CREDIT ; POLITIQUE DU CREDIT ; BANQUE ; EXPLOITATION AGRICOLE

INDE

143

A micro-level study of rural credit in a dryfarming tract of hyderabad district

Rao K.P.C. ; Rastogi B.K., 1980

Financing Agriculture (IND)

1979/10-12 - 1980/01-03. Vol. XI, No 3-4, p. 7 - 13, 9 tabl.

ANALYSE MICROECONOMIQUE ; CREDIT ; ZONE RURALE ; EXPLOITATION AGRICOLE

INDE

144

Availability and extent of utilisation of rural credit. A case study in East Jorhat development block Assam

Talukdar K.C. ; Saikia A. ; Goswami P.C., 1980

Financing Agriculture (IND)

1979/10-12 - 1980/01-03. Vol. XI, No 3-4, p. 44 - 47, 5 tabl.

CREDIT ; ETUDE DE CAS ; BANQUE ; EXPLOITATION AGRICOLE ; POLITIQUE DU CREDIT

INDE

145

Agricultural credit. Sector policy paper

Anon., 1979

Banque Mondiale

Washington (USA) : World Bank, 1979. p 85. : tabl.

CREDIT ; AGRICULTURE

146

Rural development. Sector policy paper

Anon., 1975

Banque Mondiale

Washington (USA) : World Bank, 1975. p 89. : tabl.

DEVELOPPEMENT RURAL ; CREDIT ; BANQUE

147

Mission au Nigéria, évaluation du système des agro-services centers, 17 mars au 7 avril 1979

Chavatte D. ; Clicquot de Mentque ; Tran Van Nhieu, 1979

CIRAD ; CEEMAT

Antony (FRA) : CEEMAT, 1979. p 20. : ill., tabl.

ECONOMIE ; DEVELOPPEMENT AGRICOLE ; CREDIT ; AGRICULTURE

NIGERIA

148

Régime foncier et crédit agricole (cas de la Sierra Léone)

May Parker I.I. ; Deen S.S., 1972

Comm. Séminaire FORD, IITA, IRAT sur les aspects du régime foncier. 7 ; 1972/07/24-28 ; Ibadan (CIV)

Ibadan (CIV) : FORD-IITA-IRAT, 1972. p 17. multg.

REGIME FONCIER ; CREDIT ; AGRICULTURE

SIERRA LEONE

149

Etude sur le crédit à l'agriculture et à l'élevage dans quatre Etats membres du Conseil de l'Entente. République du Togo, République Populaire du Bénin, République du Niger, République de Haute-Volta

Anon., 1978

Ministère de la Coopération (FRA)

Paris (FRA) : Ministère de l'Agriculture, 1978. p. 51 - 57 : tabl.

CREDIT ; AGRICULTURE

TOGO ; BENIN ; NIGER ; BURKINA FASO

150

Rural credit survey in Korea 1965

Anon., 1966

National Agricultural Cooperatives Federation (KOR)

Séoul (COR) : National Agricultural Cooperative Federation, 1966. p 195. : tabl.

CREDIT ; AGRICULTURE

COREE DU SUD

151

Investment projects in agriculture. Principle and case studies

Benjamin M.P., 1981

Harlow () : Longmar, 1981. p 297. : tabl., graph.

CREDIT ; AGRICULTURE

JAMAIQUE

152

Essai d'organisation de la Cellule rurale de base dans l'Ankaratra

Bouchard M., 1959

Bulletin Madagascar (MDG)

1959/05. No 156. p. 421 - 426

CREDIT ; AGRICULTURE

MADAGASCAR

153

Un essai de décentralisation du crédit agricole à Madagascar. La création et le fonctionnement du bureau annexe de crédit agricole d'Ambato-Boéni

Buisson M., 1955

Ambato-Boéni (MDG) : s.n., 1955. p 54 : multigr., annexes, tabl.

CREDIT ; AGRICULTURE

MADAGASCAR

154

Organisation et financement de l'agriculture de groupe au Mali

Daouda K., 1970

Institut des Hautes Etudes de Droit Rural et d'Economie Agricole

Paris (FRA) : Institut des Hautes Etudes de Droit Rural et d'Economie Agricole, 1970. p. 103 - 104 : tabl., réf.

AGRICULTURE ; CREDIT ; ASSOCIATION D'AGRICULTEURS

MALI

155

Le crédit agricole à la Martinique

Anon., 1955

Le Caraïbe (MAR)

1955/12. p. 10 : vol. 9, No 5

CREDIT ; AGRICULTURE

MARTINIQUE

156

Restructuration de la SODECAO et reformulation du projet de réhabilitation de la cacaoyère. Tome II

Gentil D., 1990

IRAM ; CCCE

Paris (FRA) : IRAM, 1990/06. p. 55 - 85, Document No 2, 7 tabl.

ASSOCIATION D'AGRICULTEURS ; CREDIT ; EPARGNE ; EVALUATION ; INSTITUTION FINANCIERE ; ACTIVITE BANCAIRE ; CREDIT COOPERATIF ; GROUPE D'INTERET ; AUTOASSISTANCE

CAMEROUN

157

Enjeux de l'après-barrage. Vallée du Sénégal

Diouf A., 1986

ENDA

Dakar (SEN) : ENDA. 632 p.

HYDRAULIQUE AGRICOLE ; DEVELOPPEMENT RURAL ; AGRICULTURE ; RIZ ; PERIMETRE IRRIGUE ; STRUCTURE DE PRODUCTION ; ELEVAGE ; SANTE ; CULTURE IRRIGUEE ; COUT DE PRODUCTION ; CREDIT

SENEGAL

158

Groupements paysans et productivité agricole. Expériences africaines

Schneider H., 1988

OCDE Centre de Développement Textes (FRA)

Paris (FRA) : OCDE-Centre de Développement, 1988. p 96.

PAYSANNERIE ; PRODUCTIVITE ; VILLAGE ; ASSOCIATION D'AGRICULTEURS ; ACTIVITE BANCAIRE

RWANDA ; SENEGAL ; GHANA ; AFRIQUE ; BURKINA FASO

159

Contributions d'une restructuration du crédit rural au développement agricole du Gabon

Eyi Metou M., 1974

CNEAT ; ESAT

Mémoire de Diplôme d'Ingénieur en Agronomie Tropicale

ACTIVITE BANCAIRE ; ZONE RURALE ; DEVELOPPEMENT AGRICOLE

GABON

160

Un Nouveau système de crédit agricole : le crédit surveillé associé à la coopération et la vulgarisation agricoles

Anon., 1964

FAO

CREDIT ; AGRICULTURE ; VULGARISATION ; AIDE AU DEVELOPPEMENT

BRESIL ; INDE ; MEXIQUE

CHAPITRE CINQUIÈME

LES DYNAMIQUES FINANCIERES D'INITIATIVE LOCALE

1 - Les dynamiques traditionnelles et les Systèmes Financiers Ruraux informels
2 - Les dynamiques locales récentes issues de la crise

5.1

Les dynamiques traditionnelles et les systèmes financiers ruraux informels

161

Monétarisation et tontine dans le processus de financement du développement économique: l'exemple du Cameroun

Kamwa P., 1985

Université d'Orléans

Thèse de Doctorat de 3ème cycle

1985. p 242., 22 tabl., 1 graph., 1 cart.

MONNAIE ; EPARGNE ; TONTINE ; INSTITUTION FINANCIERE

CAMEROUN

La thèse porte sur les problèmes de la monétarisation dans le processus de financement du développement économique des pays en voie de développement avec pour exemple le Cameroun. Après avoir analysé les différents concepts sur le sous-développement, l'auteur note l'importance des phénomènes monétaires dans les théories de développement. Il expose le processus et le degré de monétarisation de l'économie camerounaise. Il analyse ensuite le comportement monétaire des agents économiques(analyse classique, analyse keynésienne).L'auteur démontre que les acteurs économiques des pays pauvres, ont des préférences pour les actifs physiques au détriment des actifs financiers et ceci à cause de la faiblesse du réseau bancaire local et de la faiblesse des rendements des substituts de la monnaie. Dans la dernière partie de l'étude, l'auteur se penche sur les intermédiaires financiers et dégage le rôle des organisations traditionnelles dans la collecte de l'épargne. Il analyse ainsi le rôle des tontines dans le système monétaire du Cameroun. L'étude comparative des deux systèmes (informel et formel), permet à l'auteur de mettre en évidence les atouts et les faiblesses de chaque système. Pour l'auteur, il est nécessaire qu'une collaboration s'installe entre les deux systèmes pour l'épanouissement du système financier camerounais.

162

La limitation des risques dans la pratique des crédits traditionnels en Afrique noire : Quelques réflexions sur la base de l'expérience Togolaise

Egbeto T.K. ; Bender A.R., 1988

Banque Mondiale

Genève-Afrique

1988. Vol. 26, No 2, p. 29 - 46

CREDIT ; RISQUE ; EPARGNE ; TAUX D'INTERET

TOGO

Les deux auteurs préconisent la prise en compte des méthodes du système traditionnel de crédit pour la mise en place d'un système bancaire efficace en milieu rural africain. Pour leur analyse, ils s'inspirent de l'expérience de la société traditionnelle togolaise. Les auteurs notent que le crédit traditionnel en numéraire existait en Afrique avant la colonisation et était fondé sur une structure analogue à celle du crédit en force de travail répandue dans de nombreuses sociétés africaines. Pour les deux auteurs ces deux formes de crédits sont basés sur l'homogénéité et la cohésion sociale au sein des groupes. Dans l'ensemble, ces systèmes de crédit ont souvent bien fonctionné. Toutefois, les auteurs notent quelques limites de ces structures traditionnelles : faible niveau de l'épargne ; peu de crédit pour le long terme ; absence de cadre juridique pour sécuriser l'épargne.

163

Le financement de l'économie traditionnelle en Afrique

Nowak M., 1989

Courrier ACP-CEE

1989/09. No 117, p. 68 - 71 : 1 ill.

COOPERATIVE ; EPARGNE ; CREDIT ; BANQUE ; INSTITUTION FINANCIERE

BANGLADESH ; BURKINA FASO ; MADAGASCAR

L'économie traditionnelle touche la majeure partie du secteur rural et du secteur urbain informel. En Afrique de l'ouest, elle englobe 70 à 80% de la population active. En dépit de l'importance de ce secteur, son système de financement reste très peu développé. Pour l'auteur de l'article, aucune économie ne peut se développer sans un système de financement fiable. En Afrique, les structures financières formelles répondent très peu aux besoins de financement du secteur traditionnel ; seul le secteur informel assure l'essentiel du financement. Pour l'auteur, toutes les formes de financement traditionnel (tontine, garde monnaie, commerçant) se caractérisent par un déséquilibre entre l'offre et la demande qui se traduit par un coût élevé de l'argent. L'auteur préconise la mise au point d'autres approches financières mieux adaptées au milieu africain: approche mutualiste avec les coopératives d'épargne-crédit, l'approche d'inspiration asiatique de la Grameen Bank ou l'approche malgache basée sur la banque des céréales. Toutes ses approches ne doivent pas se substituer aux banques classiques, mais doivent, selon l'auteur, compléter leur action et jouer le rôle de relais entre les petits producteurs et les organismes bancaires existants.

164

La tontine et l'activité bancaire

Nzemen M., 1989

Courrier ACP-CEE

1989/09. No 117, p. 72 - 73 : 1 ill.

TONTINE ; BANQUE ; CREDIT ; INSTITUTION FINANCIERE ; SECTEUR INFORMEL

CAMEROUN

Pour l'auteur, il existe un dualisme financier dans les économies africaines. D'une part, on a le secteur bancaire, bien structuré, mais peu étendu ; d'autre part, le système financier informel marqué dans de nombreux pays africains par les tontines. L'auteur cite l'exemple du Cameroun et fait la comparaison du fonctionnement des deux systèmes financiers dans ce pays. Malgré certaines différences notées entre les deux systèmes, l'auteur admet que les deux modes de financement sont nécessaires pour le développement d'un tissu financier africain performant.

165

L'épargne informelle en Afrique. Les tontines béninoises

Lelart M., 1989

CNRS. Institut Orléanais de Finance

Revue Tiers-Monde

1989. Vol. 30, No 118, p. 271 - 298

TONTINE ; EPARGNE ; CREDIT ; GROUPE D'INTERET ; REMBOURSEMENT ; DETTE ; TAUX D'INTERET

BENIN

Il est maintenant acquis par de nombreux spécialistes, que l'épargne domestique constitue un ressort essentiel dans le processus de développement rural des pays du tiers monde. L'auteur de l'article s'inspire des tontines béninoises pour marquer l'importance du système d'épargne informelle dans les pays africains. Il constate que pendant que le système bancaire formel africain se dégrade, les tontines continuent à se développer. Au Bénin, la pratique de la tontine est générale. Dans ce pays, on distingue les tontines mutuelles basées sur une relation communautaire et les tontines commerciales basées sur une relation personnelle avec le tontinier. Les tontines financières apparaissent comme étant des formes intermédiaires des deux premiers types cités. L'auteur évoque les relations possibles pouvant exister entre les institutions financières formelles et les tontines. Il cite ainsi l'exemple des associations d'épargne collective couplées avec des sociétés financières permettant de réaliser des investissements.

166

Le point de vue de l'économiste : La redécouverte des pratiques informelles d'épargne et de crédit

Servet J. M., 1988

Université Lumière de Lyon

p. 1921

FINANCEMENT ; EPARGNE ; SECTEUR INFORMEL ; TONTINE

Dans son interview, l'économiste Jean Michel Servet, analyse la situation des structures de financement informelles dans les pays en développement. D'après le spécialiste, le regain d'intérêt manifesté pour les structures informelles s'explique par les limites affichées par le système financier formel des pays pauvres. L'ampleur de la pratique de l'épargne informelle est très répandue en Afrique. Pour l'auteur, les sommes épargnées dans ces structures dépassent dans bon nombre de pays, les dépôts placés dans les caisses d'épargne officielles. Parlant des tontines, l'une des formes du système informel la plus répandue, J.M. Servet note que celles-ci jouent non seulement un rôle socio-culturel, mais aussi un rôle économique de premier plan dans le système économique des pays pauvres. Il note toutefois que ces structures connaissent des limites dues surtout au faible niveau des ressources mobilisées. Il estime que le dualisme financier qui existe dans les pays africains est nécessaire car, selon lui, les deux systèmes de financement sont complémentaires.

167

Marchés financiers informels en Afrique: Questions principales et études de cas choisies

Cuevas C. E., 1989

Ohio State University. Departement of Agricultural Economics and Rural Sociology

Conférence préparée pour l'atelier sur "le rôle des institutions informelles et coopératives dans les systèmes financiers en milieu rural". 1989/11-16 ; Abidjan (CIV)

Ohio (USA) : Economics and sociology occasional paper, 1989/12. No 1637, 15 p.

INSTITUTION FINANCIERE ; SECTEUR INFORMEL ; CREDIT ; ORGANISATION SOCIOECONOMIQUE ; EPARGNE ; FINANCEMENT

CAMEROUN ; NIGER

L'auteur dresse le bilan du séminaire tenu à Washington sur les marchés financiers informels en Afrique. L'objectif principal du séminaire était la discussion et l'explication du succès apparent de la finance informelle dans les pays pauvres, parallèlement à l'échec généralisé des institutions financières formelles. D'après les discussions des participants, la situation du système financier informel africain s'explique par le sous-développement généralisé du système financier formel et les contraintes macro-économique liées à l'environnement africain. Parlant du système bancaire africain, l'auteur note par exemple, que les pays africains comptent en moyenne 100 à 420 mille habitants par succursale bancaire contre 8 à 30 mille habitants en Amérique Latine et en Asie. Après avoir analysé les forces et les faiblesses de la finance informelle, l'auteur du rapport présente les études de cas du Cameroun et du Niger pour illustrer l'importance et le potentiel de l'intermédiation financière informelle en Afrique.

168

Le financement informel. Problématique, typologie et évaluation à partir d'enquêtes à Marrakech et dans le sud marocain

El Abdaimi M., 1989

IEDES

Revue Tiers Monde

1989/10. Vol. 30, No 120, p. 869 - 879

SECTEUR INFORMEL ; INSTITUTION FINANCIERE ; DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ; TAUX D'INTERET ; EPARGNE ; CREDIT

MAROC

Le secteur informel occupe une place non négligeable dans la population active des villes du tiers monde. Au Maroc, près de 76% de la population active urbaine est touchée par le secteur informel. Le secteur informel de financement, plus que tout autre secteur, apparaître comme un levier important dans le processus de développement des pays pauvres. L'auteur évoque dans son article de nombreuses questions à la fois théoriques et pratique sur le concept économique de la notion de secteur informel. Sur le plan typologie, l'auteur distingue trois catégories de financement informel : le financement interne, le financement externe direct et le financement externe indirect. S'appuyant sur les résultats des enquêtes de la zone de Marrakech, l'auteur met en évidence le rôle des associations temporaires pour le développement de l'élevage et des cultures en milieu rural.

169

Les tontines en Afrique. Rôles et évolutions

Baulier F. ; Correze A. ; Le Bissonnais A. ; Ostyn C., 1988

1988/09. No 12, 23 p.

SECTEUR INFORMEL ; EPARGNE ; CREDIT ; INSTITUTION FINANCIERE ; TONTINE ; INFLATION ; INVESTISSEMENT ; CONSOMMATION

CAMEROUN ; RWANDA ; BENIN

Le système financier informel est complexe et très diversifié. Les tontines pratiquées dans la majorité des pays illustrent bien cette diversité. Dans le rapport, les auteurs mettent en évidence les rôles que jouent ces tontines dans le milieu socioéconomique africain. Pour eux,les méthodes de gestion des tontines s'adaptent parfaitement aux besoins et aux coutumes des populations africaines. Le système de tontine revêt à la fois des formes matérielles (accumulation monétaire et des biens) et immatérielles (convivialité, solidarité, identité). Malgré les nombreux atouts des tontines, celles-ci présentent des limites notamment la protection de l'épargne (absence de statuts juridiques) ; la marge restreinte de la capacité de prêts ; l'inadéquation des besoins financiers au développement ; l'insuffisante structuration etc... Afin de palier à ces problèmes, les auteurs préconisent un métissage entre le système financier formel et les tontines. Pour eux, ce métissage se traduit déjà dans certains pays par la mise en place des formes de tontines modernes : association à fonds d'épargne bloqué, système d'enchère, banque populaire, club d'épargne.

170

Le crédit informel en milieu rural sénégalais : enquête dans les régions de Fatick et de Kaolack

Gaye M., 1987

ISRA

Document de Travail (SEN)

Dakar (SEN) : ISRA-DRSAEA, 1987. No 5, 25 p. : tabl.

CREDIT ; SECTEUR INFORMEL ; FACTEUR DE PRODUCTION

SENEGAL

Le secteur informel offre aux paysans une alternative certes non négligeable mais assez limitée par rapport aux besoins de crédit. Le volet commercial n'occupe pas encore une place de premier ordre malgré l'insertion récente de nouveaux traitants dans la collecte arachidière. Les relations de solidarités communautaires jouent essentiellement dans les cas de besoins vitaux ou à caractère social marqué. L'intervention des commerçants privés comme fournisseurs de crédit connait des limitations structurelles liées à plusieurs facteurs, notamment quand il s'agit d'intrants agricoles. Certains créanciers, en particulier les anciens traitants, ont tendance à privilégier le crédit de soudure qui semble présenter moins de risque. Le système de sécurisation des dettes octroyées repose essentiellement sur la notion de confiance. La concurrence dans la collecte arachidière est potentiellement un facteur de stimulation quant à l'offre de crédit commercial. Cependant, l'incertitude au sujet des lieux d'intervention des OPS à la veille d'une campagne tend à jouer dans le sens contraire.

171

La tontine pratique informelle d'épargne et de crédit dans les pays en voie de développement

Lelart M., 1990

Université des Réseaux d'expression Francophone

Paris (FRA) : John Libbey Eurotext, 1990. p 356, 124 réf.

TONTINE ; SECTEUR INFORMEL ; CREDIT ; EPARGNE ; ACTIVITE BANCAIRE ; DEVELOPPEMENT SOCIOECONOMIQUE ; ANALYSE ECONOMIQUE ; GESTION ; INNOVATION ; MARCHE DE CAPITAUX ; COMPORTEMENT ECONOMIQUE ; COMPORTEMENT SOCIAL

PAYS EN DEVELOPPEMENT

Le présent ouvrage a été élaboré dans le cadre du réseau thématique de recherche partagée "Financement de l'entreprenariat et mobilisation de l'épargne" de l'Université des Réseaux d'Expression Française (UREF) au sein de l'Association des Universités Partiellement ou Entièrement de Langue Française (AUPELF). Il regroupe une synthèse de l'état actuel des travaux de certains chercheurs du réseau et de chercheurs associés dans les domaines suivants : la nature de l'acte d'épargne et la logique économique et financière dans les circuits financiers parallèles.

172

Pratiques informelles d'épargne et de prêt : exemples sénégalais

Dupuy C. ; Servet J.M., 1987

ETH

Economie et Humanisme

1987. No 294, p. 40 - 54

SECTEUR INFORMEL ; INSTITUTION FINANCIERE ; ACTIVITE BANCAIRE ; EPARGNE ; CREDIT ; VILLAGE ; ORGANISATION SOCIOECONOMIQUE ; TONTINE ; MARCHE DE CAPITAUX

SENEGAL

Présentation, à travers des exemples empruntés au Sénégal, de quelques pratiques informelles d'épargne et de prêt. Etudier en Afrique Noire les systèmes de financement, de collecte d'épargne et de prêt, en ne s'intéressant qu'aux institutions bancaires officielles est ignorer une partie de la réalité financière de ces pays. L'activité financière et non bancaire est appréhendée au Sénégal par l'analyse d'associations et de sociétés d'épargne et de pratiques d'usure déguisée. Les plus importantes associations d'épargne sont les associations villageoises qui souvent se structurent en sections ayant une antenne représentative dans chacun des centres urbains où il existe une diaspora villageoise importante. Différentes sont les tontines qui ont pour caractéristique la libre adhésion des membres ; leurs formes sont variées et leur épargne est davantage orientée vers la consommation que vers l'investissement. Enfin, sont présentés les divers types de prêts informels qui sont pratiqués dans les villes. (d'après résumé Ibiscus)

173

Techniques et pratiques populaires d'épargne et de crédit. Des origines de la tontine en Afrique Noire

Nzole J., 1984

Université Lyon 2

Thèse 3ème Cycle

Lyon : Université Lyon II, 1984. p 398

TONTINE ; CREDIT ; EPARGNE ; ACTIVITE BANCAIRE ; SECTEUR INFORMEL

CAMEROUN

L'auteur situe la spécificité du dossier tontinier comme économie bancaire informelle vis à vis des pratiques bancaires informelles vis-à-vis des pratiques bancaires plus formalisées. Avantages et inconvénients respectifs dans ce vis-à-vis des pratiques bancaires ou "quasi-bancaires". En conclusion, "opportunité d'un système monétaire intégrant pratiques bancaires et quasi-bancaires". L'enquête camerounaise à Yaoundé a porté sur 16 questions pour cette capitale où ont été repérées pas moins de 247 tontines. La moyenne observée est d'environ 15 tontines par quartier. Les régimes qui en sont issus sont passés au peigne fin et comparés à ceux de l'Esusu au Nigéria. Quelques modèles sont schématisés et une annexe colorie ces chiffres par des dits sur des faits et gestes. (d'après résumé ASSCOD No 79)

174

Evolution du système financier et pratiques informelles d'épargne et de prêt en Afrique Centrale

Fouda Owoundi, 1987

Université Lyon 2. Sciences Economiques

Thèse de Doctorat de Doctorat de 3ème cycle

ACTIVITE BANCAIRE ; CREDIT ; EPARGNE ; PRET ; SECTEUR INFORMEL

AFRIQUE CENTRALE

Il s'agit de savoir si les pratiques informelles d'épargne et de prêt constituent des obstacles à l'évolution du système financier. Préalable indispensable d'un financement du développement sur la base de l'épargne intérieure. Partant de l'exemple du Cameroun, du Congo, de la Centrafrique, du Gabon et du Tchad. La thèse montre que ces pratiques représentent un mode de financement original lié à une lente transformation d'anciennes structures socio-culturelles destinées à la reproduction du système social et à leur adaptation à l'économie moderne, et que ces pratiques constituent un témoignage de l'existence d'énormes potentialités d'épargne dans les pays en développement : mais que cette épargne potentielle reste encore soumise à la logique de reproduction du système social au point où les pratiques informelles forment un système de transition imparfait. La mobilisation de l'épargne dont elles font preuve de l'existence par les institutions financières officielles représente un pari assez difficile à gagner. En raison du propre comportement de ces institutions en matière de distribution du crédit et de collecte de l'épargne qui fonde et entretient une dualité dans le système financier. Les mesures envisagées, explicitement ou implicitement, par les pouvoirs publics et les organisations internationales pour faire évoluer cette dualité présentent un caractère limité. La thèse cherche à montrer que la dualité porte en elle-même les germes de l'évolution du système financier et peut l'accélérer, à condition que les pouvoirs publics apportent un soutien, sous forme d'information économique des populations, au système informel d'épargne et de prêt.

175

Epargne informelle et développement économique en Afrique

Eboue C.M., 1988

GORDES. Institut de Sociologie

Mondes en Développement (BEL)

1988. Tome 16, No 62 - 63, p. 35 - 64

EPARGNE ; MARCHE DE CAPITAUX ; AUTOASSISTANCE ; ORGANISATION SOCIOECONOMIQUE ; ACTIVITE BANCAIRE ; DEVELOPPEMENT SOCIOECONOMIQUE

AFRIQUE

L'ampleur importante de l'épargne informelle et la place centrale que les associations d'épargne-crédit en particulier, comme les institutions d'épargne informelles en général, prennent dans les circuits de financement, militent en faveur d'une intégration des intermédiaires financiers formels et informels. Cette innovation institutionnelle constitue une urgence, justifiée par l'inéfficience du type de financement actuel de l'économie, alors que l'objectif final poursuivi est un développement endogène.

176

La Société des amis. Etude des tontines à enchères du Cameroun

Henry A. ; Tchente G.H. ; Guillerme P., 1990

CCCE

Notes et Etudes (FRA)

Paris (FRA) : Notes et Documents, 1990/04. No 34, p 95

TONTINE ; CREDIT ; EPARGNE ; ORGANISATION SOCIOECONOMIQUE ; GROUPE SOCIAL ; AUTOASSISTANCE

CAMEROUN

Les tontines occupent aujourd'hui une place de plus en plus importante dans les réflexions sur le développement économique des pays africains. Le document présenté ici est le résultat d'une étude de terrain menée au sein des tontines à enchères du Cameroun. Après une description détaillée de leur fonctionnement, les auteurs proposent un modèle financier qui, appliqué aux données observées, permet de calculer leur taux d'intérêt et de rendre compte de leurs mécanismes financiers. Puis, à partir d'une relecture méthodique des propos recueillis auprès des adhérents, le lecteur est invité à découvrir les règles et les valeurs sociales qui garantissent leur bon fonctionnement. Les tontines révèlent alors la manière dont la culture locale enseigne les vertus de confiance ou d'équité. L'analyse proposée ouvre sur une double perspective. La première voie concerne l'avenir de ces associations moins destinées à des objectifs financiers qu'on ne semble le croire. Elles sont tout de même un symbole d'incitation à l'épargne qui, de manière prudente, mériterait d'être encouragée. Mais surtout, les tontines ont un rôle essentiel à jouer en faveur de l'intégration sociale... La seconde piste montre le parti que certaines institutions de l'économie moderne pourraient tirer des vertus pédagogiques qui ressortent des tontines. Si les banques souhaitent notamment retrouver une crédibilité indispensable à leur fonctionnement. Elles seraient bien inspirées de s'attacher aux principes qui, dans ce contexte, sont à la base des relations fructueuses avec les clients.

177

Le développement spontané. Les activités informelles en Afrique

Penouil M. (ed.) ; Lachaud J.P. (ed.), 1985

Centre d'Etudes d'Afrique Noire de Bordeaux

Afrique Noire (FRA)

Paris (FRA) : Pédone, 1985. No 13, p 303. : 380 réf.

PAYS EN DEVELOPPEMENT ; POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT ; DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ; SECTEUR INFORMEL ; SOCIOLOGIE ECONOMIQUE ; TRAVAIL ; ETUDE DU TRAVAIL ; INDUSTRIALISATION ; RECHERCHE ; DEVELOPPEMENT AGRICOLE ; STRUCTURE DE PRODUCTION ; ACTIVITE COOPERATIVE ; ARTISANAT ; METHODE

AFRIQUE AU SUD DU SAHARA

178

Cameroun 1988

Rouchy J.Y., 1988

Centre National des Caisses d'Epargne et de Prévoyance du Cameroun

Marchés Tropicaux et Méditerranéens (FRA)

1988/10/21. No 2241, p. 2793 - 2860 : ill., cart., tabl., graph.

HISTOIRE ; VILLE ; POLITIQUE ECONOMIQUE ; FINANCEMENT ; ACTIVITE BANCAIRE ; BUDGET ; DETTE ; POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT ; INDUSTRIALISATION ; TRANSPORT ; COMMERCE ; CULTURE VIVRIERE ; CULTURE DE RAPPORT ; CAFE ; CACAO ; CAOUTCHOUC ; ELEVAGE ; TONTINE ; CREDIT ; PECHE

CAMEROUN

179

Un système informel d'épargne rurale : le "cheetu" au Sri Lanka

Thénabadu D., 1988

Epargne sans frontières (FRA)

1988/06. No 11, p. 42 - 43

EPARGNE ; ORGANISATION SOCIOECONOMIQUE ; TONTINE ; COMMUNAUTE RURALE ; AUTOASSISTANCE

SRI LANKA

180

Journées scientifiques AUPELF/UREF de Casablanca. Epargne informelle et entreprenariat en Afrique

Lelart M., 1989

CNRS. Institut Orléanais de Finance

Epargne sans Frontières (FRA)

1989. No 16, p. 37 - 41

ZONE RURALE ; MARCHE DE CAPITAUX ; GROUPE D'INTERET ; ACTIVITE BANCAIRE ; COMMUNAUTE RURALE ; TYPOLOGIE ; CREDIT ; EPARGNE ; AUTOASSISTANCE

AFRIQUE ; ASIE ; BENIN ; MAROC ; TOGO

181

Role of the informal financial sector in the mobilisation and allocation of household savings

Mark M., 1989

Savings and development (ITA)

1989. Vol.8, No 1, p.65 - 84

SECTEUR INFORMEL ; EPARGNE ; MARCHE DE CAPITAUX ; ACTIVITE BANCAIRE ; CREDIT ;

ZAMBIE

182

Les sociétés islamiques égyptiennes jouent le jeu

Butter D., 1989

MEED.

1989/06/17. Vol. 32, No 124, p. 4 - 5

BANQUE ; ACTIVITE BANCAIRE ; TAUX D'INTERET ; INNOVATION ; CREDIT ; EPARGNE

EGYPTE

183

Informal credit in Asia

Ghate P. B., 1988

Asian development review

1988. Vol.6, No 1, p.64 - 85

SECTEUR INFORMEL ; ACTIVITE BANCAIRE ; CREDIT ; EPARGNE ; AGRICULTURE ; ARTISANAT ; ACTIVITE COMPLEMENTAIRE DES RURAUX

ASIE

184

Informel financial sector in developing countries : macro-economic consequences on savings policy

Chandavarkar A.G., 1985

Savings and development (ITA)

1989. Vol.9, No 2, p.129 - 142

TIERS MONDE

185

Kaléidoscope : les ruses de l'épargne et des banquiers

Ostyn C. ; Dupasquier G., 1990

Epargne sans Frontière (FRA)

1990. p.7 - 12

EPARGNE ; CREDIT ; SECTEUR INFORMEL ; ACTIVITE BANCAIRE ; MARCHE DE CAPITAUX

INDE

186

Le cas original de tontines camerounaises, phénomène de société

Alibert J., 1990

Marchés Tropicaux et Méditerranéens

1990. No 2336 - 2337, p. 2375 - 2378

EPARGNE ; TONTINE

CAMEROUN

187

Une expérience de crédit mutuel agricole au Cameroun sous tutelle française

Christol M., 1957

Symposium (3ème) intern. d'économie rurale tropicale

Economie Rurale Tropicale (FRA)

Paris (FRA) : Economie Rurale Tropicale, 1956. p. 240 - 247, tabl.

CREDIT COOPERATIF

CAMEROUN

188

Secteur informel et développement - L'impact des politiques d'ajustement sur les circuits financiers informels africains

Hugon P., 1990

Revue Tiers Monde (FRA)

1990/04-06. p. 325 - 350 : tome XXXI, No 122, 40 réf., 3 tabl.

AJUSTEMENT STRUCTUREL ; MARCHE DE CAPITAUX ; SECTEUR INFORMEL ; EPARGNE ; CREDIT ;

AFRIQUE ; CAMEROUN ; COTE D'IVOIRE ; NIGER ; MADAGASCAR

189

Secteur informel et développement : Les associations villageoises au Sénégal : Fonctions économiques et modalités de financement

Dupuy C., 1990

Revue Tiers Monde (FRA)

1990/04-06. p. 351 - 375 : Tome XXXI, No 122, 15 réf., 5 tabl.

ASSOCIATION D'AGRICULTEURS ; FINANCEMENT ; ANALYSE ECONOMIQUE ; VILLAGE ; EPARGNE ; AUTOASSISTANCE

SENEGAL

190

La pratique traditionnelle du crédit au sein d'une société subsaharienne (Vallée de Maradi, Niger)

Nicolas G., 1974

Cultures et Développement (BEL)

1974. p. 737 - 773 : vol. VI, No 4, tabl.

ECONOMIE RURALE ; CREDIT

NIGER

191

De la tontine aux banques. Des passerelles à inventer

Chevillard N., 1989

Afrique Industrie (FRA)

1989/03. No 403, p. 64 - 65

EPARGNE ; TONTINE ; SECTEUR INFORMEL

AFRIQUE

192

Les Tontines... Un phénomène important et prometteur

Leboucq P., 1987

Marchés Tropicaux et Méditerranéens (FRA)

1987/02/06. No 2152, p. 301 - 302

EPARGNE ; TONTINE

AFRIQUE

193

Le cas original de tontines camerounaises, phénomène de société

Alibert J., 1990

Marchés Tropicaux et Méditerranéens (FRA)

1990/08/17-24. No 2336 - 2337, p. 2375 - 2378

EPARGNE ; TONTINE

CAMEROUN

194

Estimation des flux financiers dans les tontines au Cameroun

Nzemen M., 1989

Bulletin de Liaison STATECO (FRA)

1989/12. No 60, p. 37 - 53 : ref. : 3, tabl.: 3

ENQUETE ; EPARGNE ; TONTINE

CAMEROUN

5.2

Les dynamiques locales récentes issues de la crise

195

Dossiers et études stratégies. L'expérience de SEWA

Krishnaswani L., 1987

SEWA

IRED FORUM

1987. No 24, p. 73 - 78

COOPERATIVE ; BANQUE ; CREDIT ; EPARGNE ; ASSOCIATION PROFESSIONNELLE ; AGRICULTURE

INDE

La SEWA est l'association des femmes travailleuses indépendantes de l'Inde. C'est une association d'autopromotion oeuvrant pour l'émancipation des femmes indiennes. Les actions de cette association portent essentiellement sur la promotion des coopératives de production et de services en milieu rural et urbain. Afin de permettre aux coopératives de bien mener leurs activités économiques, la SEWA a crée une banque coopérative féminine : la "SEWA Mahila Bank". Grâce à l'épargne collectée auprès des adhérentes, la banque a pu jusque là, mettre à la disposition des femmes, des ressources nécessaires pour la réalisation de leurs projets. Pour l'auteur de l'article, l'action de la SEWA est une vraie révolution dans le contexte socio-économique des pays du tiers monde.

196

Groupements à but économique de femmes solidaires. L'expérience du Ghana

Anon., 1985

NCWD

Revue Tiers Monde

1985/04 - 1985/06. Vol. 26, No 102, p.451 - 456

COOPERATIVE ; CREDIT ; EPARGNE ; ASSOCIATION ; SECTEUR INFORMEL ; BANQUE

GHANA

L'article met en évidence le rôle vital que joue les femmes dans le secteur économique ghanéen. Celles-ci sont principalement présentes dans les secteurs agricoles, de la petite industrie et du commerce. En dépit de leur dynamisme, l'accès au crédit bancaire leur reste difficile. Pour surmonter ces handicap, les femmes ont eu recours à des associations formelles constituées de coopératives autogérées. Ces associations coopératives présentent des avantages certains : elles sont reconnues par l'administration et procurent ainsi de la sécurité aux adhérents ; elles sont crédibles auprès des banques et jouent le rôle d'intermédiaire financier ; les profits dégagés par ces coopératives ne sont pas imposables etc... Malgré ces avantages, ces coopératives présentent des limites pour ce qui est de l'organisation, de l'adaptation du crédit aux besoins. Cette situation pousse de nombreuses femmes à recourir au système d'association informelle d'épargne dont l'organisation et les procédures sont mieux adaptées au milieu socio-économique africain. D'après l'article, le mérite de la NCWD est d'avoir réussi à rapprocher les deux systèmes en combinant les atouts du système formel à ceux des associations traditionnelles. C'est ainsi que cette association de femmes a réussi à créer une banque spécialisée pour les crédits aux groupes de femmes.

197

Economiser ensemble, dépenser ensemble. Zimbabwe : les clubs d'épargne ruraux

Chimedza R., 1986

University of Zimbabwe

Le Courrier

1986/09. No 99, p. 75 - 77

GROUPE D'INTERET ; EPARGNE ; VULGARISATION ; INNOVATION ; DEVELOPPEMENT RURAL

ZIMBABWE

L'article décrit la nature et le fonctionnement des clubs d'épargne des régions rurales du Zimbabwe. Pour l'auteur, les clubs d'épargne constituent un rouage essentiel pour le développement rural du pays. Leur importance se traduit par le nombre de leurs membres dans les régions rurales : près de 300 000 membres. Ces clubs ont particulièrement profité aux femmes grâce surtout à l'adoption des technologies nouvelles, à l'accès au service de vulgarisation. Ils ont permis aux femmes de prendre plus d'initiative et d'atténuer leur dépendance vis à vis de leurs conjoints. Les principaux atouts des clubs sont : leur organisation démocratique, la souplesse de leurs procédures et leur autonomie par rapport au pouvoir public.

198

La participation populaire au développement en Afrique Noire

Mondjanagni A.C., 1984

IPD

Paris (FRA) : Karthala, 1984. p 448. : réf.

DEVELOPPEMENT RURAL ; DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ; PROJET DE DEVELOPPEMENT ; STRUCTURE SOCIALE ; ROLE DES FEMMES ; PLAN DE DEVELOPPEMENT ; ANIMATION ; ACTIVITE COOPERATIVE ; FORMATION ; DEVELOPPEMENT SOCIOECONOMIQUE

AFRIQUE ; CONGO ; CAMEROUN ; NIGER ; MALAWI ; TANZANIE ; ETHIOPIE ; BENIN ; ZAIRE ; MALI ; BURKINA FASO

Cet ouvrage présente les réalités et les limites de la participation des populations à leur propre développement. Sont abordés : - Les structures sociales de développement, - Les populations rurales face aux projets de développement, - La concertation populaire, moyen de réalisation d'un plan de développement (Congo), - Difficultés et limites de l'animation rurale (Niger), - Participation paysanne dans le cadre de la restructuration des campagnes (Sud Bénin), - Coopérative d'épargne et de crédit (Zaïre), - Les mutations de l'industrie sur le mode de vie paysan (Mali), - L'Etat et la gestion des coopératives (Cameroun), - Recherche, développement et formation pour une auto-promotion paysanne (Burkina Faso), - Rôle de la participation dans une action éducative, - Contribution à la formation des agents de gestion du développement rural, - Information et participation populaire au développement.

199

Stratégies paysannes en Afrique Noire : Le Congo. (Essai sur la gestion de l'incertitude)

Des jeux D., 1987

Alternatives Paysannes (FRA)

Paris (FRA) : L'Harmattan, 1987. p 247. : réf.

STRATEGIE PAYSANNE ; SOCIOLOGIE ; STRUCTURE SOCIALE ; CHANGEMENT SOCIAL ; INDICATEUR SOCIAL ; POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT ; GESTION FONCIERE ; ANTHROPOLOGIE CULTURELLE

CONGO

L'étude est située au Congo sur le Projet de Développement Rural géré par le BIT en pays Sundi, sous-groupe ethnique du groupe Bacongo. "La dynamique sociale est analysée comme une interaction entre des acteurs, le projet d'un côté, les paysans de l'autre. Cette interaction a permis que les projets du P.D.R. soient réinterprétés par les paysans. L'une des clés de cette interprétation a été le retour à l'instrument tontinier qu'est le Kitemo (la tontine de terre) : "rotation de l'accès à la terre contrôlée par les chefs de lignage."..." modèle de régulation de l'incertitude liée à la pression sur les terres (...) il garantit par rotation l'accés de tous aux terres les plus stratégiques". Dans le dernier chapître (VII), perspective sociologique d'accent plus personnel, cap sur "nouvelle sociologie plus finalisée sous forme de recherche-action". (D'après résumé ASSCOD, No 80).

200

Improving working conditions for rural women through creation of alternative employment options : a case study of the working women's forum dindugal dairy women's project and adiramapattinam fisher women's project

Azad N., 1988

BIT

Genève (CHE) : BIT. p 210

CREDIT ; SYNDICAT ; AGRICULTURE ; PECHE ; ORGANISATION SOCIOECONOMIQUE ; ELEVAGE ; ACTIVITE COMPLEMENTAIRE DES RURAUX ; ZONE RURALE

INDE

Dans cinq villages du Tamil Nadu, des poissonnières et des paysannes sans terre s'organisent. Grâce aux efforts d'une militante, qui a réussi à mettre sur pied une organisation de base très efficace, 25 000 femmes, dont 9 000 productrices rurales, ont pu avoir accès aux crédits, puis former une société de crédit. Ce faisant, elles ont réussi à courtcircuiter le réseau des prêteurs d'argent qui les exploitaient. Elles ont également réussi à trouver des débouchés pour leurs produits, ce qui leur a permis de se passer des intermédiaires.

201

Pouvoir paysan au féminin

Anon., 1982

FAO

Cérès

1982/09-10. p. 10 - 11

EPARGNE ; CREDIT ; ORGANISATION SOCIOECONOMIQUE ; ORGANISATION DES PRODUCTEURS ; GROUPE D'INTERET ; DEVELOPPEMENT RURAL ; AIDE AU DEVELOPPEMENT

ZIMBABWE

Historique, fonctionnement et évolution du mouvement coopératif paysan "Epargne pour le développement". Ce mouvement est essentiellement féminin.

202

Rajasthan, India : RPO in development finance a case study of village - level informal bank

Howard M.J., 1990

AERD Bulletin

1990. No 30, p 28 -33

CREDIT ; REVENU ; SECTEUR INFORMEL ; ZONE RURALE ; ORGANISATION SOCIOECONOMIQUE.

203

L'épargne et le crédit au niveau des associations paysannes

Ba M., 1987

ENEA

Dakar (SEN) : ENEA, 1987. P 73

SENEGAL

Les paysans ont compris qu'ils étaient maintenant appelés à compter sur eux-mêmes. Etant donné la faiblesse des revenus ruraux et la pénurie de moyens financiers pendant la période de soudure, le recours au crédit est nécessaire. Dans la société traditionnelle, il existait avant tout des systèmes d'épargne et des mécanismes sociaux de garantie en cas de catastrophes. Par contre, le système de crédit était inconnu en tant que tel. Le crédit s'est implanté avec la monétarisation du monde rural, d'abord durant l'époque coloniale, avec le système de la traite ; puis, après l'indépendance, avec la mise en place de structures telles que l'ONCAD. De ces deux expériences de crédit, les paysans ont gardé un mauvais souvenir. Mais l'ONCAD et les coopératives n'auront pas été seulement sources de maux. Un certain nombre d'acquis sont à mettre à l'actif des coopératives. En particulier le principe du recensement des besoins, la prise en main d'organisation, la nécessité d'utiliser des équipements, des intrants etc. (Résumé des auteurs)

204

Les associations de village de la vallée du fleuve Sénégal

Reboul C., 1987

Revue Tiers Monde

1987. Vol. 28, No 110, p. 435 - 440

VILLAGE ; ORGANISATION SOCIOECONOMIQUE ; INVESTISSEMENT ; DEVELOPPEMENT SOCIOECONOMIQUE ; EPARGNE ; TRAVAILLEUR MIGRANT

SENEGAL

Cet article décrit les associations villageoises dans la moyenne vallée du fleuve Sénégal. L'auteur parle surtout des associations d'émigrés et fait une analyse de la situation socio-économique dans cette zone : dépendance des villages vis-à-vis des émigrés qui fournissent les vivres, les intrants nécessaires aux exploitations agricoles, construisent puits, mosquées, dispensaires, banques de céréales et assurent un système social de solidarité.

205

Des groupements de femmes font du commerce

Anon., 1983

CESAO

Echanges CESAO

03/1983. No 30, p 47.

ORGANISATION SOCIOECONOMIQUE ; ACTIVITE COMPLEMENTAIRE DES RURAUX ; ROLE DES FEMMES ; EPARGNE ; CREDIT ; ACTIVITE BANCAIRE

AFRIQUE AU SUD DU SAHARA

Dans cette revue, sont présentés trois groupements de femmes : le groupement de Kwena, qui fait le commerce de mil et de karité, cultive des champs collectifs et prête de l'argent à ses membres. Le groupement Zamou, fondé en 1980, qui a commencé par la culture et fait maintenant le commerce du mil et du piment, prépare et vend du dolo. Le troisième témoignage intitulé "histoire d'un crédit" rend compte de l'emploi d'un crédit octroyé par l'organisme de développement de la région. (Résumé Ibiscus)

206

Différents types d'organisations paysannes au Sénégal

Goudiaby B., 1988

CADEF

CADEF (SEN), 1988. p 5.

ASSOCIATION D'AGRICULTEURS ; AUTOASSISTANCE ; ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE ; TYPOLOGIE ; INNOVATION ; AUTOGESTION

SENEGAL

Il s'agit d'un court article sur les associations paysannes intervillageoises de développement comme alternative paysanne. Ces organisations se réclament des principes de développement à la base en insistant sur les concepts de : dialogue, participation, concertation, auto-promotion, auto-contrôle, auto-gestion, perspectives d'autosuffisance dans tous les domaines. Au Sénégal, les associations se développent beaucoup et sont très dynamiques. L'auteur fait ensuite une typologie des organisations paysannes au Sénégal à partir des critères suivants : la génèse, le leader fondateur, la stratégie et le système de fonctionnement.

207

Etude de quelques associations des femmes rurales du Centre-Sud Cameroun

Essomba Balla F., 1984

BIT

Genève : BIT, 1984. p 53

ZONE RURALE ; ROLE DES FEMMES ; ORGANISATION SOCIOECONOMIQUE ; REVENU ; ACTIVITE COMPLEMENTAIRE DES RURAUX

CAMEROUN

Au Sud du Cameroun, des femmes de plusieurs villages se sont regroupées en associations pour unir leur force et leur volonté afin d'améliorer leurs conditions d'emploi et de vie. Cinq associations servent de base à cette étude. Dans une région où la vie économique et politique est dominée par les hommes engagés dans la culture du cacao, le développement des cultures commerciales a bouleversé la vie économique du village et ce sont les hommes qui en ont tiré les bénéfices. L'accés des femmes à la terre s'en trouve perturbé et réduit, la commercialisation des produits vivriers tend à leur échapper, d'où l'idée de se regrouper pour faire pression sur les hommes et obtenir une distribution plus équitable des ressources, entreprendre diverses activités d'entraide. Les associations des femmes au Cameroun ont fait progresser les mutations sociales en milieu rural, mais leur succès dépend de leur capacité à s'affirmer au-delà des villages et à développer leurs assises. (Résumé CEDID-ORSTOM)

208

A qui profite votre organisation ? Améliorer les conditions de vie du village. Dossier sur les organisations, groupements et associations

Anon., 1986

CESAO

Construire Ensemble

1986, No spécial, p 24.

VILLAGE ; ORGANISATION SOCIOECONOMIQUE ; ACTIVITE COOPERATIVE ; DEVELOPPEMENT SOCIOECONOMIQUE ; EPARGNE ; CREDIT

AFRIQUE ; MALI ; ZAIRE

Série d'articles sur les associations, groupements et associations. A qui profite votre organisation ? - Dynamismes de développement. - Visite à des coopératives d'épargne et de crédit de Kougoussi. - Les premières tentatives d'organisations précoopératives au Mali. - Des comités de développement au sein de la communauté baptiste du fleuve Zaïre. - Grille diagnostic des associations villageoises et son utilisation comme instrument d'auto-promotion. - Comment utiliser la grille diagnostic comme instrument d'auto-évaluation

209

Dynamique d'organisation du monde rural sahélien. Enjeux et limites des groupements paysans et organisations rurales

Snrech S., 1988

Club du Sahel ; CILSS ; OCDE

Paris (FRA) : Club du Sahel, 1988. p 46.

ORGANISATION SOCIOECONOMIQUE ; PAYSANNERIE ; DEVELOPPEMENT RURAL ; DEVELOPPEMENT REGIONAL ; FINANCEMENT ; CREDIT

BURKINA FASO ; MALI ; SENEGAL

L'étude examine la recherche et la mise en oeuvre par les populations sahéliennes elles-mêmes, de nouvelles formes d'organisations locales, respectueuses de leur héritage culturel mais mieux adaptées aux contraintes des temps présents. Les initiatives existants, l'auteur examine l'impact de celles-ci au niveau local et leurs prolongements régionaux, voire nationaux. (IBISCUS-GRET)

210

Aspects de la vie rurale dans le Delta de la Chao Phraya en Thaïlande

Laine J.P., 1986

Université Paris 4 ; Géographie, (FRA)

Thèse de Doctorat d'Etat

AGRICULTURE ; RIZ ; CREDIT

THAILANDE

Le Delta de la Chao Phraya (27.700 km2) est la région la plus riche et la plus peuplée de Thaïlande. Malgré son urbanisation croissante et l'influence de l'agglomération de Bangkok-Thonburi, ce Delta demeure un ensemble rural de première importance. Il contribue, pour plus d'un tiers, à la production agricole nationale. Ce rôle économique repose sur quelques activités agricoles fondamentales. Certaines, comme la riziculture, sont anciennes et ont régulièrement progressé depuis un siècle. D'autres, quoique traditionnelles dans ce Delta, ont été récemment modernisées : cultures maraîchères et aquaculture. Par ailleurs, les progrès de l'agriculture sont liés à l'énorme entreprise d'aménagement hydraulique commencée au cours de la seconde moitié du XIXème siècle. En fonction de cet aménagement, divers types d'activités villageoises et de mise en valeur peuvent être distingués. Afin de compléter cette étude de la vie rurale, deux problèmes affectant les agriculteurs ont été particulièrement étudiés : celui du crédit et celui des circuits commerciaux.

211

Communautarisme et solidarité africains - l'expérience associative camerounaise

Tchaptchet F.P., 1989

Université Paris 8 ; Sociologie, (FRA)

Thèse de Doctorat de 3ème cycle

ORGANISATION SOCIOECONOMIQUE ; MENAGE ; EPARGNE ; COMMUNAUTE RURALE ; TONTINE

CAMEROUN

On assiste en ce dernier moment à une émergence d'associations autonomes en Afrique au Sud du Sahara. A l'intérieur de celles-ci se trouvent des groupes mixtes homogènes ayant des objectifs très précis. Ces finalités paraissent être les facteurs déterminants les groupes mêmes qui sont plus ou moins hiérarchisés. D'autres phénomènes expliquent la cohésion sociale, les tontines, l'apanage des banques au niveau traditionnel. Ces associations émergent même dans certains pays européens. Leur point fort c'est le lien de fraternité qui renforce de surcroît les structures traditionnelles. De fait, la personne en Afrique est conçue dans son essence comme étant une communauté. La personne est communautaire dans la famille, dans le village et dans la société ; son souci d'épanouissement est celui de la famille nucléaire.

212

Les circuits alternatifs de la finance. 2. - Les banques à deux roues font le tour des marchés ivoiriens

Smith S., 1987

Paris (FRA). - Libération, No 2055, 1987, p. 6

BANQUE ; DEVELOPPEMENT RURAL ; INNOVATION

COTE D'IVOIRE

L'article prend l'exemple d'un banquier ambulant, Alphonse Soméné, parcourant les trois grands marchés d'Abidjan, pour prêter à faible taux ou collecter les économies des marchands. Ce sont deux populations commerçantes, les Yoroubas nigérians et les Fons béninois qui animent cette épargne ambulante. Ces "banquiers des pauvres" consentent des crédits à des taux - légèrement - rémunérateurs, et investissent le restant des sommes collectées dans un restaurant ou un taxi, par exemple. La confiance est la clef de voûte du système. Les banques modernes font la moue devant ce réseau parallèle qui leur subtilise de nombreux petits clients.

213

L'autofinancement. Un moyen pour une organisation de préparer l'avenir

Laffitte A., 1989

Communautés Africaines (FRA)

1989/10-12. p. 6 - 7 : No 30

ORGANISATION SOCIOECONOMIQUE ; FINANCEMENT ; REVENU ; GESTION ; AMORTISSEMENT DU CAPITAL ; INVESTISSEMENT ; GROUPE SOCIAL ; VILLAGE

TIERS MONDE

Fiche formation à l'usage des organisations de développement local, sans but lucratif. Des conseils sont donnés pour l'amélioration du taux d'autofinancement, selon diverses stratégies (réduction des charges, augmentation des produits procurant des revenus propres, augmentation de la capacité d'autofinancement représentée par les bénéfices nets ou "cash-flow").

214

Groupements paysans d'Afrique. Dossier pour l'action

Beaudoux E. ; Nieuwkerk M., 1985

Alternatives Paysannes (FRA)

L'Harmattan, 1985. p 243. : tabl.

ACTIVITE COOPERATIVE ; ORGANISATION SOCIOECONOMIQUE ; PAYSANNERIE ; ASSOCIATION D'AGRICULTEURS ; ASSOCIATION PROFESSIONNELLE ; FINANCEMENT ; GESTION ; FICHE TECHNIQUE ; ETUDE DE CAS ; VULGARISATION ; METHODE PEDAGOGIQUE ; COOPERATIVE

AFRIQUE ; MALI ; BURKINA FASO ; CONGO ; BENIN ; MAURITANIE ; CAMEROUN ; NIGERIA

215

Deux expériences de Recherche Développement au Burkina Faso. L'établissement d'un réseau de paysans de référence. Le crédit d'appui aux activités économiques des femmes

Richard I., 1988

CNEARC

Mémoire de Diplôme d'Ingénieur en Agronomie Tropicale

Montpellier (FRA) : CNEARC, 1988/10. p 131. : 15 réf., tabl.

PROJET DE RECHERCHE ; VILLAGE ; SYSTEME DE PRODUCTION ; PAYSANNERIE ; TYPOLOGIE ; ROLE DES FEMMES ; PRET ; ETUDE DE CAS ; FORMATION ; EXPERIMENTATION ; MAIN D'OEUVRE SALARIEE

BURKINA FASO

216

Les mouvements coopératifs dans l'Afrique de l'Ouest "francophone" : interventions de l'état ou organisations paysannes

Gentil D., 1984

EHESS

Thèse de Doctorat d'Etat

Paris (FRA) : EHESS, 1984. Vol. 1-2, p 1090. : réf.

ACTIVITE COOPERATIVE ; ECONOMIE ; HISTOIRE ; METHODE ; PROJET DE DEVELOPPEMENT ; CREDIT COOPERATIF ; DEVELOPPEMENT RURAL ; DEVELOPPEMENT REGIONAL ; COOPERATIVE

AFRIQUE FRANCOPHONE ; MADAGASCAR ; NIGER ; RWANDA ; MALI ; SENEGAL ; BURKINA FASO ; BENIN ; MAROC ; ETHIOPIE ; AMERIQUE CENTRALE

217

Caractéristiques techniques d'un fonds souple. Se Servir de la Saison Sèche en Savane et dans le Sahel (SIX'S)

Anon., 1988

IRED

Forum (CHE)

1988. No 29, p. 70 - 74

PRET ; TAUX D'INTERET ; GROUPE D'INTERET ; ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE

AFRIQUE

218

Les fonds de garantie FADEP

Anon., 1985

IRED

IRED Forum (CHE)

1985. No 15, p. 62 - 67

CREDIT ; INSTITUTION FINANCIERE ; GROUPE D'INTERET ; ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE

SUISSE ; PAYS EN DEVELOPPEMENT ; SENEGAL ; RWANDA ; KENYA

219

"Papa-carte" et "maman- carte", une innovation dans le domaine du crédit

Anon., 1989

Association des Conducteurs de Chariots du Zaïre

IRED Forum

1989. No 31, p. 35

ASSOCIATION PROFESSIONNELLE ; CREDIT ; EPARGNE ; REVENU ; AUTOASSISTANCE ; FORMATION DE CAPITAL

ZAIRE

220

Contribution à l'étude des actions organisationnelles au sein du programme recherche-développement du projet Maradi (Niger)

Léonardi F., 1987

CNEARC ; ENSSAA ; CIRAD. DSA

Mémoire de Diplôme d'Ingénieur Agronomie Tropicale

Montpellier (FRA) : CNEARC, 1987. p 84. : réf., tabl.

PROJET DE DEVELOPPEMENT ; DEVELOPPEMENT RURAL ; COMMUNAUTE RURALE ; PRODUCTION DE SEMENCES ; CREDIT ; CEREALE ; STOCK REGULATEUR ; ENGRAIS

NIGER

221

Les bonnes actions

Anon., 1987

Le Monde, Suppl. Le Monde des Affaires (FRA)

1987/05/07. p. 7

MARCHE DE CAPITAUX ; PRET

PAYS DEVELOPPE ; PAYS EN DEVELOPPEMENT

222

A guide to community revolving loan funds

Anon., 1984

Voluntary Fund for the United Nations Decade for Women

New York (USA) : United Nations, 1984/01. p 155.

GROUPE D'INTERET ; ASSOCIATION PROFESSIONNELLE ; GROUPE SOCIAL ; ACTIVITE BANCAIRE ; DEVELOPPEMENT SOCIOECONOMIQUE

PAYS EN DEVELOPPEMENT ; AFRIQUE ; AMERIQUE LATINE ; ASIE

223

Mobilisation de l'épargne financière rurale au Sri Lanka : entraves et propositions de réforme

Fisher B., 1988

Savings and development (ITA)

1988. Vol.12, No 1, p.35 - 61

EPARGNE ; POPULATION RURALE ; ACTIVITE BANCAIRE ; INSTITUTION FINANCIERE ; SECTEUR INFORMEL ; POLITIQUE FINANCIERE

SRI LANKA

224

Le crédit transforme un village chilien

Quinones A., 1990

Forum du Développement (FRA)

1990/03-04. p 1.

CREDIT ; AUTOASSISTANCE ; COMMUNAUTE RURALE ; PAUVRETE ; DEVELOPPEMENT SOCIOECONOMIQUE

CHILI

225

Manuel pour l'établissement, les opérations et la gestion des banques de céréales

Kat J. ; Drop A., 1985

FAO

Bulletin des Services Agricoles de la FAO (ITA)

1985. p 94. : No 64

CEREALE ; STOCK REGULATEUR ; STOCKAGE ; GESTION

SAHEL

226

Le coton africain

Anon., 1990

Réseau Recherche-Développement ; GAO

La lettre du Réseau Recherche Développement (FRA)

1990/04. p. 2 - 26, No spécial

COTON ; PRODUCTION ; GROUPE D'INTERET ; VILLAGE ; CREDIT COOPERATIF

AFRIQUE

CHAPITRE SIXIÈME

LES PROGRES DANS LA CONNAISSANCE ET LA METHODE D'APPROCHE DES EMPRUNTEURS RURAUX

227

Paysans, experts et chercheurs en Afrique noire. Sciences sociales et développement rural

Boiral P. ; Lantéri J.F. ; Olivier De Sardan J.P., 1985

Paris (FRA) : CIFACE/KARTHALA, 1985. p 224.

RECHERCHE ; DEVELOPPEMENT RURAL ; SOCIOLOGIE ; SOCIOLOGIE RURALE ; PAYSANNERIE ; PROJET DE DEVELOPPEMENT ; EVALUATION DE PROJET

Plusieurs catégories d'acteurs sont à l'oeuvre dans l'entreprise du développement rural en Afrique Noire : les paysans eux-mêmes, les représentants de l'Etat, les experts étrangers et, enfin, les chercheurs en sciences sociales (ethnologues, linguistes, sociologues...) dont les enquêtes et les publications analysent et révèlent les enjeux en cours. Entre ces différents acteurs, les rapports ne sont pas toujours harmonieux, parce que tissés de toute une série de malentendus. Dans cet univers aux acteurs multiples, que peuvent bien avoir à dire les chercheurs en sciences sociales de l'ORSTOM, du CNRS ou de l'université ? Filière arachide au Sénégal, riziculture irriguée en Côte d'Ivoire, café et cacao au Togo... A partir d'études de cas, cet ouvrage rend compte des nouvelles directions de l'anthropologie et de la sociologie du développement. (Résumé de l'auteur).

228

Diagnostic et aide à la décision chez l'agriculteur : du champ cultivé au système de production

Duru M., 1987

Journée Systèmes Agraires de la Réunion Semestrielle du CGIAR ; 1987/05/19 ; Montpellier (FRA)

Cahiers de la Recherche Développement (FRA)

1987/12. No 16, p. 14 - 21 (8 p.) : 28 réf., 2 tabl., 5 graph. - Actualités

DEVELOPPEMENT RURAL ; AIDE A LA DECISION ; AGRICULTEUR ; SYSTEME DE PRODUCTION ; MODELE ; METHODE

FRANCE

Nous présentons une méthode d'analyse des processus agronomiques en vue d'effectuer des diagnostics et des prévisions dans les exploitations agricoles. A partir de deux exemples correspondant à des niveaux d'étude différents (le champ cultivé pour la conduite du blé d'hiver dans le Bassin Parisien, le système fourrager pour l'étude de l'hivernage du troupeau ovin dans les Pyrénées Centrales), nous montrons en quoi la modélisation constitue un outil pertinent pour ces objectifs de travail. Nous insistons tout particulièrement sur la décomposition dans le temps du processus de production en une succession d'états objectifs. Ces états servent alors de repères pour définir les opérations techniques à mettre en oeuvre.

229

Catégorisation des agents de développement à partir du cas français

Sénault P., 1987

Séminaire International sur les Politiques de Développement Régional en Méditerranée. 1 ; 1986/11/17-19 ; Montpellier (FRA)

Cahiers de la Recherche Développement (FRA)

1987/12. No 16, p. 22 - 27 (6 p.) : 14 réf. Actualités

DEVELOPPEMENT RURAL ; ANIMATION

FRANCE

Le développement de la société française, s'appuie sur un nombre important d'agents de développement dont les interventions sont très diverses et parfois même contradictoires. Une typologie de ces agents, établie d'après le rôle qu'ils jouent, montre que ces rôles sont apparus progressivement depuis la seconde guerre mondiale. A une période de croyance dans le modèle de croissance correspondent des agents de développement informateurs. Puis la contestation de ces modèles fait apparaître des agents animateurs. La perte de crédibilité de ce modèle exige aussi des agents formateurs permettant une confrontation permanente entre des personnes et leur environnement. Enfin la critique du modèle de croissance met en valeur une fonction nouvelle, l'agent organisateur ayant une analyse globale de la situation. Actuellement un nouveau profil se dessine. Sera-t-il un agent d'intégration permettant d'apporter les appuis techniques utiles à la gestion de dossiers de plus en plus complexes ?

230

Intérêt de l'analyse des systèmes d'exploitation pour la cohérence des actions de développement agricole : étude de quelques cas en région méditerranéenne

Barello A. ; Masson P. ; Rochon J.J., 1987

Université de Perpignan. Laboratoire d'Agronomie

Farming Systems Research Symposium ; 1986/10/05-08 ; Kansas (USA)

Cahiers de la Recherche Développement (FRA)

1987/12. No 16, p. 33 - 41 (9 p.) : 25 réf., 2 tabl., 1 graph. - Actualités

DEVELOPPEMENT RURAL ; ADOPTION DE L'INNOVATION ; CONTRAINTE

ALGERIE

Cette communication montre l'intérêt de l'analyse systémique des exploitations agricoles dans la conduite d'actions de recherche développement en ce qui concerne la cohérence entre les propositions de développement et la complexité des situations. Après avoir décrit la méthode qui consiste en une enquête auprès d'un échantillon d'exploitants et en un travail expérimental chez certains d'entre eux, nous présentons quatre cas pris en Algérie et dans le sud de la France mettant en valeur cette cohérence dans certains domaines : structures juridiques d'exploitations, systèmes pastoraux, dimension culturelle de la production, contraintes liées à l'environnement.

231

Projets de développement ou projets paysans ? Pour une pratique du dialogue agronomes-sociétés agraires

Belloncle G., 1983

Cahiers de la Recherche Développement (FRA)

1983/10. No 2, p. 53 - 59 (7 p.) : 22 réf. La Recherche Développement : quelques expériences, quelques idées

DEVELOPPEMENT RURAL ; PROJET DE DEVELOPPEMENT ; AGRICULTEUR ; SCIENCES SOCIALES ; SOCIOLOGIE RURALE

L'état actuel de l'agriculture africaine conduit l'auteur à en analyser une des causes : la présence de préjugés et de principes sociologiques et économiques erronés tels que les notions de - traditionnel et moderne - analphabétisme et ignorance - conservatisme et prudence ou celle plus complexe d'exploitation agricole familiale. L'introduction des sciences sociales dans les programmes de formation des cadres de l'agriculture permettrait de leur donner une approche synthétique qui traite les problèmes au niveau des intéractions entre les systèmes, de leur apprendre le langage de l'autre, de rechercher comment aider les communautés paysannes.

232

Systèmes de production et développement agricole dans le "Tiers Monde"

Dufumier M., 1985

In : Actualités

Cahiers de la Recherche Développement (FRA)

1985/04. No 6, p. 31 - 38 (8 p.) : 33 réf.

SYSTEME DE PRODUCTION ; DEVELOPPEMENT AGRICOLE ; EXPLOITATION AGRICOLE ; AGRICULTEUR ; STRATEGIE PAYSANNE ; CONTRAINTE ; PAYS EN DEVELOPPEMENT ; ECONOMIE

Pour ne pas être condamné à l'échec, les projets de développement agricole doivent prendre en compte la complexité des systèmes de production mis en oeuvre au niveau des exploitations agricoles. Celles-ci peut s'étudier au regard des itinéraires techniques, des associations et rotations de cultures des assolements, de la complémentarité agriculture-élevage, etc... Mais ils ne peuvent plus ignorer les objectifs économiques poursuivis par les agriculteurs : assurer l'auto-susbsistance, minimiser les risques, maximiser les revenus à l'hectare, accroître la rémunération par heure de travail, rentabiliser le capital investi etc... Ces objectifs peuvent être appréhendés au vu des conditions matérielles et sociales dans lesquelles travaillent les paysans : rapports de prix, tenure de la terre, conditions de crédit moyens de production disponibles, etc... Les projets de développement agricole doivent donc créer les conditions qui fassent en sorte que les paysans aient effectivement intérêt à poursuivre les objectifs qui leur sont proposés. De nombreux exemples viennent illustrer ces propos.

233

Organisations paysannes et vulgarisation

Gentil D. ; Devèze J.C., 1988

IRAM

Notes et Etudes (FRA)

Paris (FRA) : CCCE, 1988/06. No 10, p 17. : 14 réf.

ORGANISATION SOCIOECONOMIQUE ; PAYSANNERIE ; VULGARISATION ; CREDIT

Depuis le début des années 80, il existe une remise en cause des interventions dans le développement rural et notamment des grands projets. Cette interrogation provient à la fois de critiques internes : résultats insuffisants par rapport aux espérances, et de facteurs externes, crise des finances publiques et aggravation de l'endettement. C'est dans cette conjoncture qu'il faut replacer l'intérêt pour les organisations paysannes susceptibles de prendre en charge certaines fonctions jusque-là exercées par les structures de développement et la recherche d'autres systèmes de vulgarisation. Au même moment, la crise des institutions chargées du crédit agricole met en valeur l'intérêt de systèmes plus légers, associant épargne et crédit. Dans les trois cas, organisations paysannes, vulgarisation et crédit, il s'agit toujours de trouver des systèmes plus efficaces et moins coûteux, se fondant sur une nouvelle répartition des responsabilités entre encadrement et paysans. Celle-ci est avant tout recherchée par un transfert de certaines fonctions, jusque là exercées par des structures étatiques ou para-étatiques, à des structures paysannes. Dans ce rapport, les auteurs montrent les limites d'une telle approche et décrivent les grandes lignes des démarches administratives. (D'après le résumé des auteurs)

234

Les pratiques de trésorerie des agriculteurs. La gestion en quête d'une théorie

Chia E., 1987

INRA. SAD ; Université de Dijon. Faculté de Sciences Economiques et de Gestion

Thèse de Doctorat de 3ème cycle

Dijon (FRA) : Université de Dijon, 1987/06. p 342. : réf., tabl., graph.

GESTION DE L'EXPLOITATION AGRICOLE ; TRESORERIE ; MICROECONOMIE ; FONCTION DE PRODUCTION ; MODELISATION ; ANALYSE TECHNICO-ECONOMIQUE ; COUT DE PRODUCTION ; REVENU ; AIDE A LA DECISION ; PROGRAMMATION LINEAIRE ; LOGICIEL ; EXPLOITATION AGRICOLE

La gestion en agriculture et ailleurs se fait principalement à partir des documents comptables. Dans la réalité, peu d'agriculteurs les utilisent, ce n'est pas pour autant qu'ils gèrent leurs exploitations de façon incohérente. Le caractère familial des exploitations leur confère une logique propre qui n'est pas celle de "l'homo oeconomicus" de la théorie microéconomique. Ce travail tente de rendre compte du comportement réel des agriculteurs à partir de l'étude de leurs pratiques de trésorerie. Les pratiques sont déterminées par leur situation et leurs projets familiaux et tiennent compte de la reproduction du système famille-exploitation. Cette recherche tend à contribuer à l'élaboration d'outils de diagnostic et de gestion.

235

Un cadre élargi pour l'étude des systèmes de production en Afrique

Couty P. ; Lericollais A. ; Marchal J.Y. ; Raynaut C., 1984

ORSTOM

In : Diagnostics sur le fonctionnement des systèmes agraires

Cahiers de la Recherche Développement (FRA)

1984/01-04. No 3 - 4, p. 10 - 14 (5 p.) : 7 réf., 1 graph.

DIAGNOSTIC DU MILIEU ; SYSTEME AGRAIRE ; SYSTEME DE PRODUCTION ; ENQUETE ; RECHERCHE ; REGION ; HISTOIRE

SENEGAL ; BURKINA FASO ; NIGER

Trois expériences menées en Afrique Sahélienne (Sénégal, Haute Volta, Niger) combinant plusieurs niveaux d'observation dans une perspective transdisciplinaire, voudraient permettre une compréhension globale d'une réalité complexe et des interactions qui s'y jouent. Dans les trois cas, les chercheurs reconnaissent l'importance - d'une part de la communauté villageoise, des interactions des niveaux plus englobants ou des nuances perceptibles au niveau de l'exploitation, - d'autre part de l'analyse de la dimension temporelle. Cet article est illustré par la première partie d'une intervention de J.Y. MARCHAL dans l'atelier 1 des journées Recherche Développement de novembre 82, dans laquelle l'auteur propose l'étude du paysage rural en superposant les paysages du pédologue, du botaniste, du géographe et de l'aménageur afin de mieux préparer des projets d'aménagement du territoire.

236

Quelle gestion de trésorerie pour les agriculteurs ?

Brossier J. ; Chia E. ; Marshall E., 1988

INRA. SAD

Cérès et Comprendre (FRA)

1988/09. p. 41 - 55

GESTION ; INVESTISSEMENT ; TRESORERIE ; METHODE ; EXPLOITATION AGRICOLE

FRANCE

L'étude des pratiques de trésorerie des agriculteurs s'inscrit dans une recherche pluridisciplinaire plus large sur les outils et références utilisés par les agriculteurs pour la conduite de leur exploitations. A partir de l'observation des pratiques des agriculteurs pendant plusieurs années, les auteurs ont posé les bases d'une gestion à partir des flux physiques et monétaires, flux directement identifiables par les agriculteurs. Les pratiques de gestion sont très différenciées suivant les agriculteurs. Un des outils d'observation de ces pratiques est devenu un outil de gestion. Il est mis au point et informatisé par Eduardo Chia. Ces méthodes sont particulièrement adaptées aux exploitations où les interrelations financières entre la famille et l'exploitation sont très importantes. Elles ont aussi des conséquences en matière de formation initiale et continue. Ce texte a fait l'objet d'une communication au 9ème symposium des économistes en novembre 1985 à Copenhague.

237

Diagnostic global d'exploitation agricole : une proposition méthodologique

Benoit M. ; Brossier J. ; Chia E. ; Marshall E. ; Roux M. ; Morlon P. ; Teilhard de Chardin B., 1988

INRA. SAD

Etudes et Recherche sur les Systèmes Agraires et le Développement (FRA)

INRA. 1988/05. No 12

EXPLOITATION AGRICOLE ; DIAGNOSTIC ; ANALYSE DE SYSTEME

FRANCE

Pour élaborer un diagnostic d'exploitation, nous proposons une démarche systématique qui permet de repérer l'ensemble des atouts et des contraintes de l'exploitation. Pour équilibrer une approche globale avec une analyse plus détaillée, elle introduit un niveau intermédiaire, appelé fonction productive. Le diagnostic est produit par un observateur extérieur qui, en utilisant le référentiel dont il dispose, va apprécier les performances des différentes activités de l'exploitation et les liens qu'elles ont entre elles. La méthode proposée s'appuie sur une enquête réalisable en une demi-journée sur l'exploitation. Cette méthode ne se substitue nullement à celles mises au point par diverses équipes de l'INRA-SAD ou d'autres organismes. En effet, elle n'est ni un outil de gestion directe ou d'aide à la décision, ni un outil pour élaborer une typologie. Elle est plutôt un complément de ces outils avec lesquels elle peut s'articuler. Pour atteindre un caractère opérationnel, cette méthode a été testée plusieurs fois, spécialement dans des exploitations laitières de Lorraine et de Haute-Savoie, par des chercheurs et des agents du développement. Il s'agit plus d'une démarche que d'un outil figé et fixé.

238

Peasant economics ; farm households and agrarian development

Ellis F., 1990

University of East Anglia, (GBR)

Cambridge (GBR) : Cambridge University Press. - 257 p.

ANALYSE ECONOMIQUE ; EXPLOITATION AGRICOLE ; COMPORTEMENT ECONOMIQUE ; GESTION ; ROLE DES FEMMES ; RISQUE ; THEORIE ECONOMIQUE

This textbook sets out the economic analysis of peasant farm production. It differs from other textbooks in agricultural production economics in its explicit recognition of the peasant household as a type of farm enterprise. The book is innovative in several ways. Its use of the term peasant lends social and historical dimensions to the analysis of farm production, often missing in agricultural economics texts. It sets out alternative theories of farm household behaviour in a way that enables their assumptions, predictions, and policy implications to be readily compared and contrasted. It contains chapters on the latest topics in this field, including the new farm household economics models, concepts for the analysis of women in farm households, farm size and technical change. The book is designed to be accessible to the non specialist reader as well as for students of agricultural economics and related disciplines concerned with agricultural development. (The author)

239

Quelques réflexions sur l'étude des systèmes sociaux de production agricole

Malassis L., 1982

Montpellier (FRA) : ENSAM. p 8. multigr.

SYSTEME DE PRODUCTION

240

Recherches sur les pratiques des agriculteurs

Milleville P., 1987

ORSTOM

Journée Systèmes Agraires de la Réunion Semestrielle du CGIAR ; 1987/05/19 ; Montpellier (FRA)

Cahiers de la Recherche Développement (FRA)

1987/12. No 16, p. 3 - 7 (5 p.) : 13 réf. Actualités

DEVELOPPEMENT RURAL ; AGRICULTEUR ; SYSTEME D'EXPLOITATION AGRICOLE

241

Les unités expérimentales du Siné-Saloum au Sénégal. Présentation du projet

Benoit Cattin M., 1983

GERDAT

Cahiers de la Recherche Développement (FRA)

1983/10. No 2, p. 23 - 29 (7 p.) : 9 graph.

PROJET DE RECHERCHE DEVELOPPEMENT ; HISTOIRE ; VULGARISATION ; EVALUATION DE PROJET ; RECHERCHE EN MILIEU PAYSAN ; EXPERIMENTATION

SENEGAL

242

Intérêts et exigences méthodologiques d'une approche systémique de la production agricole

Jouve P., 1982

Journées sur la Recherche Développement en Milieu Rural ; 1982/11/08-10 ; Montpellier (FRA)

Montpellier (FRA) : GERDAT-DSA, 1982. p 13.

APPROCHE SYSTEMIQUE ; SYSTEME DE PRODUCTION ; METHODE

243

Le diagnostic agronomique préalable aux opérations de Recherche-Développement

Jouve P., 1984

In : Diagnostics sur le fonctionnement des systèmes agraires

Cahiers de la Recherche Développement (FRA)

1984/01-04. No 3 - 4, p. 67 - 76 (10 p.) : 22 réf., 1 tabl.

RECHERCHE DE DEVELOPPEMENT ; DIAGNOSTIC AGRONOMIQUE ; SYSTEME AGRAIRE ; PROJET RECHERCHE DEVELOPPEMENT ; REGION ; AGRICULTURE ; ANALYSE DU MILIEU RURAL ; AIDE A LA DECISION

MAROC

244

Innovation policy for small farmers in the tropics : the economics of technical innovations for agricultural development

Ruthenberg H. ; Jahnke H.E. (ed.), 1985

Oxford (GBR) : Clarendon Press, 1985. p 176. : réf., tabl.

DEVELOPPEMENT AGRICOLE ; PRODUCTION ; EXPLOITATION AGRICOLE ; INNOVATION ; ECONOMIE ; AGRICULTURE ; CHANGEMENT SOCIAL ; TECHNOLOGIE APPROPRIEE ; ADOPTION DE L'INNOVATION ; RECHERCHE ; RIZ ; COTON ; COUT DE PRODUCTION ; MECANISATION

ASIE ; KENYA

245

Recherche et développement en agriculture

Billaz R. ; Dufumier M., 1980

Techniques Vivantes. Développement en Zones Arides (FRA)

Paris (FRA) : Presses Universitaires de France, 1980. p 190.

RECHERCHE ; DEVELOPPEMENT AGRICOLE

AFRIQUE OCCIDENTALE ; AMERIQUE CENTRALE ; AFRIQUE DU NORD ; ALGERIE ; TUNISIE ; SENEGAL ; NIGER ; NICARAGUA

246

Méthodes d'analyse et de représentation des structures socio-économiques réelles de production

Anon., 1974

GERDAT

Séminaire d'économie rurale, CNRA ; 1974/01/10-12 ; Bambey (SEN)

Paris (FRA) : GERDAT. p 35.

STRUCTURE DE PRODUCTION ; SYSTEME D'EXPLOITATION AGRICOLE ; ENQUETE ; METHODE ; MODELE ; VULGARISATION ; EXPERIMENTATION ; STRUCTURE SOCIALE

AFRIQUE AU SUD DU SAHARA

247

Analyse technico-économique d'unités de production agricoles Sénoufos - Fonsebougou - Mali. Contribution pour éclairer les actions de recherche développement et les politiques agricoles

Brossier J. ; Jager B., 1984

IER du Mali ; Division de Recherche sur les Systèmes de Production Rurale

Sikasso (MLI) : IER-DRSPR, 1984/01. p 150. : 32 réf., 49 tabl., 16 graph., dicti.: 2 p.

SYSTEME D'EXPLOITATION AGRICOLE ; PRODUCTION ; CEREALE ; TRACTION ANIMALE ; COMMERCIALISATION ; POLITIQUE DES PRIX ; MODELE ; ANALYSE TECHNICO-ECONOMIQUE ; PROGRAMMATION LINEAIRE ; SYSTEME DE PRODUCTION ; CULTURE ATTELEE ; METHODE

MALI

248

Actes du séminaire de Montpellier. Thème : gestion technico-économique de l'exploitation agricole

Anon., 1984

GERDAT

Séminaire Economie Rurale GERDAT ; 1983/09/12-16 ; Montpellier (FRA)

Paris (FRA) : GERDAT, 1984/09. p 161. : 10 ill., 17 réf., 18 tabl., 2 graph.

SYSTEME D'EXPLOITATION AGRICOLE ; ECONOMIE ; ANALYSE ECONOMIQUE

FRANCE ; AFRIQUE TROPICALE

249

Mais, où sont donc ces unités économiques que nos amis cherchent tant en Afrique

Gastellu J.M., 1979

AMIRA

Colloque : Evaluation du Développement Rural et Méthodes d'Investigation ; 1979/01/10-12 ; Paris (FRA)

In : Evaluation du développement rural et méthodes d'investigation. Annexes : les communications reçues

Paris (FRA) : AMIRA, 1979. p. 1 - 21 (20 p.)

RECHERCHE ; METHODE ; ENQUETE ; SOCIOLOGIE RURALE ; GROUPE SOCIAL ; ORGANISATION SOCIOECONOMIQUE ; MENAGE

AFRIQUE

250

La fonction diagnostic appliquée à l'étude des systèmes agraires

Jouve P. ; Clouet Y., 1984

In : Diagnostics sur le fonctionnement des systèmes agraires

Cahiers de la Recherche Développement (FRA)

1984/01-04. No 3 - 4, p. 5 - 9 (5 p.) : 1 tabl.

SYSTEME AGRAIRE ; DIAGNOSTIC DU MILIEU ; ANALYSE DU MILIEU RURAL ; METHODE

251

Economie de l'entreprise agricole : Préparation des décisions

Cordonnier P. ; Carles R. ; Marsal P., 1977

Paris (FRA) : Cujas, 1977. p 541.

GESTION DE L'EXPLOITATION AGRICOLE ; EXPLOITATION AGRICOLE ; COMPTABILITE ; ANALYSE ECONOMIQUE ; MAIN D'OEUVRE ; CAPITAL ; PRIX ; ANALYSE STATISTIQUE ; AIDE A LA DECISION ; FONCTION DE PRODUCTION ; MODELISATION ; METHODE

252

De la touffe d'herbe au paysage. Troupeaux et territoires, échelles et organisations

Hubert B. ; Girault N., 1988

INRA. SAD

Séminaire : De la touffe d'herbe au paysage ; 1983/01/13-14 ; Viens (FRA)

Paris (FRA) : INRA-SAD, 1988. p 336. : réf.

APPROCHE SYSTEMIQUE ; ELEVAGE ; SYSTEME SYLVOPASTORAL ; PALMERAIE

FRANCE ; AFRIQUE DU NORD

253

Nouvelle gestion des exploitations agricoles. - 2ème. ed.

Chombart De Lauwe J. ; Poitevin J. ; Tirel J.C., 1969

Paris (FRA) : DUNOD, 1969. p 507

GESTION DE L'EXPLOITATION AGRICOLE ; COMPTABILITE ; PROFIT ; PRODUCTIVITE ; STRUCTURE D'EXPLOITATION AGRICOLE ; AIDE A LA DECISION ; METHODE ; CONSEIL DE GESTION ; ANALYSE COUT AVANTAGE ; ANALYSE ECONOMIQUE ; PROGRAMMATION LINEAIRE ; FACTEUR DE PRODUCTION

254

Recherche et Vulgarisation agricole en Afrique. Eléments d'analyse. Quelques repères quant aux interventions du CIRAD

Anon., 1989

CIRAD

Montpellier (FRA) : CIRAD, 1989/11. p 71. - No DSA 1989/47

VULGARISATION ; APPROCHE SYSTEMIQUE ; RECHERCHE-DEVELOPPEMENT ; ORGANISATION SOCIOECONOMIQUE ; PAYSANNERIE ; SYSTEME FORMATION-VISITE

255

Approche globale de l'Exploitation Agricole. Comprendre le fonctionnement de l'Exploitation Agricole : Une méthode pour la formation et le développement

Bonneviale J.R. ; Jussiau R. ; Marshall E. ; Bonneau P. ; Capillon A. ;, 1989

Document INRAP (FRA)

Dijon (FRA) : INRAP, 1989/10. No 90, p 329. : réf., tabl.

EXPLOITATION AGRICOLE ; APPROCHE SYSTEMIQUE ; METHODE ; PROGRAMMATION LINEAIRE ; AIDE A LA DECISION ; PRATIQUE PAYSANNE ; SYSTEME DE PRODUCTION ; ORGANISATION DU TRAVAIL ; EQUIPEMENT ; BATIMENT ; ANALYSE SOCIOECONOMIQUE ; TRESORERIE ; REVENU ; MENAGE

FRANCE ; MAROC

256

Essai d'évaluation des acquis de la recherche agronomique au regard du développement en zones Soudano-Sahélienne (Afrique). Tome 1 - Rapport - Tome 2 - Annexes et bibliographie

Bosc P.M. ; Yung J.M. ; Fauck R., 1989

Montpellier (FRA) : CIRAD-DSA, 1989/10. p 420. : réf., tabl., graph. - No DSA 1989/44

RECHERCHE ; FERTILITE DU SOL ; PRODUCTION VEGETALE ; CEREALE ; SORGHO ; RIZ ; ARACHIDE ; COTON ; CULTURE MARAICHERE ; ELEVAGE ; APPROCHE SYSTEMIQUE ; METHODE ; ETUDE DE CAS ; AMENAGEMENT HYDRO-AGRICOLE ; FORET

AFRIQUE ; SENEGAL ; BURKINA FASO ; MALI

257

Social formations and land use : theoretical models, empirical objections, and some policy queries

Jiggins J., 1978

ODI, (GBR)

Colloque de Ouagadougou - 1978/12/4-8, Ouagadougou (BFA)

1978/12. p. 23 - 34

PRODUCTEUR AGRICOLE ; COMPORTEMENT ECONOMIQUE ; COMPORTEMENT SOCIAL ; RISQUE ; DEVELOPPEMENT AGRICOLE ; POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT

PAYS EN DEVELOPPEMENT

258

La recherche sur les systèmes d'exploitation offre de nouvelles perspectives

Hendry P., 1987

Cérès (FRA)

1987. No 120, p. 13 - 15

SYSTEME D'EXPLOITATION AGRICOLE ; RECHERCHE ; METHODE ; EVALUATION

PAYS EN DEVELOPPEMENT

259

Diversification des revenus des ménages ruraux au Burkina Faso

Reardon T. ; Delgado C., 1990

IFPRI

1990. 2 t.

REVENU ; POPULATION RURALE ; ACTIVITE COMPLEMENTAIRE DES RURAUX ; COMPORTEMENT ECONOMIQUE ; COMPORTEMENT SOCIAL

BURKINA FASO

260

Pratique de la gestion en groupe : 24 expériences de terrain

Charpenet B. ; Guichard M., 1985

FNGEDA

Travaux et Innovations (FRA)

Paris (FRA) : FNGEDA, 1985/11. No 2210, p. 110

EXPLOITATION AGRICOLE ; GESTION ; ETUDE DE CAS ; COMPTABILITE ; FORMATION ; AGRICULTURE DE GROUPE

FRANCE

261

Le foyer rural face aux réalités

Anon., 1984

Cérès

1984. No 100, p. 50

PAUVRETE ; MENAGE ; POPULATION RURALE ; ROLE DES FEMMES ; AGRICULTURE ; ACTIVITE COMPLEMENTAIRE DES RURAUX

PAYS EN DEVELOPPEMENT

262

Comment se décide un investissement

Klopfer M., 1986

Science et Vie Economie

1986/04. No 16, p. 49 - 53

INVESTISSEMENT ; AIDE A LA DECISION ; METHODE ; RISQUE ; RENTABILITE

FRANCE

263

A techniques appropriées, circonstances appropriées

Rôling N., 1984

Cérès

1984. No 97, p. 15 - 19

DEVELOPPEMENT AGRICOLE ; COMMUNAUTE RURALE ; INNOVATION ; VULGARISATION ; AGRICULTURE ; AIDE A LA DECISION ; PAUVRETE

PAYS EN DEVELOPPEMENT

264

Farm Business Management. Successful Decisions in a Changing Environment

Calkins P.H. ; DiPietre D.D., 1983

1983. p 437.

GESTION ; POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT ; FINANCEMENT ; AIDE A LA DECISION ; FORMATION DE CAPITAL ; EXPLOITATION AGRICOLE ; FACTEUR DE PRODUCTION ; DEVELOPPEMENT AGRICOLE

MONDE

265

Suivi et enseignement de la gestion des exploitations agricoles

Marshall E., 1985

Education Permanente

1985/05. No 77, p.53 - 75.

FRANCE

266

Liaison entre la recherche sur les systèmes de production rurale et la vulgarisation : l'expérience du Mali

Verbeek K. ; Sanogo B. ; Kleene P., 1986

IER du Mali ; Division de Recherche sur les Systèmes de Production Rurale

Université du Kansas (USA) : 1986/05-08. p 17. : réf.

RECHERCHE-DEVELOPPEMENT ; DEVELOPPEMENT AGRICOLE ; VULGARISATION ; CREDIT

MALI

267

"Economie de l'Exploitation Agricole". Rapport du groupe thématique

Anon., 1986

INRA. ESR

Thiverval-Grignon (FRA) : INRA, 1986/12. p 306. : réf.

EXPLOITATION AGRICOLE ; ECONOMIE ; MICROECONOMIE ; GESTION DE L'EXPLOITATION AGRICOLE ; INFORMATIQUE ; AIDE A LA DECISION ; MODELE ; FORMATION ; VULGARISATION ; BUDGET ; SYSTEME D'EXPLOITATION AGRICOLE ; SYSTEME DE PRODUCTION ; PROGRAMMATION LINEAIRE

268

Groupements paysans et productivité agricole. Expériences africaines

Schneider H., 1988

OCDE

Textes du Centre de Développement (FRA)

Paris (FRA) : OCDE, 1988. p 96. : réf.

ASSOCIATION D'AGRICULTEURS ; PRODUCTIVITE ; DEVELOPPEMENT AGRICOLE ; SOCIOLOGIE RURALE ; PAYSANNERIE ; ETUDE DE CAS ; ENQUETE ; ACTIVITE COOPERATIVE ; REVENU ; CREDIT

BURKINA FASO ; GHANA ; RWANDA ; SENEGAL

269

Caribbean peasantry in the confines of the plantation mode of production

Beckford G.L., 1985

University of West Indies. Department of Economics, Kingston (JAM)

International Social Science Journal (FRA)

1985. Vol. 37, No 3, p. 401 - 414 : ill., tabl.

SYSTEME D'EXPLOITATION AGRICOLE ; POPULATION ; MARCHE ; EXPORTATION ; SUCRE ; FEODALISME ; MODE DE FAIRE VALOIR ; PAYSANNERIE ; TRAVAIL DU SOL ; CREDIT ; EXPLOITATION AGRICOLE ; ECONOMIE ; SOCIOLOGIE ; DEVELOPPEMENT RURAL ; PAUVRETE ; ZONE RURALE ; POPULATION RURALE

CARAIBES

270

Actes du séminaire.
Tome 1 : Gestion technico-économique de l'exploitation agricole.
Tome 2 : Traction animale, forêt et agriculture en région tropicale humide, gestion technico-économique de l'exploitation agricole

Anon., 1984

GERDAT

Séminaire ; 1983/09/12-16 ; Montpellier (FRA)

Montpellier (FRA) : GERDAT, 1984. 2 vol., p 255.

EXPLOITATION AGRICOLE ; GESTION DE L'EXPLOITATION AGRICOLE ; ECONOMIE ; SYSTEME DE PRODUCTION ; ENQUETE ; INFORMATIQUE ; TRACTION ANIMALE ; FORET ; SOCIOLOGIE RURALE ; CEREALE ; TOMATE ;

ZONE TROPICALE ; ZONE HUMIDE

271

Ostentation, destruction, reproduction

Meillassoux C., 1968

In : Terrains et Théories

Paris (FRA) : Anthropos, 1977. p 157 - 188. : réf.

ANTHROPOLOGIE SOCIALE ; HISTOIRE ; COMMUNAUTE RURALE ; CHANGEMENT SOCIAL ; COMPORTEMENT ECONOMIQUE

AFRIQUE

272

Facteurs économiques et sociaux affectant les échanges en pays Guro

Meillassoux C., 1962

In : Terrains et Théories

Paris (FRA) : Anthropos, 1977. p 189 - 212. : réf.

ANTHROPOLOGIE SOCIALE ; HISTOIRE ; COMMUNAUTE RURALE ; CHANGEMENT SOCIAL ; COMPORTEMENT ECONOMIQUE ; INDICATEUR ECONOMIQUE ; INDICATEUR SOCIAL

AFRIQUE ; COTE D'IVOIRE

273

Analyse de l'exploitation agricole paysanne en phase de transition de l'agriculture de subsistance à l'intégration au marché

Sauvain P., 1987

Zurich (CHE) : 1987/11. p 26. + annexes

EXPLOITATION AGRICOLE ; ANALYSE MICROECONOMIQUE ; AIDE A LA DECISION ; METHODE ; COMPTABILITE ; GESTION

PAYS EN DEVELOPPEMENT

274

Le conseil aux exploitations agricoles : extrait du mémento à l'usage de l'agent du développement rural

Mercoiret M.R. ; Bélières J.F., 1989

CIRAD. DSA

1989/10/12. p 20.

AIDE A LA DECISION ; EXPLOITATION AGRICOLE ; AGENT DE VULGARISATION ; INNOVATION ; INDICATEUR ECONOMIQUE ; AIDE AU DEVELOPPEMENT

FRANCE ; PAYS EN DEVELOPPEMENT

275

Le concept de modèle général et la compréhension du comportement de l'agriculteur

Sébillotte M. ; Soler L.G., 1988

Comptes-rendus de l'Académie de l'Agriculture de France

1988. Vol. 74, No 4, p. 59 - 71

AIDE A LA DECISION ; COMPORTEMENT ECONOMIQUE ; COMPORTEMENT SOCIAL ; REVENU

FRANCE

276

Les problèmes que pose aujourd'hui la production de références techniques. Un travail au niveau des systèmes d'exploitation. Le cas de l'Aveyron

Rouquette J.L., 1988

Comptes-rendus de l'Académie de l'Agriculture de France

1988. Vol. 74, No 4, p.51 - 59

AIDE A LA DECISION ; ANALYSE DE SYSTEME ; EXPLOITATION AGRICOLE

FRANCE

277

Les problèmes que pose aujourd'hui la production de références techniques. Le cas des références techniques

Faivre-Dupaigre R., 1988

Comptes-rendus de l'Académie de l'Agriculture de France

1988. Vol. 74, No 4, p. 45 - 51

AIDE A LA DECISION ; ANALYSE DE SYSTEME ; EXPLOITATION AGRICOLE ; COMPORTEMENT ECONOMIQUE ; COMPORTEMENT SOCIAL ; REVENU

FRANCE

278

Quelques réflexions sur le conseil de gestion tel que pratique dans un centre de gestion du Sud-Ouest de la France

Bélières J.F., 1989

CIRAD. DSA

Montpellier (FRA) : CIRAD-DSA, 1989/03. p 15.

AIDE A LA DECISION ; EXPLOITATION AGRICOLE ; AGENT DE VULGARISATION ; INNOVATION ; INDICATEUR ECONOMIQUE ; REVENU ; AIDE AU DEVELOPPEMENT

FRANCE

279

Compte-rendu général du séminaire de Montpellier du 17 au 21 septembre 1984 : thème 2 : gestion technico-économique de l'exploitation agricole

Anon., 1985

CIRAD

Séminaire de la MESRU du CIRAD ; 1984/09/17-21 ; Montpellier (FRA)

Montpellier (FRA) : CIRAD, 1985/07. p.31 - 38.

EXPLOITATION AGRICOLE ; ANALYSE MICROECONOMIQUE ; RECHERCHE-DEVELOPPEMENT ; GESTION

PAYS EN DEVELOPPEMENT

280

Approche de la diversité

Anon., 1984

INRA. Groupe d'Echanges Scientifiques sur les Activités de Développement Agricole et Rural

ANALYSE ECONOMIQUE ; EXPLOITATION AGRICOLE ; TYPOLOGIE ; DEVELOPPEMENT RURAL ; DEVELOPPEMENT AGRICOLE ; COMPORTEMENT ECONOMIQUE ; COMPORTEMENT SOCIAL ; AGRICULTEUR ; RECHERCHE

FRANCE

281

Gestion de l'exploitation agricole. Eléments pour la prise de décision

Réthoré A. ; Riquier D., 1988

Agriculture d'Aujourd'hui, Sciences, Techniques, Application (FRA)

Paris (FRA) : Lavoisier, 1988. p 250. : tabl., 5 graph.

EXPLOITATION AGRICOLE ; GESTION ; AIDE A LA DECISION ; MICROECONOMIE ; SYSTEME D'EXPLOITATION AGRICOLE ; SYSTEME DE PRODUCTION ; COMPTABILITE ; BUDGET ; FINANCEMENT ; METHODE ; ETUDE DE CAS

282

Pour une approche globale de l'exploitation agricole

Petit M., 1978

s.l. : s.n., 1978/11. p 9. : 9 réf., 3 graph.

APPROCHE SYSTEMIQUE ; ANALYSE ECONOMIQUE ; COMPORTEMENT ECONOMIQUE ; COMPORTEMENT SOCIAL ; AIDE A LA DECISION ; EXPLOITATION AGRICOLE

FRANCE

283

Mémento à l'usage des encadreurs - "L'approche Village"

Kleene P., 1988

IER du Mali. Division de Recherche sur les Systèmes de Production Rurale ; CMDT

Amsterdam (NLD) : KIT, 1988/01. p 69. : 2 tabl.

VILLAGE ; METHODE ; DIAGNOSTIC ; ANALYSE ECONOMIQUE ; INDICATEUR ECONOMIQUE ; INDICATEUR SOCIAL ; ETUDE DE CAS ; FORMATION PROFESSIONNELLE ; DEVELOPPEMENT AGRICOLE

MALI

284

Spécial Alternatives : BRESIL

Anon., 1989

CIMADE ; Projet technologies et Alternatives, (BRE)

CIMADE - Information

1989/11-12. p 67., No Hors Série

ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE ; RECHERCHE-DEVELOPPEMENT ; VULGARISATION ; FORMATION ; INNOVATION ; TECHNOLOGIE APPROPRIEE ; PROJET DE DEVELOPPEMENT

BRESIL

285

Recherches sur la gestion des exploitations agricoles pour le développement du petit paysannat

Dillon J. ; Hardoker B.J., 1983

FAO ; University of New England, Amidole (AUS)

Bulletin des Services Agricoles de la FAO (ITA)

1983. p 221. : No 41

DEVELOPPEMENT RURAL ; GESTION DE L'EXPLOITATION AGRICOLE ; POLITIQUE AGRICOLE ; COLLECTE DE DONNEES ; ANALYSE ECONOMIQUE ; EXPLOITATION AGRICOLE

PAYS EN DEVELOPPEMENT

286

L'entreprise agricole dans les pays en développement. Actes du Colloque

Diarra M. ; Belloncle G., 1987

Ecole Internationale de Bordeaux ; ACCT

EIB. Notes et Documents, Synthèses de Sessions (FRA)

Talence (FRA) : ACCT-EIB, 1987/12. p 202. No 10

EXPLOITATION AGRICOLE ; FINANCEMENT ; AIDE AU DEVELOPPEMENT

PAYS EN DEVELOPPEMENT ; PAYS DEVELOPPE ; AFRIQUE

CHAPITRE SEPTIÈME

LE CREDIT AUX UNITES DE PRODUCTION RURALE : DES APPROCHES RENOUVELEES OU INNOVANTES

1 - Le crédit aux pauvres et l'autopromotion
2 - Une orientation vers les petits agriculteurs
3 - Les initiatives mutualistes
4 - La Gramen Bank au Bangladesh
5 - L'expérience du FIRA au Mexique
6 - La Banque de Bahn au Burkina Faso
7 - Le crédit aux PME et aux micro-entreprises du secteur informel
8 - Autres initiatives novatrices

7.1

Le crédit aux pauvres et l'autopromotion

287

Banking the unbankable. Bringing credit to the poor

Bakhoum I. ; Bhaskara H. ; Chimbano C. ; Gonzalez M. E. ; Ogana W. ; Ogola H. ; Quinones A. ; Rahman J. ; Sadeque N. ; Venkatramani G. ; Wanigasundara M. , 1989

Panos Institute

London (GBR) : PANOS, 1989. p 223. : ill., cart.

CREDIT ; EPARGNE ; POPULATION RURALE ; PAUVRETE ; TAUX D'INTERET ; COOPERATIVE ; ECONOMIE ; ZONE RURALE

PAKISTAN ; COLOMBIE ; KENYA ; SENEGAL ; SRI LANKA ; TANZANIE ; BANGLADESH ; ZAMBIE ; CHILI ; INDONESIE ; INDE

Les auteurs de ce document se posent la question de savoir si un système de crédit financier est viable chez les populations pauvres. Ils analysent ainsi, onze cas de systèmes de crédit mis en place dans certains pays en développement pour les populations pauvres. Parmi les cas traités, on note, la grande diversité des méthodes et expériences. Chaque cas s'adapte dans un contexte et un environnement bien spécifique. On note dans les différents cas le rôle important joué par les femmes à travers les tontines et autres mécanismes d'épargne informelle dans le développement du crédit financier rural. Le rôle joué par les organismes non gouvernementaux est également mis en évidence dans cette étude.

288

Quatrième consultation technique sur le programme de développement du crédit agricole (SACRED). Promotion du financement rural orientée vers les groupes cibles. L'approche GTZ

Anon., 1988

FAO

Quatrième consultation technique sur le programme international de développement du crédit agricole ; 1988/06/21-23 ; Rome (ITA)

Rome (ITA) : FAO, 1988. p 19.

FINANCEMENT ; GROUPE SOCIAL ; POPULATION RURALE ; MARCHE DE CAPITAUX ; INSTITUTION FINANCIERE

L'exposé, élaboré par la GTZ, souligne l'importance des services financiers dans le processus de développement du monde rural. Pour un développement harmonieux, l'effort de financement du milieu rural, doit toucher toutes les couches sociales, en particulier les populations les plus pauvres. La coopération allemande préconise la promotion du financement rural orientée vers les groupes cibles. Le succès de cette stratégie dépend de la collaboration de tous les intervenants financiers du monde rural pour la promotion des structures autogérées par les groupes cibles.

289

Quatrième consultation technique sur le programme international de développement du crédit agricole. La promotion de la bancarisation des pauvres : L'expérience de l'APRACA

Anon., 1988

FAO

Quatrième consultation technique sur le programme international de développement du crédit agricole ; 1988/06/21-23 ; Rome (ITA)

Rome (ITA): FAO, 1988. p 17

CREDIT ; PRET ; POPULATION RURALE ; PAUVRETE ; EPARGNE ; GROUPE D'INTERET ; SOCIAL

De par l'histoire coloniale, la structure financière des pays d'Asie et du Pacifique se situe à deux niveaux : d'un côté, des institutions financières à structures formelles, accessibles aux industriels et aux riches commerçants, et de l'autre côté, des structures informelles réservées aux pauvres. De nombreux états de la région,conscients du rôle d'un bon système financier pour le développement rural, avaient entrepris des programmes de bancarisation des pauvres. De nombreuses faiblesses sont apparues pour la mise en exécution de ces programmes. L'Association Régionale du Crédit Agricole pour l'Asie et le Pacifique, a proposé, au cours de la quatrième consultation sur le développement du crédit agricole, des approches alternatives pour une meilleure bancarisation des populations pauvres. Pour cette association, les principales actions à mener portent sur la mobilisation de l'épargne locale, la constitution des groupements de paysans autogérés, la recherche d'une collaboration entre les systèmes financiers formels et informels.

290

L'importance de l'épargne en lutte contre la pauvreté par l'autopromotion, tome 1

Bédard G., 1986

DSE ; DSGV ; BMZ

Atelier international sur l'importance de l'épargne en lutte contre la pauvreté par l'autopromotion ; 1986/06/18-20 ; Bonn (RFA)

Berlin (RFA) : DSE, 1986. p 125.

INSTITUTION FINANCIERE ; GROUPE SOCIAL ; CREDIT ; EPARGNE ; AUTOASSISTANCE

MALI ; PEROU ; ZIMBABWE ; RWANDA ; BURKINA FASO

En vue de promouvoir le financement du développement du monde rural, la mobilisation de l'épargne des ménages apparait comme une approche raisonnable et prometteuse pour la politique de développement des pays du tiers monde. L'atelier initié par la coopération allemande avait pour but d'engager une réflexion entre les différents acteurs du développement rural sur le rôle de l'épargne dans le développement autonome des populations pauvres. Le document présente dans son premier tome, le déroulement des travaux. Au cours de ces travaux , les problèmes ayant trait à l'épargne ont été analysés : l'épargne et ses typologies, l'épargne et sa mobilisation, l'épargne et son environnement etc... L'atelier a permis aux participants de faire sept études de cas sur les différents modèles d'épargne dont cinq des pays en développement et deux de l'Allemagne. Ces études de cas sont détaillées dans le deuxième tome du rapport de l'atelier.

291

L'importance de l'épargne en lutte contre la pauvreté par l'autopromotion tome 2

Bédard G., 1986

DSE ; DSGV ; BMZ

Atelier international sur l'importance de l'épargne en lutte contre la pauvreté par l'autopromotion ; 1986/06/18-20 ; Bonn (RFA)

Berlin (RFA): DSE, 1986. p 125 : 2 ill., cart.: 1 au 1/3500000, tabl.

EPARGNE ; CREDIT ; GROUPE SOCIAL ; INSTITUTION FINANCIERE ; CREDIT COOPERATIF ; SECTEUR INFORMEL ; RISQUE

MALI ; BURKINA FASO ; RWANDA ; ZIMBABWE ; PEROU

Le deuxième tome du rapport de l'atelier international sur l'importance de l'épargne en lutte contre la pauvreté par l'autopromotion, présente l'étude de cas de sept institutions d'épargne dont deux sur les caisses d'épargne allemandes et cinq sur les pays en développement : Pérou, Zimbabwe, Mali, Rwanda, Burkina Faso. Deux importantes communications faites au cours des travaux par deux spécialistes allemands, sur le développement de l'épargne et du crédit sont annexés au présent rapport.

292

La lutte contre la pauvreté à travers l'autopromotion

Von Thun F., 1985

DSE ; BMZ

Conférence internationale sur la lutte contre la pauvreté à travers l'autopromotion ; 1985/01/14-19 ; Feldafing (RFA)

Feldafing (RFA): DSE, 1985. p 55. : 2 ill.

SOCIAL ; ASSOCIATION PROFESSIONNELE ; CREDIT ; EPARGNE ; TAUX D'INTERET ; RISQUE ; REMBOURSEMENT ; AUTOASSISTANCE

L'autopromotion renforce-t-elle les capacités productives? Augmente-t-elle les revenus des groupes pauvres de la population rurale? Comment la coopération au développement peut-elle mieux tenir compte de cette autopromotion des populations rurales? Telles ont été les questions que se sont posés les participants de la conférence internationale sur "la lutte contre la pauvreté à travers l'autopromotion". Au cours de la conférence, les participants se sont inspirés des expériences de vingt cinq initiatives d'autopromotion d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine. Les analyses des participants ont porté sur trois principaux thèmes: les conditions d'autopromotion ; la mise en place des instruments de financement adaptés au groupe cible ; l'appui à l'autopromotion.

293

Lutte contre la pauvreté par l'autopromotion

Von Braunmühl C., 1986

DSE ; BMZ

Deuxième conférence internationale sur la lutte contre la pauvreté à travers l'autopromotion ; 1986/09/29-1986/10/04 ; Feldafing (RFA)

Feldafing (RFA) : DSE, 1987. p 86. 1 ill.

EPARGNE ; CREDIT ; FINANCEMENT ; COOPERATION ; SOCIAL ; ASSOCIATION PROFESSIONNELE ; AUTOASSISTANCE

Les travaux de la conférence étaient axés sur deux points principaux : l'évolution des expériences avec les instruments de financement destinés à l'autopromotion ; la sphère de la coopération future allemande pour les groupes d'autopromotion. Concernant le premier point, quatre groupes de travail se sont penchés sur les thèmes se rapportant sur l'épargne comme instrument de développement ; sur l'attribution des fonds aux groupes d'autopromotion ; sur l'octroi de crédits aux groupes cibles par le système bancaire. Six groupes ont travaillé sur le développement de la coopération allemande. Ainsi, ces groupes ont pu analyser l'utilisation des fonds allemands alloués aux groupes cibles ;la qualité de la formation, de la recherche ; la coopération avec le secteur informel ainsi que celle à entretenir avec le secteur public.

294

A manuel of credit and savings for the poor of developing countries. Development guidelines n. 1

Devereux S. ; Pares H. ; Best J., 1987

OXFAM, (GBR)

Oxford (GBR): OXFAM, 1987. p 69.

EPARGNE ; CREDIT ; INSTITUTION FINANCIERE ; SECTEUR INFORMEL ; ECONOMIE RURALE ; COMMUNAUTE RURALE

BANGLADESH

Le manuel sert de guide pour les agents de développement du monde rural, principalement ceux intéressés par les problèmes du crédit et de l'épargne en milieu rural. Le document traite dans sa première partie, l'approche épargne et crédit dans le contexte du milieu rural des pays en développement. Les auteurs se penchent tout d'abord sur le système informel de l'épargne des ménages. Dans la deuxième partie de leur étude, ils présentent les échecs et les réussites des différentes expériences menées pour la promotion d'épargne et de crédit en milieu rural. L'exemple de succès de la Grameen Bank est mentionné ici. Dans sa dernière partie, le document propose une méthodologie pour l'identification des besoins financiers du monde rural.

295

Dialogue and cooperation. Report on the second regional workshop on the promotion of linkages between banks and self help groups

Anon., 1988

GTZ ; APRACA

Second regional workshop on the promotion of linkages between banks and self-help groups ; 1988/04/18-23 ; Guangzhou (CHN)

Bangkok (THA) : APRACA, 1988. p 64., ill.

INSTITUTION FINANCIERE ; COOPERATION ; GROUPE D'INTERET ; CREDIT ; AGRICULTURE ; AUTOASSISTANCE

CHINE ; INDONESIE ; THAILANDE ; INDE ; NEPAL ; MALAISIE ; PHILIPPINES ; BANGLADESH ; SRI LANKA ; COREE

La mise en place d'un système financier rural dépend en grande partie des relations existant entre les institutions bancaires formelles et les groupes d'autopromotion des populations rurales. Le deuxième atelier régional de l'APRACA avait pour objectif d'analyser tous les aspects de la collaboration devant exister entre les institutions financières formelles et les non

formelles.Le rôle financier des structures informelles de la région a été mis en évidence grâce à l'étude de cas de certains groupes d'autopromotion. Pour les participants du séminaire, un dialogue franc entre les différents partenaires des programmes de bancarisation du monde rural est vivement souhaité.

296

Des services bancaires pour les ruraux pauvres : les enseignements tirés des innovations de quelques plans d'épargne et de crédit

Egger P., 1986

BIT

Revue internationale du Travail

1986/07. Vol. 125, No 4, p. 493 - 510

AGRICULTURE ; BANQUE ; COOPERATIVE ; TAUX D'INTERET ; EPARGNE ; ZONE RURALE ; CREDIT

BANGLADESH ; INDE ; NEPAL ; ZIMBABWE

Le crédit est considéré comme un élèment clé des stratégies de développement agricole. Dans les pays du tiers-monde, de nombreuses structures ont été mises en place pour favoriser l'accès au crédit agricole. Malgré l'ampleur de toutes ces structures, l'auteur note que celles-ci n'ont touché qu'une petite partie de la population rurale. Les petits exploitants agricoles ont souvent eu un accès très limité à ces établissements de crédit. Pour subvenir à leurs besoins, les paysans ont recours à des sources de financement parallèle où ils sont souvent surexploités. Pour une nouvelle approche du crédit rural, certains établissements ont engagé des programmes de crédit plus adaptés au milieu socioéconomique des pays pauvres. Dans son étude, l'auteur examine comment ces programmes permettent aujourd'hui aux populations pauvres d'accéder plus facilement au crédit. Parmi les innovations de ces programmes, on note, le remplacement de la garantie bancaire par la responsabilité collective des groupes ; l'amélioration du réseau des succursales des banques dans les villages ; la simplification des procédures et des méthodes pour l'octroi des crédits. L'auteur s'appuie sur quatre études de cas du Bangladesh, de l'Inde, du Zimbabwe et du Nepal pour montrer l'intérêt de la nouvelle approche.

297

Des banques pour les pauvres

Ruellan D., 1989

Le Monde Diplomatique (FRA)

1989/11. p. 27

CREDIT ; ACTIVITE BANCAIRE ; SYNDICAT ; INSTITUTION FINANCIERE ; COOPERATIVE ; INVESTISSEMENT

AFRIQUE ; BANGLADESH ; EUROPE ; INDE ; MALI

Pour de multiples raisons, les pauvres qui veulent investir n'auraient d'autre recours que le système traditionnel de crédit. De nombreuses expériences (en Inde, au Bangladesh,. - ..) montrent qu'ils sont solvables lorsque le crédit finance un investissement productif. Les caisses d'épargne et de crédit au Mali ont mis en oeuvre un crédit garanti par la solidarité villageoise. Elles ont ainsi démontré la viabilité d'une alternative à l'exigence de la garantie matérielle par les banques classiques. Par ailleurs, l'expérience des coopératives d'épargne et de crédit (Rwanda, Burkina, Zimbabwe,...) et de la Grameen Bank (Bangladesh) a montré que le véritable problème ne consiste pas en l'absence de capitaux (l'épargne du secteur traditionnel

est conséquente) mais en l'absence de structures intermédiaires entre les banques traditionnelles et les emprunteurs potentiels "pauvres". Plusieurs ONG internationales (RAFAD en Suisse, SIDI en France, SCOD aux Pays Bas) gèrent des capitaux qui sont investis dans des initiatives en PED, surtout dans les secteurs traditionnel et informel.

298

Le crédit : Un droit fondamental

Todd H., 1989

Forum du Développement

1989/11-12. No 4

CREDIT ; EPARGNE ; BANQUE ; PAUVRETE ; INSTITUTION FINANCIERE ; ZONE DEFAVORISEE ; ROLE DES FEMMES ; ACTIVITE COMPLEMENTAIRE DES RURAUX ; DEVELOPPEMENT SOCIOECONOMIQUE

MALAISIE ; BANGLADESH

Présentation de l'expérience de la Grameen Bank au Bangladesh et de sa réplique en Malaysie la "Amanah Ikhtiar Malaisia (AIM) et de l'importance du droit au crédit pour les couches sociales les plus défavorisées.

299

Les pauvres ont accès au crédit

Anon., 1987

FIDA

Rome (ITA) : FIDA, 1987/03. p 23.

CREDIT ;PAUVRETE ; ZONE RURALE ; DEVELOPPEMENT SOCIOECONOMIQUE ; AGRICULTURE ; ACTIVITE COMPLEMENTAIRE DES RURAUX ; GROUPE SOCIAL

BANGLADESH ; INDONESIE ; MALI ; TUNISIE ; NEPAL ; MALAWI

Présentation du mandat du Fonds International de Développement Agricole qui lui permet de garantir que le crédit va mieux à ceux qui sont habituellement exclus des programmes de prêts : petits exploitants, paysans sans terre, femmes ; avec des exemples au Bangladesh, en Indonésie, au Mali, en Tunisie, au Népal, au Malawi.

300

Autopromotion et économie (Dossier)

Anon., 1988

Construire Ensemble

1988. No 1-2, p. 2 - 40

CREDIT COOPERATIF ; EPARGNE ; CREDIT ; AUTOASSISTANCE ; PROJET DE DEVELOPPEMENT ; DEVELOPPEMENT SOCIOECONOMIQUE ; GESTION

BURKINA FASO

Les membres des communautés rurales doivent être capables de mettre en oeuvre une démarche économique rationnelle. Dans cette optique, trois articles de ce dossier décrivent l'expérience des coopératives d'épargne et de crédit de l'ouest du Burkina Faso. Sont également abordés les problèmes de l'autonomie des organisations paysannes et leur capacité

à utiliser mieux les moyens disponibles. La prise en compte des charges récurrentes est une des conditions de réussite d'un projet de développement. Le "décollage" économique des pays d'Afrique, défini comme l'épanouissement des potentialités locales, passe par la participation de la population et la promotion des initiatives afin d'aboutir à l'autosuffisance. (résumé Ibiscus)

301

Making the poor creditworthy. A case study of the integrated rural development

Pulley R.V., 1989

Banque Mondiale

Washington (USA) : Banque Mondiale, 1989. p 95.

DEVELOPPEMENT RURAL ; CREDIT ; PAUVRETE

INDE

Le programme de développement rural intégré indien (IRDP) est un programme d'accès au crédit par les populations les plus démunies. Il est utilisé actuellement par 27 millions de familles pauvres. Ce rapport examine les effets de ce programme et la viabilité à long terme de ce crédit alloué au travers d'une banque commerciale au taux généralement le plus bas, destiné aux familles déclarées officiellement pauvres. En général, ces familles investissent ce prêt pour la création de petites entreprises.

302

Un fonds pour les populations rurales pauvres

Anon., 1984

FIDA

Rome (ITA) : FIDA, 1984. p 50.

PAYS EN DEVELOPPEMENT ; POPULATION RURALE ; FINANCEMENT ; PROJET DE DEVELOPPEMENT ; INVESTISSEMENT ; CREDIT

303

La lutte contre la pauvreté et l'ajustement structurel

Addison T. ; Demery L., 1987

ODI, (GBR)

Finances et Développement (USA)

1987/12. Vol. 24, No 4, p. 41 - 43

PAUVRETE ; REVENU ; REFORME AGRAIRE ; AIDE AU DEVELOPPEMENT ; EMPLOI

INDE ; THAILANDE ; ASIE ; AFRIQUE ; ZIMBABWE ; GHANA ; BRESIL

304

Prêter aux femmes... Un moyen direct de lutter contre la pauvreté

Haque F., 1988

Cérès

1988. No 121, p. 27 - 31

CREDIT ; BANQUE ; TAUX D'INTERET ; PAUVRETE ; ZONE RURALE ; ROLE DES FEMMES

BANGLADESH

305

Self help promotion : A challenge to the NGO community

Verhagen K., 1987

KIT ; CEBEMO

Amsterdam (NLD) : KIT, 1987. p 152. : réf.

AUTOASSISTANCE ; COMMUNAUTE RURALE ; ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE ; PAUVRETE ; ORGANISATION SOCIOECONOMIQUE ; AIDE AU DEVELOPPEMENT ; METHODE ; PROJET DE DEVELOPPEMENT ; ZONE DEFAVORISEE

BRESIL ; INDONESIE ; THAILANDE

306

Les voies d'accés du paysan : Encore quelques obstacles à aplanir

Thomas G., 1983

Cérés

1983. No 96, p. 23 - 30

PAUVRETE ; ZONE RURALE ; CREDIT ; EPARGNE ; ZONE DEFAVORISEE ; MAIN D'OEUVRE SALARIEE ; DEVELOPPEMENT SOCIOECONOMIQUE ; POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT

PAYS EN DEVELOPPEMENT

307

Rural development for poverty alleviation

Anon., 1986

KIT

In : Symposium on the Effectiveness of Rural Development Cooperation. 1985/09/30-1985/10/04 ; Amsterdam (NLD)

In : Amsterdam (NLD) : Martyn Keith Kingdon Morris, 1986. p 94. : Ill., Réf.

PAUVRETE ; AUTOASSISTANCE ; ZONE DEFAVORISEE ; DEVELOPPEMENT SOCIOECONOMIQUE ; AGRICULTURE ; ACTIVITE COMPLEMENTAIRE DES RURAUX ; POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT ; SANTE ; ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE ; ORGANISATION SOCIOECONOMIQUE

PAYS EN DEVELOPPEMENT

308

Les coûts sociaux de l'ajustement

Huang Y. ; Nicholas P., 1987

In : Finances et Développement

Washington (USA) : FMI ; Banque Mondiale, 1987/06. Vol. 24, No 2 - p. 22 - 24

COUT SOCIAL ; DEPRESSION ECONOMIQUE ; AJUSTEMENT STRUCTUREL ; PAUVRETE ; POPULATION ; ZONE DEFAVORISEE ; REVENU ; DETTE ; AIDE AU DEVELOPPEMENT

PAYS EN DEVELOPPEMENT

309

La crise économique et les pauvres dans divers pays d'Amérique Latine

Pfeffermann G., 1987

Finances et Développement

Washington (USA) : FMI ; Banque Mondiale, 1987/06. Vol. 24, No 2. p. 32 - 35

PAUVRETE ; POPULATION ; ZONE DEFAVORISEE ; INDICATEUR ECONOMIQUE ; INDICATEUR SOCIAL ; EMPLOI ; AJUSTEMENT STRUCTUREL ; DEPRESSION ECONOMIQUE

AMERIQUE LATINE

7.2

Une orientation vers les petits agriculteurs

310

Promotion of savings and credit among the rural poor. Some experiences from Sri Lanka

Anon., 1985

KIT ; Rural Development Training and Research Institute, Colombo (LKA)

Séminaire-atelier sur la promotion de l'épargne et du crédit chez les paysans à faible revenu ; 1985/11/12-15 ; Colombo (LKA)

Colombo (LKA) : Rural development training and research institute, 1985. p 157., 11 tabl.

GROUPE D'INTERET ; EPARGNE ; CREDIT ; BANQUE ; ZONE RURALE ; POPULATION RURALE ; PAUVRETE ; COOPERATIVE

Le rapport dresse les conclusions des groupes de travail du séminaire atelier organisé pour la promotion de l'épargne et le crédit en milieu rural. La réflexion des participants portait sur la méthodologie à suivre pour la mise en place des programmes d'épargne et de crédit ; sur la gestion des ressources financières et sur le type de coopération devant exister entre les différents intervenants du système financier rural. Le lecteur trouve dans le rapport les différentes études de cas dont ce sont inspirées les participants au cours des travaux.

311

Pour une plus grande participation des agriculteurs aux projets de développement et le renforcement des organisations d'agriculteurs. Rapport consolidé des ateliers FIDA/FIPA, 1987

Anon., 1988

FIDA ; FIPA

Paris (FRA) : FIDA, 1988. p 43. : ill.

PROJET DE DEVELOPPEMENT ; ETUDE DE CAS ; DEVELOPPEMENT AGRICOLE ; ASSOCIATION D'AGRICULTEURS ; VULGARISATION ; EXPLOITATION AGRICOLE ; INTERVENTION DE L'ETAT

KENYA ; NEPAL ; TUNISIE

La série de trois ateliers organisés chacun dans un pays différent, au Kenya, au Népal, et en Tunisie par le FIDA et la FIPA d'août à octobre 1987, avaient pour but d'obtenir une participation accrue des agriculteurs aux projets de développement agricole et de rendre plus solides les organisations d'agriculteurs. Les problèmes suivants ont été traités : Les aspects et mesures concernant les stades de vie d'un projet ; la démarche de groupe et les liens entre les groupes, le crédit agricole et l'épargne, la formation, le renforcement des organisations d'agriculteurs, la représentation des petits agriculteurs et le rôle des pouvoirs publics.

312

Participation communautaire dans le nord du Pakistan

Donaldson G., 1987

Finances et Développement, 1987. Vol. 24, No 4, p. 23 - 25

AGRICULTURE ; DEVELOPPEMENT RURAL ; PROJET AGRICOLE ; CREDIT ; COMMUNAUTE RURALE ; AIDE AU DEVELOPPEMENT ; GROUPE D'INTERET ; DEVELOPPEMENT SOCIOECONOMIQUE

PAKISTAN

Financé et lancé à l'initiative de la Fondation de l'AGA KHAN en 1982, le programme de promotion rurale de l'AGA KHAN (AKRSP) vise à favoriser le développement des familles rurales dans les régions montagneuses du nord du Pakistan (GILGIT, CHITRAL et BALTISTAN). Son but principal est d'aider à la commercialisation des produits de l'agriculture de subsistance. Le programme de développement s'appuie sur la création d'organisations villageoises devenant des associés de l'AKRSP qui, en contrepartie, leur prête une assistance technique et financière pour réaliser un projet visant à développer une infrastructure matérielle productive. Le village est alors responsable de l'exécution et de la maintenance du projet, ainsi que de la rémunération des villageois qui y travaillent. Les membres des organisations font des dépôts gérés collectivement, qui permettent aux familles d'agriculteurs d'accéder au réseau financier rural officiel. Le programme joue aussi un rôle intermédiaire entre les banques et les organisations villageoises pour l'octroi de crédits. Au bout de 4 ans, L'AKRSP bénéficie à 45 projets. Les résultats se mesurent à la quantité de produits agricoles acheminés jusqu'aux centres de commercialisation et à l'attitude enthousiaste des villageois. L'efficacité de l'action entreprise tient avant tout à la primauté de l'organisation villageoise comme point de convergence des activités de l'AKRSP (rien n'est imposé au village au titre d'un plan directeur venant de l'extérieur), ainsi qu'une ouverture constante aux innovations. (IBISCUS-CCCE)

313

Factors affecting small farmers'access to institutional credit in rural Orissa, India

Sarap K., 1990

University of Maharishi Dayanand, Haryana (IND)

Development and Change, 1990. Vol. 21, No 2, p. 281 - 307, réf. 48

INSTITUTION FINANCIERE ; BANQUE ; CREDIT ; AGRICULTEUR ; POLITIQUE DU CREDIT ; DIAGNOSTIC

INDE

This study uses survey data from six villages in Orissa, India, to locate and analyse factors inhibiting small farmers'access to formal credit, including credit supply, bargaining strength, bureaucratic formalities, assetbased lending policies, informal tenancy contracts, extended processing procedures and caste barriers. The survey data confirm a correlation between arrears and larger farm size. The analysis leads to the suggestion that policies should be directed both towards reducing the overall transaction costs of formal loans to small farmers, and towards improved collection processes.

314

How to reach the small farmer? An Islamic formula

Ali A.A., 1990

IFDA Dossier

1990. No 75/76, p. 35 - 44

DEVELOPPEMENT RURAL ; CREDIT ; FORMATION DE CAPITAL ; REVENU ; PROJET DE DEVELOPPEMENT ; ACTIVITE BANCAIRE ; INVESTISSEMENT

SOUDAN

The paper considers the experience of the Sudanese Islamic Bank (SIB) which was created in 1982 and which considers rural development as one of its major objectives. The sharing formula constitute a positive tool in financing (or sharing) agricultural activities ; it is an applicable tool that is profitable to both sides. It is also a formula that can be applied to the small farmers who own nothing except their land and their labour. The participation of the SIB aimed at starting with the farmer at his current level of technology and gradually make him absorb a higher level of technology. There is a fundamental difference between the SIB method and the methods adopted by traditional credit institutions. The traditional methods lead to a degree of dependence on the part of the farmer on credit source ; the SIB method offers the farmers an incentive to participate. Musharaka or joint partnership pushes the SIB and clients to achieve success for the project. Islamic institutions such as the SIB do not depend on creating revenues in the form of a fixed interest rate as is the case in traditional financing but create revenues in the form of a share of profit.

315

Agricultural credit for small farm development : Policies and Practices

Bathrick D.D., 1981

Boulder (USA) : Westview. p 170.

CREDIT ; EXPLOITATION AGRICOLE ; DEVELOPPEMENT AGRICOLE ; FINANCEMENT

316

Fida : La banque des paysans

Anon., 1990

Jeune Afrique Economie

1990/03. No 129, p. 60 - 61

AIDE AU DEVELOPPEMENT ; CREDIT ; ORGANISATION INTERNATIONALE ; PAUVRETE ; ZONE DEFAVORISEE ; FINANCEMENT ; AUTOASSISTANCE

PAYS EN DEVELOPPEMENT

317

Le système de crédit agricole pour les petites exploitations en Iran

Sadeghi J.M., 1985

Savings and Development (ITA)

1985. No 2, p.1775 - 188

EXPLOITATION AGRICOLE ; INSTITUTION FINANCIERE ; ACTIVITE BANCAIRE ; CREDIT ; AGRICULTURE ; ACTIVITE COMPLEMENTAIRE DES RURAUX ; POLITIQUE DU CREDIT

IRAN

318

Institutional credit for small farmers in Asia-Pacific region

Anon., 1987

FAO

RAPA Publication (FAO), 1987. No 16, p 19.

INSTITUTION FINANCIERE ; CREDIT ; AGRICULTEUR ; INNOVATION ; ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTION

ASIE ; OCEANIE

7.3

Les initiatives mutualistes

319

Les caisses villageoises du pays Dogon (Mali)

Chao-Beroff R., 1988

CIDR

Autrêche (FRA) : CIDR, 1987. 3 p.

CREDIT ; EPARGNE ; TAUX D'INTERET ; COOPERATIVE ; GROUPE SOCIAL ; VILLAGE

MALI

Dans la recherche d'une méthodologie de création des caisses d'épargne-crédit, l'auteur fait le point de l' expérience des caisses villageoises du pays Dogon au Mali. Parmi les atouts évoqués par l'auteur, on note la cohésion sociale et la coexistance des structures organisées informelles au sein de la population villageoise de la région. Deux principales fonctions incombent aux caisses : la collecte de l'épargne locale et le placement du crédit auprès des adhérents. L'auteur note avec satisfaction les initiatives entreprises par les membres des caisses pour la promotion des projets à caractère communautaire. Pour la survie de ces caisses, l'auteur pose le problème du type de structuration régionale à prévoir pour leur bonne gestion.

320

Les caisses villageoises d'épargne et de crédit autogérées

Chao-Beroff R. ; Delhaye C. , 1989

CIDR

Atelier international sur les caisses villageoises d'épargne et de crédit autogérées ; 1989/03/311989/04/08 ; Mopti (Mali)

1989. p 71., ill.

CREDIT ; EPARGNE ; TAUX D'INTERET ; AUTOGESTION ; AUTOASSISTANCE

MALI

L'atelier international organisé par le groupe de travail conjoint de la "lutte contre la pauvreté par l'autopromotion", avait pour objectif de promouvoir les échanges d'expériences en matière de caisses villageoises d'épargne et de crédit à partir des observations faites sur le terrain par les participants ; de déterminer l'opportunité et les modalités d'échanges d'expertise sur de bases permanentes. Après un bref séjour dans les villages de la zones de Dogon (Mali), les participants se sont penchés sur les thèmes ayant trait à la méthodologie pour la mise en place d'une caisse villageoise ; à leur restructuration ; aux modalités de crédit ; à la collaboration avec les institutions bancaires ; à l'autonomie de ces structures. Le rapport présente en annexe, une étude détaillée sur les caisses villageoises du pays Dogon.

321

Organisation et rôle des institutions mutualistes dans l'UMOA

Alliot J., 1989

UMOA

Conférence sur l'organisation et le rôle des institutions mutualistes dans l'UMOA

UMOA, 1989/05. p 7.

EPARGNE ; CREDIT ; GROUPE D'INTERET ; BANQUE ; COOPERATIVE

Afin de palier aux nombreux échecs enregistrés par les banques de développement et les banques agricoles, l'auteur pense qu'il est indispensable pour les pays africains en général, et pour ceux de l'UMOA en particulier, d'adapter les systèmes financiers aux besoins et contraintes des opérateurs économiques locaux. Pour l'auteur, le système mutualiste est mieux approprié pour les économies des pays de l'UMOA. Il préconise ainsi deux approches : l'une basée sur les coopératives d'épargne-crédit où les adhérents collectent leur propre épargne pour pouvoir en distribuer ensuite une partie sous forme de crédit. Dans cette approche, la fonction de l'épargne est primordiale. L'approche crédit-épargne, fondée sur la solidarité des groupes, s'inspire de l'expérience de la Grameen Bank au Bangladesh ; ici, le cycle de développement est amorcé non pas par la collecte de l'épargne, mais par le crédit. Pour l'auteur, les conditions de réussite des systèmes mutualistes dépendent de la bonne adaptation aux conditions locales, de l'autonomie du système par rapport à l'état, de la compétence des cadres nationaux et de l'appui des banques centrales.

322

Coopératives d'épargne et crédit et voies alternatives au financement du développement rural en Afrique francophone

Gentil D. ; Fournier Y., 1988

IRAM

Notes et Etudes (FRA)

Paris (FRA) : CCCE, 1988/11. No 18, p 20. - Document de travail - diffusion limitée

ACTIVITE COOPERATIVE ; CREDIT COOPERATIF ; DEVELOPPEMENT RURAL ; FINANCEMENT ; CREDIT ; EPARGNE

AFRIQUE FRANCOPHONE

L'étude fait le point sur l'évolution des coopératives d'épargne et crédit (COOPEC) qui se sont étendues et consolidées dans la plupart des pays. Malgré leur succès au niveau de la collecte de l'épargne et de la distribution de crédit auprès de catégories sociales non prises en compte par les canaux officiels, elles n'ont pas eu un impact décisif sur le développement local. D'autres systèmes de financement du développement rural se sont développés, mais le débat reste posé sur l'articulation entre structures officielles et structures coopératives. L'étude en tire les conséquences pour les pratiques des financements extérieurs. (IBISCUS-CCCE)

323

Les sections villageoises et le crédit

Gaye M., 1987

ISRA

Document de Travail (SEN)

Dakar (SEN) : ISRA-DRSAEA, 1987. No 1, p 25. : ill., tabl.

ACTIVITE COOPERATIVE ; CREDIT COOPERATIF ; DEVELOPPEMENT RURAL ; COMMERCIALISATION

SENEGAL

Les sections villageoises ont été conçues pour servir de base à une nouvelle politique de développement rural. Cependant, la plupart des attributs officiels qui les différencient des anciennes coopératives arachidières restent encore théoriques. La gestion du crédit accordé par l'Union Nationale des Coopératives est un premier champ d'essai pour ces organisations récentes. Cette responsabilité pèse sur les dirigeants chargés de choisir les bénéficiaires, de déterminer les dotations et d'assurer le recouvrement. les paramètres endogènes semblent très peu déterminants sur le remboursement des dettes. Malgré les nombreux problèmes internes liés au crédit, sa gestion a permis aux sections villageoises de sortir de l'anonymat pour prouver leur existence, leurs capacités, mais aussi leurs limites.

324

Allocation de semences crédits par les sections villageoises : étude de cas dans la communauté rurale de Kaymor

Sarr D.Y., 1987

ISRA

Note d'Information (SEN)

Dakar (SEN) : ISRA-DRSAEA, 1987. No 5, p 19. : tabl.

SEMENCE ; ACTIVITE COOPERATIVE ; CREDIT

SENEGAL

Cette note présente les justifications de l'appellation `"semences des présidents" utilisée par de nombreux paysans pour désigner les semences d'arachide mises à crédit par l'Union Nationale des Coopératives Agricoles du Sénégal (UNCAS) à travers les sections villageoises et en analyse l'impact sur le fonctionnement futur des sections. Les résultats de cette enquête montrent que le crédit semences d'arachide distribué par les sections a surtout bénéficié aux membres des comités de section. Un autre élément qui intervient dans l'allocation du crédit est la position politique, sociale et/ou économique occupée dans le village, la section ou la communauté rurale. Quant à l'effet de la parenté avec un membre de comité de section, il est plutôt faible. De telles situations peuvent s'expliquer par la liberté laissée aux présidents pour assurer la distribution des semences-crédits. Elles sont par ailleurs le reflet de pesanteurs sociales qui risquent de bloquer le fonctionnement des sections villageoises. Enfin, les résultats présentés montrent que certaines catégories de producteurs, les femmes particulièrement, n'ont pratiquement pas accès au crédit alloué par les sections villageoises.

325

Les circuits alternatifs de la finance.
5. Le crédit coopératif porte assistance au Mali

Féron F., 1988

Libération (FRA)

1988/01/04, No 2058, p. 7

BANQUE ; CREDIT COOPERATIF ; COOPERATIVE ; INVESTISSEMENT

MALI ; FRANCE

Pour la première fois, une banque française se lance elle-même dans des actions de développement à la base en exportant sa propre technologie. Le crédit coopératif, "la banque de l'économie sociale", finance depuis le début des années 60, les actions des associations, des coopératives (autre qu'agricoles) et des scops (coopératives ouvrières de production). Il vient de décider d'intervenir comme ONG de développement au Mali. Il ne s'agit pas de créer une nouvelle banque en apportant des fonds de l'extérieur mais d'aider les paysans à devenir leur propre banquier en mobilisant leur propre épargne. Nous avons tiré les leçons des tontines africaines, tout en adaptant au contexte africain les vieilles recettes du crédit mutuel, qu'il soit agricole ou maritime, ou encore celle plus récente de la Grameen Bank au Bangladesh. Entre la mi-janvier et la mi-février, date de paiement de la récolte de coton, vont s'ouvrir 5 des 25 caisses d'épargne et de crédit du Sud-Mali. L'argent empruntera le circuit court de la solidarité villageoise. Tout épargnant aura la possibilité d'obtenir des crédits, personnels et professionnels. Le Crédit Coopératif a reçu l'appui du CCFD, du DEUTCHE Welthungerhiife 5 (allemand), de MANI TESE (italien), de SOS Faim (belge), et une aide de 9 millions de francs de la Commission Européenne. Au delà de cette mise de fonds initiale des européens, servant à des investissements de départ et au fonds de garantie, ce sont les maliens qui alimenteront cette Banque. "On estime que chaque caisse locale (environ 400 fermes) peut récolter environ 15 millions de CFA (30 000). La seconde année, la somme pourrait être doublée. Au total, cela devrait représenter une somme de liquidités tout à fait importante pour l'Afrique.

326

Le boukiman, la caisse villageoise et l'Etat : Expérience d'épargne et de crédit au Sénégal

Périlleux T., 1988

Echos du Cota

1988/03. No 40, p. 17 - 19

CREDIT COOPERATIF ; VILLAGE ; EPARGNE ; CREDIT ; DEVELOPPEMENT SOCIOECONOMIQUE ; ACTIVITE BANCAIRE

SENEGAL

Depuis avril 1984, devant la situation difficile de l'agriculture, l'Etat sénégalais, avec la "Nouvelle Politique Agricole" (NPA) n'a gardé qu'un rôle de catalyseur et d'impulsion et a cherché à responsabiliser les paysans ; ceux-ci doivent désormais avec leurs coopératives, se ravitailler eux-mêmes en intrants, gérer leurs stocks céréaliers, commercialiser leur production... Voici de réelles possibilités d'autogestion, mais des risques de privatisation et d'un transfert des charges au monde rural. Les caisses villageoises : les associations se sont multipliées (paysans, femmes, jeunes). Elles alimentent souvent une caisse commune par des réalisations communautaires. Le crédit, en nature, est toujours subordonné à l'épargne. Ces caisses, gérées par un comité, sont bien adaptées au milieu local, apprennent aux villageois à utiliser l'argent, aux femmes et aux jeunes à participer aux décisions. Mais comment passer du court au moyen terme ? La Fédération des ONG du Sénégal compte 700 groupements et 150.000 chefs de famille. Elle cherche à coordonner les expériences des caisses de village, et après la

suppression de l'ONCAD, organisme de financement étatique, à créer un lien avec la nouvelle caisse de "Crédit Agricole", la plaçant ainsi en partie sous contrôle paysan. Le crédit repose sur une caution solidaire en cascade ; cette responsabilité collective repose sur la solidarité traditionnelle. Les crédits sont accordés en nature, avec un intérêt de 13,5 %. La FONGS a obtenu une ligne de crédit (600 millions de francs CFA de ses partenaires occidentaux : SOS Faim, CEE, Fondation Ford). On assiste donc à une action spontanée des paysans pour mobiliser leurs ressources internes. L'Etat semble décidé à les appuyer. Mais, faute d'un programme de formation, comment seront redistribués les atouts financiers ?.

327

La mobilisation de l'épargne rurale par les institutions de type coopératif et son impact sur le développement local dans sept pays africains

Renard G., 1987

BIT

Genève : BIT, 1987. p 229.

AFRIQUE

Dans ce rapport, l'auteur parle de la stimulation à la mobilisation de l'épargne coopérative, des différents types d'institutions appropriées pour la mobilisation de l'épargne, du rôle des organisations de second degré, de la manière dont l'épargne est utilisée pour le développement rural, des politiques d'investissement, des relations avec l'extérieur, de la formation dans les coopératives d'épargne et de crédit et du rôle des femmes dans les coopératives d'épargne et de crédit.

328

Recherche sur l'épargne rurale et le financement du développement coopératif en Centrafrique

Mandaba M., 1980

Thèse de 3ème cycle

Poitiers : Faculté des Sciences Humaines, 1980. p 334. + annexes

EPARGNE ; FINANCEMENT ; CREDIT ; DEVELOPPEMENT RURAL ; ACTIVITE BANCAIRE ; ANALYSE ECONOMIQUE ; ACTIVITE COOPERATIVE

CENTRAFRIQUE ; RWANDA ; TOGO ; BURKINA FASO ; CAMEROUN

Cette thèse pose le problème du développement rural en République centrafricaine et fait le point sur la situation en matière de crédit et d'épargne. L'auteur fait un bilan comparatif de l'expérience Centrafricaine avec celle du Rwanda, du Togo, de la Haute Volta et du Cameroun.

329

La participation populaire dans les coopératives d'épargne-crédit

Anon., 1986

CESAO

Colloque Interafricain sur la participation populaire dans les coopératives d'épargne-crédit ; 1985/10/11-17 ; Kigali

Communautés (FRA)

1986/09. No 77, p 183.

FINANCEMENT ; EPARGNE ; TONTINE ; CREDIT ; AGRICULTURE ; PRET ; POLITIQUE DU CREDIT ; DEVELOPPEMENT RURAL ; SECTEUR INFORMEL ; AUTOASSISTANCE ; COOPERATIVE

RWANDA ; TOGO ; CAMEROUN ; COTE D'IVOIRE ; MAURITANIE ; AFRIQUE OCCIDENTALE

Ce document est consécutif au colloque de Kigali et offre une analyse des problèmes de la participation populaire. Les articles sont regroupés sous 3 grands chapitres : Les expériences rwandaises, Les expériences africaines comparées (Togo, Cameroun, Côte d'Ivoire, Mauritanie, CESAO), Les expériences en secteur informel. Un dernier chapitre est consacré à quelques observations de terrain, des analyses en table ronde et des recommandations.

330

Les coopératives. Un aperçu de l'évolution du mouvement coopératif dans la région africaine : champ d'action, impact et perspectives. Rapport 3. - 1. ed.

Anon., 1988

BIT

Conférence Régionale Africaine. 1988/11-12 ; Harare (ZWE)

Genève (CHE) : BIT, 1988. p 132. : 19 tabl., 1 graph.

ACTIVITE COOPERATIVE ; HISTOIRE ; CREDIT COOPERATIF DE SERVICE ; ELEVAGE ; EPARGNE ; CREDIT ; ZONE RURALE ; ZONE PERIURBAINE ; ORGANISATION SOCIOECONOMIQUE ; AIDE AU DEVELOPPEMENT ; AGRICULTURE ; COOPERATIVE

AFRIQUE

331

Les caisses villageoises du pays Dogon (Mali)

Chao-Beroff R., 1988

CIDR

Histoires de Développement (FRA)

1988/03. No 1, p. 49 - 51

CREDIT ; EPARGNE ; CREDIT COOPERATIF ; ACTIVITE BANCAIRE ; DEVELOPPEMENT RURAL

MALI

332

Le crédit aux Banques Populaires du Rwanda

Gracia M., 1988

Histoires de Développement (FRA)

1988/12. No 4, p. 47 - 48

EPARGNE ; CREDIT ; DEVELOPPEMENT RURAL ; CREDIT COOPERATIF ; ACTIVITE BANCAIRE

RWANDA

333

Amélioration des services financiers dans les zones rurales. L'expérience des coopératives de crédit et leur impact

Anon., 1988

FAO

Quatrième consultation technique sur le programme de développement du crédit agricole (SACRED). - 1988/06/21-23. - Rome (ITA)

1988/05. p 22. - FAO - AGS : ACD/88/3

CREDIT ; EPARGNE ; CREDIT COOPERATIF ; DEVELOPPEMENT RURAL

PAYS EN DEVELOPPEMENT

334

Le Centre International du Crédit Mutuel et l'expérience des COOPEC au Burundi : Un exemple réussi de coopération

Pérennes J.J. ; Salel G., 1988

CICM

Histoires de Développement

1988. No 1, p. 43 - 48

EPARGNE ; CREDIT ; CREDIT COOPERATIF ; POPULATION RURALE ; REMBOURSEMENT

BURUNDI

335

La certitude du développement : une référence mutualiste à la Réunion

De Cambiaire J., 1983

Paris (FRA) : Atya, 1983. p 286.

POLITIQUE AGRICOLE ; DEVELOPPEMENT AGRICOLE ; DEVELOPPEMENT RURAL ; MARCHE MONDIAL ; COMMERCIALISATION ; THE ; AGRICULTURE ; LAIT ; ELEVAGE ; ACTIVITE BANCAIRE ; AUTOAPPROVISIONNEMENT ; ACTIVITE COOPERATIVE ; CREDIT ; LEGUME ; INSTITUTION FINANCIERE ;

CREDIT COOPERATIF ; REFORME AGRAIRE ; EXPORTATION ; SUCRE ; PRODUCTION VEGETALE ; SYSTEME D'EXPLOITATION AGRICOLE

REUNION

336

Les banques populaires au Rwanda

Mugesera A., 1989

Histoires de Développement (FRA)

1989. p. 37 - 42

CREDIT COOPERATIF ; POPULATION RURALE ; CREDIT ; EPARGNE ; AIDE AU DEVELOPPEMENT ; BANQUE ; DEVELOPPEMENT SOCIOECONOMIQUE ; POLITIQUE DU CREDIT

RWANDA

337

Les banques populaires dans la défense du revenu du paysan

Taillefer B., 1988

Banques Populaires du Rwanda

Dialogue (RWA)

1988/11-12. No 131, p. 5 - 35

CREDIT COOPERATIF ; AGRICULTURE ; BANQUE ; CREDIT ; EPARGNE ; ORGANISATION SOCIOECONOMIQUE ; REVENU ; FACTEUR DE PRODUCTION ; AUTOASSISTANCE ; TONTINE ; DEVELOPPEMENT SOCIOECONOMIQUE

RWANDA

338

Démarches porteuses de développement : l'épargne et le crédit villageois

Moussa B., 1983

COTA

Bruxelles (BEL) : 1983.COTA, p 31.

CREDIT ; EPARGNE ; ORGANISATION SOCIOECONOMIQUE ; VILLAGE ; RISQUE ; ACTIVITE BANCAIRE ; INVESTISSEMENT ; MARCHE DE CAPITAUX

TIERS-MONDE ; BURKINA FASO ; RWANDA

339

The Ugandan agricultural co-operative credit sheme

Hunt D., 1972

Eastern Africa Journal of Rural Development (UGA)

1972. Vol. 5, No 1 - 2, p. 1 - 38

FINANCEMENT ; CREDIT ; AGRICULTURE ; DEVELOPPEMENT RURAL

OUGANDA

340

L'utilisation des coopératives comme support pédagogique dans la formation des spécialistes de la coopération. L'exemple de l'épargne et du crédit coopératifs

Dzuakou J., 1989

CNEARC ; EFSC

Mémoire de Certificat d'Etudes Supérieures d'Animation et de Formation pour le Développement Rural des Régions Chaudes

Montpellier (FRA) : CNEARC, 1989/10. p 94. : réf., tabl.

FORMATION PROFESSIONNELLE ; ACTIVITE COOPERATIVE ; EPARGNE ; CREDIT COOPERATIF ; METHODE PEDAGOGIQUE

CAMEROUN

341

Capitalisation d'une expérience de mise en place de caisses villageoises d'épargne et de crédit autogérées : s'appuyant sur le cas du Burkina Faso (Oudalan), du Mali (Pays Dogon) et de la Gambie (Jahally-Pachare)

Chao-Beroff R., 1990

Paris (FRA) : Caisse Centrale de Coopération Economique, 1990/11. p 73.

VILLAGE ; BANQUE ; CREDIT ; CAISSE D'EPARGNE ; ANALYSE MICROECONOMIQUE ; ANALYSE MACROECONOMIQUE ; ACTIVITE BANCAIRE ; REGION ; SUIVI EVALUATION ; COMMUNAUTE RURALE ; METHODE

BURKINA FASO ; MALI ; GAMBIE

342

Le crédit coopératif, une banque autrement

Anon., 1990

Réseau Recherche Développement (FRA)

Paris (FRA) : Recherche Développement, 1990/04. p. 18 - 19 : No spécial

BANQUE ; CREDIT COOPERATIF ; CREDIT ; EPARGNE ; DEVELOPPEMENT SOCIOECONOMIQUE ; ORGANISATION SOCIOECONOMIQUE ; MARCHE DE CAPITAUX ; ACTIVITE BANCAIRE ; ZONE RURALE

MALI ; AFRIQUE

343

Impact of the lead bank and the co-operatives on the farm finance in Nadia District of West Bengal

Bagchi B. ; Sain K., 1980

Financing Agriculture (IND)

1980/01-03. p. 7 - 9, vol. XII, No 1

BANQUE ; COOPERATIVE ; CREDIT ; FINANCEMENT ; EXPLOITATION AGRICOLE ; DEVELOPPEMENT AGRICOLE

INDE

344

La création de Caisses Raiffeisen au Rwanda. Genèse d'une belle histoire (1ère partie)

Baeriswyl B., 1989

Panorama (FRA)

1989/03. s.p., No 3, 3 ill.

CREDIT COOPERATIF ; HISTOIRE ; ENVIRONNEMENT SOCIOCULTUREL

RWANDA

345

L'épargne en milieu rural et les coopératives rurales d'épargne et de crédit

Schmandt L., 1962

CCCE

Paris (FRA) : CCCE, 1962/01/30. p 21.

EPARGNE ; CREDIT COOPERATIF ; BANQUE ; INSTITUTION FINANCIERE ; ZONE RURALE

AFRIQUE ; CAMEROUN ; TOGO ; MADAGASCAR

7.4

La Gramen Bank au Bangladesh

346

Participation as a process. What we can learn from Grameen Bank, Bangladesh

Fuglesang A. ; Chandler D., 1986

Grameen Bank ; NORAD

Oslo (NOR) : NORAD, 1986. p 234. : ill., tabl.

CREDIT ; EPARGNE ; POPULATION RURALE ; PAUVRETE ; DEVELOPPEMENT SOCIOECONOMIQUE ; AUTOASSISTANCE

BANGLADESH

La Grameen Bank se présente comme la banque des populations pauvres. C'est la première institution financière du tiers monde conçue pour les pauvres. Grâce à l'originalité de ses principes, la banque a réussi à placer des crédits au sein des populations ne disposant d' aucune garantie. Les auteurs présentent dans leur étude les atouts majeurs de cette banque basés sur une bonne organisation, une saine gestion, une formation adaptée des agents, et sur une conscientisation des populations locales. Les auteurs mettent en évidence le rôle primordial que jouent les femmes au sein de cette institution bancaire.

347

Compte-rendu de mission au Bangladesh. L'évaluation de la Grameen Bank

Nowak M. ; Devèze J.C., s.d.

CCCE

Paris (FRA) : CCCE, [s.d.]. p. 15

INSTITUTION FINANCIERE ; PAUVRETE ; ZONE RURALE ; CREDIT ; EPARGNE ; GROUPE D'INTERET ; EVALUATION

BANGLADESH

Cette expérience semble la mieux adaptée, la plus efficace, et la plus riche de promesses de toutes les opérations de développement rural connues des auteurs. Créée officiellement en 1983, la Grameen Bank connaît depuis un formidable essor. Les prêts sont octroyés pour les activités productives individuelles et collectives et pour l'habitat. Les incidences directes sur le développement économique et social de sa clientèle sont sans précédents. Ainsi l'institution peut se permettre pas moins que de mettre en oeuvre des actions de recherche développement et de vulgarisation, de créer une Grameen Bank n° 2 pour octroyer des crédits dépassant les plafonds actuels à leurs clients les plus anciens, mais aussi de créer des entreprises filiales. Les raisons du succès, les points faibles et les risques éventuels sont autant d'éléments inclus dans l'évaluation. Cette expérience qui tend vers le véritable développement intégré est en passe d'être transposée dans plusieurs pays du nord comme du sud.

348

Une banque pour les pauvres : La Grameen Bank

Nowak M., 1988

CCCE

Histoires de Développement

1988. No 1, p. 23 - 29

INSTITUTION FINANCIERE ; CREDIT ; EPARGNE ; GROUPE D'INTERET ; PAUVRETE ; ZONE RURALE ; ACTIVITE COMPLEMENTAIRE DES RURAUX ; EVALUATION DE PROJET ; POPULATION RURALE

BANGLADESH

Le professeur Yunus et l'équipe d'économie rurale de l'université Chittagong au Bangladesh lancèrent en 1976 dans le village de Jobra un projet : permettre aux pauvres de créer leurs propres emplois grâce à l'appui d'une organisation basée sur la solidarité et le soutien mutuel. Par son extension rapide, grâce au soutien de banques, ce projet se tranforma en une institution bancaire indépendante, la Grameen Bank. Son originalité réside dans l'organisation et dans le fonctionnement : elle ne demande pas de garanties, ne fait pas remplir de formulaires, n'a pas de façades et de guichets impressionnants mais fait déplacer ses agents. Ces derniers créent des groupes de cinq personnes qui ont des caractéristiques socio-économiques communes et les forment aux règles de la banque. Plusieurs groupes font un centre, leurs présidents élisent parmi eux le président du centre et son adjoint. Les demandes ou les versements de prêt et la collecte des sommes remboursées se font lors de la réunion hebdomadaire des groupes et du centre à laquelle assiste un agent de la banque. La banque consent des prêts pour trois types d'opération : activités productives individuelles, collectives et habitat. L'expérience de la Grameen Bank est une réussite du point de vue économique, financier et rural. Son succès est dû à l'analyse des besoins réels de la population rurale, la mise au point progressive des modalités d'octroi et de récupération des prêts, la liberté de décision des membres, la rigueur de l'organisation bancaire, la motivation du personnel, le maintien des bonnes relations avec le gouvernement et sa clientèle et le suivi des activités de la banque assuré par le Bangladesh Institute of Development Studies. Cette expérience de la Grameen Bank permet de tirer les enseignements suivants : la lutte contre la pauvreté passe par l'organisation et l'auto-promotion des groupes sociaux déshérités, l'épargne pour nécessaire qu'elle soit, n'est pas nécessairement préalable, le démarrage peut être une solution à la fois plus réaliste et plus dynamique.

349

Les circuits alternatifs de la finance. 1 - Yunus, banquier des villages bangladais

Philip B., 1987

Libération (FRA)

1987/12/27. No 2054, p. 10

BANQUE ; DEVELOPPEMENT ; METHODE ; ZONE RURALE ; ZONE DEFAVORISEE ; DEPRESSION ECONOMIQUE ; DEVELOPPEMENT SOCIOECONOMIQUE ; ROLE DES FEMMES ; EPARGNE ; GROUPE D'INTERET ; CHANGEMENT SOCIAL ; DEVELOPPEMENT RURAL ; INNOVATION

BANGLADESH

"En revenant chez moi après plusieurs années aux Etats-Unis, j'ai compris que le gouvernement était incapable de subvenir aux besoins des plus pauvres. Et je me suis dit : après tout, pourquoi ces derniers ne pourraient-ils pas eux-même contribuer à améliorer leur sort ? ". En 1983, Mohammed Yunus crée, avec une aide de départ du Fonds International pour

le Développement Agricole, la Grameen Bank - la banque des villages - dont le projet est de prêter de l'argent aux plus démunis à un taux d'intérêt raisonnable (16 % alors que les taux usuraires varient de 120 à 3 600 %). "L'année prochaine nous seront à la banque la plus riche du pays." Aujourd'hui 315 000 bangladais, habitant 7 000 villages du Delta sont les clients de la Grameen. Le prêt ne peut dépasser 5 000 takas à la fois (5 takas = 1 franc) et tout membre-client de la banque possède moins d'1,5 acre de surface cultivable. Les clients sont regroupés en unités de base de 7 personnes qui font partie d'un "centre", qui lui-même dépend de l'agence locale de la Grameen Bank. Le but de cette organisation est d'obliger chaque emprunteur à se sentir concerné par les affaires des autres et la Grameen Bank voit ses prêts remboursés dans 98 % des cas (50 % dans les autres banques du pays). "Changer la vie des pauvres, c'est aussi changer les habitudes et modifier les traditions qui contribuent trop souvent à les enfoncer dans leur misère." "Si vous voulez venir à bout de la misère, c'est aux femmes qu'il faut s'adresser, elles comprennent bien mieux que les hommes ce que pauvreté veut dire." La Grameen Bank a plus de 250.000 emprunteuses contre seulement 60 000 hommes, et dans les villages où elle s'est établie, une sorte de révolution sociale est en train de transformer les rapports hommes-femmes.

350

L'expérience de la Grameen Bank au Bangladesh est-elle applicable en Afrique de l'ouest et plus particulièrement au Togo?

Egbeto T.K. ; Bender A.R., 1990

Histoires de Développement (FRA)

1990. No 8, p. 43 - 48

CREDIT ; INNOVATION ; METHODE ; DIAGNOSTIC

BANGLADESH ; AFRIQUE

Etude comparative de l'expérience de la Grameen Bank et du système traditionnel des tontines africaines. L'article étudie les conditions de transposition d'une Grameen Bank en Afrique noire, et en particulier au Togo.

351

Demand constraints and the future viability of Grameen Bank Credit Programme : an econometric study of the expenditure pattern of rural households

Rahman A. ; Hossain M., 1988

Bangladesh Development Studies

1988. Vol. 16, No 2, p. 1 - 20

FINANCEMENT ; DEVELOPPEMENT RURAL ; BANQUE ; ZONE RURALE

BANGLADESH

Il est argué que la Grameen (= rurale) Bank (G.B.), à travers son programme de crédit, non seulement permet une élévation du niveau des revenus des pauvres ruraux mais qu'elle tourne la répartition des revenus en sa faveur : l'étude économétrique faite sur 7 villages du Bangladesh tend à invalider cette hypothèse en montrant que la plupart des produits originaires des activités économiques financées par la G.B. possèdent une élasticité de revenus élevée à la demande et nécessitent des parts du budget raisonnablement marginales. Ceci signifie que le niveau des revenus des pauvres ruraux croît. (IBISCUS-CEGET-OC)

352

Compte rendu de mission à la Grameen Bank

Nowak M., 1989

CCCE

1989. p 4.

BANQUE ; DEVELOPPEMENT RURAL ; CREDIT ; ZONE RURALE ; INSTITUTION FINANCIERE ; ACTIVITE COMPLEMENTAIRE DES RURAUX

BANGLADESH ; AFRIQUE

353

Partenaires à l'action : Une banque pour les plus démunis...

Madeley J., 1985

IRED

IRED Forum (CHE)

1985. No 17, p. 18 - 29

INSTITUTION FINANCIERE ; CREDIT ; EPARGNE ; GROUPE D'INTERET ; PAUVRETE ; ZONE RURALE ; ACTIVITE COMPLEMENTAIRE DES RURAUX ; POPULATION RURALE

BANGLADESH

354

Conscientiser ou créer des structures ? Un regard sur les options de la Grameen Bank

Rocca J.L., 1988

Institut d'Etudes Sociales

Histoires de Développement (FRA)

1988. No 1, p. 30 - 35

BANQUE ; PAUVRETE ; ZONE RURALE ; ZONE DEFAVORISEE ; AUTOASSISTANCE ; CREDIT ; EPARGNE ; ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE ; ETUDE DE CAS ; EVALUATION ; FORMATION

BANGLADESH

355

Les pauvres sont des emprunteurs solvables

Yunus M., 1989

Spore (FRA)

1989. No 12, p. 7

PAUVRETE ; ZONE DEFAVORISEE ; CREDIT ; EPARGNE ; ACTIVITE BANCAIRE ; FORMATION ; AUTOASSISTANCE ; ROLE DES FEMMES ; DEVELOPPEMENT SOCIOECONOMIQUE ; GROUPE D'INTERET ; AIDE AU DEVELOPPEMENT

BANGLADESH

356

Credit for alleviation of rural poverty : The Grameen Bank in Bangladesh

Hossain M., 1988

IFPRI ; Bangladesh Institute of Development Studies

Washington (USA) : IFPRI, 1988/02. No 65. p 89.

PAUVRETE ; ZONE DEFAVORISEE ; POPULATION RURALE ; ROLE DES FEMMES ; CREDIT ; DEVELOPPEMENT SOCIOECONOMIQUE ; AUTOASSISTANCE ; AGRICULTURE ; ELEVAGE ; ACTIVITE COMPLEMENTAIRE DES RURAUX

BANGLADESH

357

Annual Report 1989

Yunus M., 1989

Grameen Bank

Dhaka (BGD) : Grameen Bank, 1989/07. p 103. : 23 tabl.

CREDIT ; PAUVRETE ; ZONE DEFAVORISEE ; POPULATION RURALE ; AUTOASSISTANCE ; ANALYSE FINANCIERE

BANGLADESH

358

Status, Perception, awareness and Marital Adjustment of Rural Women. The role of Grameen Bank

Mahbub A., 1985

Dhaka (BGD) : Grameen Bank, 1985/12. p 15. : 3 réf., 6 tabl.

CREDIT ; INNOVATION ; PAUVRETE ; ZONE DEFAVORISEE ; POPULATION RURALE ; ROLE DES FEMMES ; BANQUE ; INDICATEUR SOCIAL

BANGLADESH

359

Strategy for the decade of nineties

Yunus M., 1989

UNICEF, Agra (IND)

Meeting of UNICEF ; 1989/09/7-8, Agra (ING)

Dhaka (BGD) : Grameen Bank, 1989/11. p. 5 - 11.

CREDIT ; PAUVRETE ; ZONE DEFAVORISEE ; POPULATION RURALE ; INNOVATION ; METHODE

BANGLADESH

360

Credit for self-employment : A fundamental human right

Yunus M., 1987

Dhaka (BGD) : Grameen Bank, 1987/05. p 6.

CREDIT ; AUTOASSISTANCE ; PAUVRETE ; ZONE DEFAVORISEE ; POPULATION RURALE ; BANQUE

BANGLADESH

361

The impact of Grameen Bank on women's involvement in productive activites

Hossain M., 1984

Institute of Development Studies

Dhaka (BGD) : Grameen Bank, 1984. p. 3 - 23. - 16 tabl.

CREDIT ; AUTOASSISTANCE ; PAUVRETE ; ZONE DEFAVORISEE ; ROLE DES FEMMES ; PRODUCTION ; BANQUE ; REMBOURSEMENT ; DEVELOPPEMENT SOCIOECONOMIQUE ; POPULATION RURALE

BANGLADESH

362

An evaluation of the impact of the Grameen Bank project

Ghai D., 1984

Dhaka (BGD) : Grameen Bank, 1984/03. p. 5 - 59. - 10 tabl.

EVALUATION ; CREDIT ; AUTOASSISTANCE ; PAUVRETE ; ZONE DEFAVORISEE ; POPULATION RURALE ; BANQUE ; GROUPE D'INTERET ; INDICATEUR ECONOMIQUE ; INDICATEUR SOCIAL

BANGLADESH

363

Grameen Bank : Training Guide

Yunus M., 1989

Dhaka (BGD) : Grameen Bank, 1989/09. p 48.

FORMATION ; INSTITUTION FINANCIERE ; PAUVRETE ; ZONE RURALE ; CREDIT ; EPARGNE ; ACTIVITE BANCAIRE ; METHODE

BANGLADESH

364

La Banque des pauvres à la recherche d'un futur

Yunus M., [0000]

Dhaka (BGD) : Grameen Bank, [s.d.]. p 75. - ill., réf.

INSTITUTION FINANCIERE ; CREDIT ; EPARGNE ; ACTIVITE BANCAIRE ; PAUVRETE ; ZONE RURALE ; GROUPE D'INTERET ;

BANGLADESH

7.5

L'expérience du FIRA au Mexique

365

Opération DIMAC-Xalapa (Mexique : CIRAD, SARY, Banque de Mexique - FIRA). Crédit rural et conseil de gestion. Transparents de l'exposé. Annexes 1,2,3,4

Moreno A., 1989

CIRAD. DSA

Journées du DSA ; 1989/09/04-08 ; Saint-Mathieu de Tréviers (FRA)

In : Journées du DSA

Montpellier (FRA) : CIRAD-DSA, 1989. p 50. : réf., tabl.

CREDIT ; CONSEIL DE GESTION ; COUT DE PRODUCTION ; FERME DE REFERENCE ; LOGICIEL ; GESTION DE L'EXPLOITATION AGRICOLE

MEXIQUE

L'opération DIMAC-XALAPA se déroule dans l'aire caféière de la région de Vera Cruz au Mexique. Elle est destinée à valoriser un riche potentiel latent : - les agriculteurs de la zone souvent organisés en groupements, ayant des besoins en crédits et en conseil de gestion, - un ensemble d'agronomes et de techniciens sans emploi succeptibles de pouvoir donner ces conseils de gestion, moyennant une formation complémentaire. - La banque FIRA qui a décidé de développer sa clientèle paysanne, - le CIRAD qui est intéressé par des thèmes de recherche dont les besoins sont pressants dans cette zone. Une opération a ainsi été montée depuis février 1988 en associant l'ensemble de ces partenaires. Elle vise principalement à élaborer et mettre en oeuvre : - une méthode d'évaluation du client paysan, - une méthode de traitement informatique de l'information de gestion collectée, - une valorisation de l'information de gestion à travers le perfectionnement des conseillers et des producteurs. Les hypothèses de travail, l'état d'avancement de l'opération ainsi que ses perspectives d'avenir sont ici présentées.

366

Différenciation des systèmes de production à la périphérie du bassin caféier de Xalapa-Coatepec (Mexique). Tome I et II (Annexes)

Bernard C., 1988

INA

Thèse de Docteur Ingénieur en Agroéconomie

Grignon (FRA) : INAPG, 1988/06/14. p 374. : réf.

SYSTEME AGRAIRE ; REFORME AGRAIRE ; POLITIQUE AGRICOLE ; SYSTEME DE PRODUCTION ; CAFE ; CANNE A SUCRE ; INTENSIFICATION ; TYPOLOGIE ; EXPLOITATION AGRICOLE ; HISTOIRE

MEXIQUE

L'instabilité de l'environnement influe sur les systèmes de production des paysans. Dans le bassin caféier de Xalapa, l'étude des dynamiques du changement permet de comprendre les motivations des producteurs pour l'extension ou l'intensification du café, mais aussi pour les cultures de maïs, de canne à sucre ou par l'élevage moins rémunérateurs. Cette étude s'appuie sur l'histoire récente du système agraire, mais aussi les suivis d'unités de production, leurs trajectoires d'évolution permettant de mettre en évidence les différentes nationalités socio-économiques des producteurs et de prévoir aussi l'intérêt de l'intensification.

367

Réflexions sur l'opération DIMAC-Xalapa

Buisson M., 1989

1989. p 3.

RECHERCHE-DEVELOPPEMENT ; CREDIT ; EXPLOITATION AGRICOLE ; ZONE RURALE ; REVENU ; AIDE AU DEVELOPPEMENT ; BANQUE ; RECHERCHE

MEXIQUE

Les originalités de l'opération DIMAC-XALAPA se trouvent surtout dans sa démarche : déterminer un système utilisable par les exploitants qui permette de recueillir, fournir et traiter rapidement les informations de gestion qui puissent être interprétées par ces mêmes exploitants. Ce système doit pouvoir s'étendre au plus grand nombre. le FIRA permet quant à lui de mobiliser les moyens techniques et une partie des ressources financières des banques commerciales pour octroyer des crédits aux petits producteurs, et de plus leur fournir une assistance technique qu'ils devront prendre en charge à terme. Le système d'enregistrement est pratiquement au point ; seul le traitement de l'information nécessite encore des efforts importants pour sa mise au point. Des différences de vues s'observent concernant la formation des conseillers de gestion. Les organismes français devraient participer à l'opération encore jusqu'en 1991.

368

La dynamique des systèmes de production à la périphérie du bassin caféier de Xalapa-Coatepec (Mexique)

Bernard C., 1988

CIRAD. DSA

In : Amérique Latine

Cahiers de la Recherche Développement (FRA)

1988/09. No 19, p. 44 - 57 (14 p.) : 9 réf., 7 graph.

SYSTEME DE PRODUCTION ; ADOPTION DE L'INNOVATION ; EXPLOITATION AGRICOLE ; INTENSIFICATION ; CAFE ; ELEVAGE ; CANNE A SUCRE ; STRATEGIE PAYSANNE

369

Compte-rendu de mission au Mexique : établissement d'un projet de recherche développement dans la région de Xalapa

Lefort J. ; Muller A., 1986

Montpellier (FRA) : CIRAD, 1986. p 14.

INSTITUTION DE RECHERCHE ; COOPERATION ; CAFE ; PRODUCTION ; DEVELOPPEMENT AGRICOLE ; REGION ; RECHERCHE-DEVELOPPEMENT ; SYSTEME AGRAIRE

MEXIQUE

370

Compte-rendu de mission dans l'aire caféière Xalapa-Coatepec-Etat de Véra Cruz, Mexique 29/09 au 11/10/86. Appui technique au projet LIDER

Sallée B., 1986

CIRAD. IRCC

CIRAD-IRCC, 1986. p 25. : 6 ill., cart., 1 tabl., 1 graph.

PROJET DE RECHERCHE DEVELOPPEMENT ; SYSTEME DE PRODUCTION ; CAFE

MEXIQUE

371

Autour du café. Un paysage qui se construit et une société qui se fait : L'Ejido d'Ursulo-Galvan (Etat de Veracruz, Mexique). Document de travail

Blanc Pamard C. ; Hoffmann O. ; Rossignol J.P., 1989

ORSTOM

Versailles (FRA) : INRA, 1989/01. p 79. : 38 réf., 4 tabl., 25 graph.

SYSTEME AGRAIRE ; CAFE ; PLANTATION ; DESHERBAGE ; SYSTEME DE PRODUCTION ; DEVELOPPEMENT RURAL ; AGRICULTURE DE GROUPE ; ENGRAIS ; AGRICULTURE

MEXIQUE

7.6

La Banque de Bahn au Burkina Faso

372

Formation de l'épargne et financement de l'économie au Burkina Faso

Thieba P.K., 1987

Université Grenoble 2. Sciences Economiques

Thèse de Doctorat de 3ème cycle

SECTEUR INFORMEL ; DETTE ; EPARGNE ; AIDE AU DEVELOPPEMENT ; CREDIT ; AGRICULTURE ; POPULATION RURALE

BURKINA FASO

La première partie de ce travail consiste à effectuer une évaluation du rôle du financement extérieur dans l'économie burkinaise : aide extérieure, dette extérieure et investissements directs. Cette évaluation permet de relativiser fortement la pertinence du schéma de financement extérieur. Les parties suivantes visent à proposer un système de financement reposant sur la formation de l'épargne. Ainsi, l'étude du système financier a permis d'identifier les imperfections et les déficiences structurelles de même que celles liées aux objectifs et aux instruments de la politique de l'épargne : spécialisation géographique et fonctionnelle, inadaptation de l'instrumentation financière, exclusion des zones rurales... La 3ème partie de ce travail repose sur un travail d'enquête. Elle a permis de réaliser une évaluation des performances des systèmes financiers ruraux et établi la spécificité des systèmes et des comportements financiers ruraux.

373

Etude de l'élevage dans le développement des zones cotonnières (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali). Etude générale

Gonet G., 1988

CIRAD. IEMVT ; CCCE

Maison Alfort (FRA) : CIRAD-IEMVT, 1988/01. p 28.

COMMERCIALISATION ; CREDIT ; VULGARISATION ; DEVELOPPEMENT AGRICOLE

AFRIQUE ; BURKINA FASO ; COTE D'IVOIRE ; MALI

374

Programme de recherche développement du Yatenga. Rapport d'activités 1987

Dugué P., 1987

CIRAD. DSA

Ouagadougou (BKF) : INERA, 1987/12. p 40. - Version provisoire

RECHERCHE ; PROJET DE DEVELOPPEMENT ; SYSTEME DE PRODUCTION ; SORGHO ; IRRIGATION ; CREDIT ; ENGRAIS ; EXPERIMENTATION

BURKINA FASO

375

Contribution à la mise en place d'un nouveau système de crédit rural. Banh - Burkina Faso

Diop M., 1990

CNEARC ; CIRAD. DSA ; INERA ; Sahel Action

Mémoire de Diplôme d'Ingénieur d'Agronomie Tropicale

Montpellier (FRA) ESAT, 1990/10. p 113. - réf.

CREDIT ; INVESTISSEMENT ; ZONE RURALE ; GROUPE D'INTERET ; ACTIVITE BANCAIRE ; INSTITUTION FINANCIERE ; DEVELOPPEMENT RURAL

BURKINA FASO

376

Contribution à la mise en place d'un nouveau système de crédit rural. Banh - Burkina Faso. (Annexes - Bibliographie - Listes)

Diop M., 1990

CNEARC ; CIRAD. DSA ; INERA ; Sahel Action

Mémoire de Diplôme d'Ingénieur d'Agronomie Tropicale

Montpellier (FRA) : CNEARC, 1990/10. p 82., 42 réf., 12 tabl., 2 graph.

CREDIT ; EPARGNE ; PAUVRETE ; ACTIVITE BANCAIRE ; RECHERCHE-DEVELOPPEMENT ; MARCHE DE CAPITAUX ; ZONE DEFAVORISEE ; POPULATION RURALE ; ROLE DES FEMMES ; ACTIVITE COMPLEMENTAIRE DES RURAUX ; AGRICULTURE ; ELEVAGE ; INNOVATION

BURKINA FASO

377

Réflexions sur l'épargne rurale en Haute-Volta

Anon., 1971

CCCE

Paris (FRA) : CCCE, 1971. n.p.

EPARGNE RURALE

HAUTE-VOLTA

7.7.

Le crédit aux PME et aux micro-entreprises du secteur informel

378

Rapport de la quatrième consultation technique sur le programme de développement du crédit agricole

Anon., 1988

FAO

Consultation technique sur le programme de développement du crédit agricole

Rome (ITA) : FAO, 1988. p 64.

CREDIT ; AGRICULTURE ; TAUX D'INTERET ; REMBOURSEMENT ; INSTITUTION FINANCIERE ; SECTEUR INFORMEL

Le rapport dresse les conclusions et les recommandations de la quatrième consultation technique sur le programme du crédit agricole. Les débats ont principalement porté sur l'amélioration des services financiers en zone rurale. Les participants ont noté que ces services ne pouvaient se développer qu'en prenant en compte le rôle d'intermédiaire financier que jouent les groupes financiers informels ruraux. Les experts ont également noté la nécessité de viabiliser les institutions financières et l'ensemble du système financier rural. La recherche des taux d'intérêt positifs devrait de ce fait, être une préoccupation pour les responsables de ces institutions financières. Les participants ont souhaité une saine collaboration entre les différents organismes intéressés par le développement du crédit agricole.

379

Financing small enterprises. Annex to the conference report

Anon., 1986

GTZ ; DSE ; DBZ

Conférence sur le financement des petites entreprises ; 1985/09/16-21 ; Lusaka (ZBM)

Sonderpublikation der GTZ, no. 170

Eschborn(RFA): GTZ, 1986. p 406.: 8 tabl.

ENTREPRISE ; BANQUE DE DEVELOPPEMENT ; EPARGNE ; CREDIT ; INSTITUTION FINANCIERE

ZAMBIE

Le document rassemble les différentes annexes du rapport de la conférence sur le financement des petites entreprises, tenue à Lusaka. Il regroupe entre autres: la liste des participants des douze pays ayant pris part à la conférence, les interventions des différents chefs de délégation, les communications et les différentes recommandations faites au cours de la conférence.

380

Financing small enterprises. Report on the conference

Anon., 1986

GTZ ; DSE ; DBZ

Conférence sur le financement des petites entreprises ; 1985/09/16-21 ; Lusaka(ZMB)

Sonderpublikation der GTZ, n. 169

Eschborn (RFA) : GTZ, 1986. p 110.

ENTREPRISE ; BANQUE DE DEVELOPPEMENT ; EPARGNE ; CREDIT ; INSTITUTION FINANCIERE

ZAMBIE

De nombreux experts ont constaté que depuis deux décennies les pays en développement ont concentré leurs efforts de développement sur les secteurs industriel et agricole. La quasi-totalité du financement de ces pays est allée vers ces deux secteurs, marginalisant ainsi le secteur des petites entreprises. Afin de remédier à cette carence et compte tenu de l'ampleur du secteur des petites entreprises dans le développement des pays du tiers monde, la coopération allemande et la banque zambienne de développement ont initié ce colloque pour refléchir sur les problèmes de financement des petites entreprises. Les travaux de la conférence ont porté sur l'analyse de la situation actuelle des petites entreprises des pays en développement. Ainsi, une analyse détaillée a été faite sur leurs besoins financiers, la qualité des services qui leurs sont rendus par les institutions financières locales. Après avoir porté des critiques sur le mode de financement actuel de ces entreprises, les participants, ont préconisé des solutions pour adapter les services des institutions financières formelles aux différents besoins des petites entreprises locales. Des recommandations ont été ainsi faites pour que ce secteur joue pleinement son rôle de développement dans le contexte économique des pays pauvres.

381

Financement des PME au Malawi : Rétrospective et perspectives

Béza L., 1989

Courrier

1989/05-06. No 115, p. 80 - 83

CREDIT ; FINANCEMENT ; FORMATION ; PRET ; ARTISANAT ; ENTREPRISE

MALAWI

La SEDOM (organisation de développement des petites entreprises du Malawi) a été créée en 1982. - Son historique, ses objectifs, son évolution ainsi que les modalités d'octroi d'appui économique et technique sont présentées dans cet article.

382

Créateurs d'entreprise cherchent crédits...

Soumah M., 1989

Le Monde Diplomatique (FRA)

1989/03. s.p.

CREDIT ; ENTREPRISE ; ARTISANAT ; AIDE AU DEVELOPPEMENT ; FINANCEMENT ; PRET ; INSTITUTION FINANCIERE ; INNOVATION ; PETITE ENTREPRISE

SENEGAL ; FRANCE ; COTE D'IVOIRE ; BENIN ; AFRIQUE

L'accès au crédit bancaire demeure très limité pour les créateurs d'entreprises en Afrique et dans la plupart des pays en développement. Les entrepreneurs sont donc contraints de s'adresser aux circuits financiers informels (tontines, usuriers, et actions innovantes) pour satisfaire leurs besoins en financement.

383

Les prêts aux petites entreprises du Siné Saloum

De Lattre A., 1988

Marchés Tropicaux (FRA)

1988/04. No 2212, p. 778 - 780

PRET ; PROJET DE DEVELOPPEMENT ; ACTIVITE BANCAIRE ; INSTITUTION FINANCIERE ; ENTREPRISE

SENEGAL

384

Promotion de l'artisanat en province de Muramvya : Tome 3 document de projet

Lasica Y., 1988

CURDES

Bujumbura (BDI) : CURDES, 1988. p 50.

ACTIVITE COMPLEMENTAIRE DES RURAUX ; ARTISANAT ; PROJET DE DEVELOPPEMENT ; DEVELOPPEMENT SOCIOECONOMIQUE ; INVESTISSEMENT ; CREDIT ; ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTION ; INNOVATION

BURUNDI

385

L'accès au crédit des petites et moyennes entreprises en Afrique de l'Ouest : quels gages donner aux banques ?

Balkenhol B., 1990

BIT

Genève (CHE) : BIT. 1990, No 129, p. 267 - 276

CREDIT ; PETITE ENTREPRISE ; FINANCEMENT ; ACTIVITE BANCAIRE

AFRIQUE OCCIDENTALE

386

Crédit mutuel agricole - formation des cadres ruraux. Cameroun 1955

Anon., 1956

Plan Economie Rurale (FRA)

s.l. : s.n., 1956. p 20., multigr.

CREDIT COOPERATIF

CAMEROUN

7.8

Autres initiatives novatrices

387

Manuel de développement rural. Financement rural. Un cadre d'orientation

Schmidt R.H. ; Kropp E., 1988

BMZ ; DSE ; GTZ

Sonderpublikation der GTZ

Eschborn (DEU) : GTZ, 1988. No 236, p 122. : réf, 4 ill.

FINANCEMENT ; POPULATION RURALE ; CREDIT ; EPARGNE ; GROUPE SOCIAL

Dans le manuel, les auteurs définissent le cadre d'orientation d'une politique de mise en place des structures financières rurales viables dans les pays en voie de développement. Dans la première partie de leur étude, les deux auteurs exposent le rôle et l'importance de l'infrastructure financière dans le développement. Ils analysent les particularités de l'infrastructure financière du monde rural. Dans la deuxième partie de leur étude, ils évoquent les conditions de la mise en place d'un système financier rural performant, adapté aux pays en voie de développement. Ainsi, ils analysent le cadre institutionnel, juridique, structurel et socio-culturel dans lequel doit s'insérer le système financier rural. La dernière partie du document expose le mode d'intervention de la coopération technique allemande en matière d'amélioration du système financier rural dans les pays en voie de développement.

388

Promotion de l'initiative propre par les caisses d'épargne. Un programme de dialogue

Heussen H. ; Breuer B ; Wellman L., 1987

DSE ; DSGV ; BMZ

Berlin (RFA) : DSE, 1987. p 161. : 7 ill.

GROUPE SOCIAL ; CREDIT ; AUTOASSISTANCE ; BANQUE

BANGLADESH

Le document fait le compte rendu du programme de dialogue organisé entre l'association allemande des caisses d'épargne et centrales de virement (DSGV) et la Grameen Bank du Bangladesh. Organisé par le ministère fédéral de la coopération économique allemande (BMZ) et supervisé par le fond allemand pour le développement international (DSE), ce programme avait pour thème de discussion : la conception et la méthode d'organisation d'autopromotion visant un groupe cible donné. Le rapport relate le déroulement du dialogue entre experts allemands et ceux de la Grameen Bank. Les discussions ont porté principalement sur l'organisation institutionnelle, les techniques bancaires, la formation et le milieu socio-culturel du groupe cible. Le rapport développe la méthodologie à suivre pour la mise en place d'un programme de dialogue. On trouve dans le document une série d'annexes portant sur l'historique de la Grameen Bank et de la DSGV.

389

L'épargne et le crédit comme instruments d'un développement autonome des populations défavorisées. Innovations et synergies

Bédard G., 1988

BMZ ; DSE

Atelier international ; 1988/01/25-28 ; Feldafing (RFA)

Feldafing (DEU) : DSE, 1988. p 253. : tabl., graph.

GROUPE SOCIAL ; BANQUE DE DEVELOPPEMENT ; EPARGNE ; CREDIT ; ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE ; AUTOASSISTANCE

BANGLADESH

Le document retrace le déroulement des travaux de l'atelier international sur l'épargne et le crédit tenu en Allemagne entre les institutions allemandes spécialisées pour le développement et les partenaires du tiers monde. Cet atelier a mis en évidence un nouveau concept pour le financement du monde rural : " Le banking de développement des pauvres ". Les experts se sont d'abord penchés sur les aspects de la formation et de l'information pour le banking de développement des pauvres. A ce sujet, ils ont eu à analyser les différents instruments de financement et outils pédagogiques devant être utilisés pour les groupes cibles. La formation à la Grameen Bank a servi d'étude de cas aux participants pour cette nouvelle approche de financement. Les participants ont également analysé les aspects de la coopération entre les institutions gouvernementales et non gouvernementales dans le domaine du financement des organismes d'autopromotion. La promotion des caisses villageoises d'épargne et de crédit autogérées a constitué le troisième volet de discussions des participants. Ils ont ainsi analysé la méthodologie pour la mise en place des caisses d'épargne et de crédit. En dernière analyse les participants se sont penchés sur le rôle des banques et des organisations non gouvernementales dans cette nouvelle conception du développement du monde rural.

390

Nouvelles approches en matière d'épargne et de crédit rural pour l'Afrique du Sud du Sahara

Nowak M., 1986

Notes et Etudes - CCCE (FRA)

Paris (FRA) : CCCE, 1986/08. No 5, p 48. : 31 réf., tabl.

DEVELOPPEMENT RURAL ; FINANCEMENT ; EPARGNE ; CREDIT ; ACTIVITE BANCAIRE ; ACTIVITE COOPERATIVE ; PROJET DE DEVELOPPEMENT ; ETUDE DE CAS ; INSTITUTION FINANCIERE ; CREDIT COOPERATIF ; PRODUCTIVITE

AFRIQUE AU SUD DU SAHARA ; BURKINA FASO ; RWANDA ; BANGLADESH

Dans ce contexte de crise des banques de développement au sein de l'UMOA, la CCCE présente trois expériences dans des pays où se pose la double problématique d'intensification de l'agriculture et de génération d'emploi non agricole pour une population rurale en forte croissance: 1. L'association pour la productivité au Burkina Faso 2. Les banques populaires au Rwanda 3. La Grameen Bank au Bangladesh.

391

Mise au point d'un système de crédit : dossier No 6 bis

Anon., 1989

CIRAD. DSA ; CADEF ; ISRA ; ENEA ; CIEPAC

1989/05. p 95.

ASSOCIATION D'AGRICULTEURS ; CREDIT ; AGRICULTURE ; ACTIVITE COMPLEMENTAIRE DES RURAUX ; ACTIVITE BANCAIRE ; AUTOASSISTANCE ; PROJET DE DEVELOPPEMENT ; RECHERCHE-DEVELOPPEMENT ; EPARGNE ; INVESTISSEMENT

SENEGAL

Au Sénégal, une association d'agriculteurs, le CADEF, a mis en place un système expérimental de crédit rural avec l'appui de plusieurs organismes de recherche et d'ONG. Le rapport retrace les modalités de mise en place de ce système ainsi que ses principales caractéristiques.

392

Une expérience de développement technologique : AGRARIA

Anon., 1989

AGRARIA

Santiago (CHL) : AGRARIA, 1989. p 7.

DEVELOPPEMENT AGRICOLE ; RECHERCHE-DEVELOPPEMENT ; PROJET DE RECHERCHE ; ANALYSE DE SYSTEME ; EXPLOITATION AGRICOLE

CHILI

Cet article présente AGRARIA au Chili. Organisation non gouvernementale, AGRARIA existe depuis 1983 et compte déjà huit projets régionaux qui interviennent auprès de 64 communautés rurales et de 1474 petits producteurs. Sa méthodologie d'intervention est basée sur une démarche de recherche développement (étude du milieu physique, des systèmes de production, de la structure sociale,...). Elle a pour but d'assurer l'accroissement de la production alimentaire et des revenus par le biais des changements technologiques.

393

La banque islamique, une nouvelle technique d'investissement

Elobeidi Z., 1987

Université Paris 4 ; Histoire, (FRA)

Thèse de Doctorat de 3ème cycle

INVESTISSEMENT ; PRET ; PROFIT ; BANQUE

ISLAM

L'Islam se propose de résoudre les problèmes économiques et financiers selon ses propres règles. Donc l'usure est considérée comme illégale. La banque islamique respecte l'interdiction des prêts à intérêt dans ses opérations et adopte une technique basée sur la théorie de la mudaraba (la participation aux profits et pertes) suivant des conditions exigées par la Shari'a où la répartition des profits sera calculée selon un pourcentage fixe d'avance. La banque islamique justifie la coopération efficace et équitable entre le capital et le travail en démarrant de nouveau le processus du développement dans les pays islamiques.

394

Les banques islamiques, problématique générale et perspectives de développement

Algabid H., 1988

Université Paris 1 ; Droit Privé, (FRA)

Thèse de Doctorat de 3ème cycle

BANQUE ; USURE ; ACTIVITE BANCAIRE ; BANQUE DE DEVELOPPEMENT

ISLAM ; MOYEN ORIENT ; MAGHREB

L'introduction développe les fondements religieux et historiques des banques islamiques, donc rappelle ce qu'est l'Islam, à la fois religion, civilisation et communauté humaine ; elle recherche la position des hommes d'avant l'Islam de l'intérêt sur l'argent: elle expose la position doctrinale de l'Islam sur la question et la position actuelle sur l'usure. Dans la première partie, après un historique sommaire sur l'activité bancaire, on présente le système bancaire classique. Sa nature juridique, son organisation, ses opérations et modalités de fonctionnement, son rôle et celui de l'intérêt dans l'économie. De même, on présente le point de vue islamique sur l'économie et le système bancaire islamique, après en avoir fait l'historique. Elle présente le fonctionnement juridique de ces banques en rapport avec le système classique avec un accent particulier sur la banque islamique de développement, les systèmes bancaires iranien et pakistanais, de même l'expérience en Afrique subsaharienne. La troisième partie est consacrée aux résultats et aux problèmes de développement des banques islamiques, ainsi que les problèmes rencontrés par ces banques et les causes de ces problèmes. (résumé d'auteur)

395

La recherche sur le crédit et le financement des exploitations agricoles dans le cadre du programme de recherche sur les systèmes de production de l'INERA dans le Nord-Yatenga. Communication

Ellsasser K., 1990

INERA

Atelier : Connaissance et Harmonisation des Méthodes d'Intervention en Milieu Rural dans la Province du Yatenga. 2 ; 1990/02/07-09 ; Ouahigouya (BKF)

Ouagadougou (BKF) : INERA, 1990. p 6.

CREDIT ; ROLE DES FEMMES ; SECTEUR INFORMEL

BURKINA FASO

396

La "Banque" de Banh. Une expérience de crédit informel au Burkina Faso

Ellsasser K., 1990

Ouagadougou (BKF) : INERA, 1990. p 33.

CREDIT ; SECTEUR INFORMEL ; EPARGNE ; ACTIVITE BANCAIRE ; ROLE DES FEMMES

BURKINA FASO

397

Caisse d'épargne et de crédit traditionnelles

Anon, 1990

Baobab

1990. - OXFAM, No 4. p 29 - 33

CREDIT ; EPARGNE ; COMMUNAUTE RURALE ; ACTIVITE BANCAIRE ; DEVELOPPEMENT SOCIOECONOMIQUE

PAYS EN DEVELOPPEMENT

398

De la tontine à la coopérative

Musabimana J.M.V., 1988

Dialogue (RWA)

1988/11-12. No 131, p. 45 - 63

CREDIT COOPERATIF ; BANQUE ; TONTINE ; CREDIT ; EPARGNE ; INNOVATION ; AUTOASSISTANCE

RWANDA

399

Projet Recherche-Développement CADEF. Mise au point d'un système de crédit

Anon., 1989

CIRAD. DSA ; CADEF ; ISRA ; ENEA ; CIEPAC

Djibelor (SEN) : ISRA, 1989/02. p 32. - Dossier No 6 ; 25 ill.

CREDIT ; ASSOCIATION D'AGRICULTEURS ; ADOPTION DE L'INNOVATION ; ACTIVITE BANCAIRE ; ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE ; RECHERCHE-DEVELOPPEMENT

SENEGAL

400

Financement local

Gentil D. ; Fournier Y., 1990

IRAM

Paris (FRA) : IRAM, 1990/09. p 24., 2 tabl.

FINANCEMENT ; BANQUE ; CREDIT COOPERATIF ; EPARGNE ; CREDIT ; COMMUNAUTE RURALE

AFRIQUE AU SUD DU SAHARA

INDEX

1 - Index géographique
2 - Index des mots-clés
3 - Index des auteurs

Index géographique

ACP
030
AFRIQUE
001, 016, 018, 019, 021, 022, 024, 027, 030, 060, 080, 096, 120, 158, 175, 180, 188, 191, 192, 198, 208, 214, 217, 222, 226, 249, 256, 271, 272, 286, 297, 303, 327, 330, 342, 345, 350, 352, 373, 382
AFRIQUE AU SUD DU SAHARA
021, 028, 057, 177, 205, 246, 390, 400
AFRIQUE CENTRALE
174
AFRIQUE DU NORD
245, 252
AFRIQUE FRANCOPHONE
216, 322
AFRIQUE OCCIDENTALE
017, 095, 245, 329, 385
AFRIQUE TROPICALE
248
ALGERIE
118, 122, 230, 245
AMERIQUE CENTRALE
216, 245
AMERIQUE LATINE
084, 222, 309
ASIE
072, 079, 080, 180, 183, 222, 244, 303, 318
BAHIA
126
BANGLADESH
163, 287, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 304, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 388, 389, 390
BENIN
012, 065, 095, 149, 165, 169, 180, 198, 214, 216, 382
BRESIL
023, 126, 131, 160, 284, 303, 305
BURKINA FASO
012, 042, 044, 046, 052, 053, 056, 095, 128, 149, 158, 163, 198, 209, 214, 215, 216, 235, 256, 259, 268, 290, 291, 300, 328, 338, 341, 372, 373, 374, 375, 376, 390, 395, 396
BURUNDI
334, 384
CAMEROUN
011, 046, 052, 053, 056, 156, 161, 164, 167, 169, 173, 176, 178, 186, 187, 188, 193, 194, 198, 207, 211, 214, 328, 329, 340, 345, 386
CARAIBES
269

CENTRAFRIQUE
328
CHILI
224, 287, 392
CHINE
295
COLOMBIE
094, 098, 287
CONGO
042, 115, 198, 199, 214
COREE
295
COREE DU SUD
150
COSTA RICA
127
COTE D'IVOIRE
053, 068, 071, 091, 095, 097, 188, 212, 272, 329, 373, 382
EGYPTE
046, 182
ETHIOPIE
198, 216
EUROPE
297
FRANCE
082, 083, 123, 228, 229, 236, 237, 248, 252, 255, 260, 262, 265, 274, 275, 276, 277, 278, 280, 282, 325, 382
159
GAMBIE
059, 341
GHANA
053, 056, 158, 196, 268, 303
HAUTE-VOLTA
377
INDE
023, 045, 049, 073, 079, 080, 085, 088, 101, 102, 104, 105, 106, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 160, 185, 195, 200, 202, 287, 295, 296, 297, 301, 303, 313, 343
INDONESIE
287, 295, 299, 305
IRAN
317
ISLAM
393, 394
JAMAIQUE
114, 151

KENYA
039, 052, 079, 218, 244, 287, 311
MADAGASCAR
152, 153, 163, 188, 216, 345
MAGHREB
079, 394
MALAISIE
055, 058, 295, 298
MALAWI
119, 198, 299, 381
MALI
012, 014, 044, 052, 056, 059, 070, 095, 154, 198, 208, 209, 214, 216, 247, 256, 266, 283, 290, 291, 297, 299, 319, 320, 325, 331, 341, 342, 373
MAROC
168, 180, 216, 243, 255
MARTINIQUE
155
MAURICE
107
MAURITANIE
214, 329
MEXIQUE
100, 123, 160, 365, 366, 367, 369, 370, 371
MONDE
264
MOYEN-ORIENT
394
NEPAL
080, 295, 296, 299, 311
NICARAGUA
245
NIGER
095, 109, 149, 167, 188, 190, 198, 216, 220, 235, 245
NIGERIA
046, 052, 080, 117, 124, 125, 147, 214
OCEANIE
318
OUGANDA
339
PAKISTAN
287, 312
PAYS DEVELOPPE
221, 286
PAYS EN DEVELOPPEMENT
002, 003, 004, 006, 007, 008, 009, 015, 023, 026, 029, 041, 061, 074, 075, 078,

079, 081, 121, 130, 171, 218, 221, 222, 257, 258, 261, 263, 273, 274, 279, 285, 286, 306, 307, 308, 316, 333, 397

PEROU
094, 290, 291

116, 295

PROCHE-ORIENT
079

REUNION
335

RWANDA
011, 046, 053, 056, 059, 158, 169, 216, 218, 268, 290, 291, 328, 329, 332, 336, 337, 338, 344, 390, 398

SAHEL
019, 070, 225

SENEGAL
042, 053, 070, 095, 110, 111, 112, 113, 128, 132, 157, 158, 170, 172, 189, 203, 204, 206, 209, 216, 218, 235, 241, 245, 256, 268, 287, 323, 324, 326, 382, 383, 391, 399

SIERRA LEONE
148

SOMALIE
028

SOUDAN
314

SRI LANKA
042, 080, 086, 179, 223, 287, 295

SUISSE
218

TANZANIE
198, 287

THAILANDE
080, 210, 295, 303, 305

TIERS MONDE
028, 062, 090, 092, 128, 184, 194, 338

TOGO
012, 044, 046, 095, 149, 162, 180, 328, 329, 345

TUNISIE
042, 099, 245, 299, 311

TURQUIE
069

ZAIRE
108, 198, 208, 219

ZAMBIE
094, 181, 287, 379, 380

ZIMBABWE
046, 052, 129, 197, 201, 290, 291, 296, 303

Index

des mots-clés

ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTION
078,114,318,384.

ACTIVITE BANCAIRE
002, 003, 004, 005, 006, 007, 009, 016, 032, 040, 041, 055, 059, 060, 061, 062, 065, 076, 079, 080, 084, 091, 095, 096, 103, 104, 108, 129, 130, 138, 142, 156, 158, 159, 171, 172, 173, 174, 175, 178, 180, 181, 182, 183, 185, 205, 222, 223, 297, 314, 317, 326, 328, 331, 332, 335, 338, 341, 342, 355, 363, 364, 375, 376, 383, 385, 390, 391, 394, 396, 397, 399.

ACTIVITE COMPLEMENTAIRE DES RURAUX
006, 009, 022, 084, 100, 183, 200, 205, 207, 259, 261, 298, 299, 307, 317, 348, 352, 353, 356, 376, 384, 391.

ACTIVITE COOPERATIVE
050, 061, 109, 113, 177, 198, 208, 214, 216, 268, 322, 323, 324, 328, 330, 335, 340, 390.

ADOPTION DE L'INNOVATION
013, 230, 244, 368, 399.

AGENCE DE DEVELOPPEMENT
018, 108.

AGENT DE VULGARISATION
274, 278.

AGRICULTEUR
115, 117, 129, 228, 231, 232, 240, 280, 313, 318.

AGRICULTURE
009, 011, 012, 014, 023, 024, 031, 032, 033, 038, 039, 040, 041, 049, 050, 051, 052, 064, 066, 069, 078, 084, 087, 088, 091, 093, 097, 098, 100, 101, 105, 111, 115, 116, 118, 119, 120, 128, 131, 133, 145, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 157, 160, 183, 195, 200, 210, 243, 244, 261, 263, 295, 296, 299, 307, 312, 317, 329, 330, 335, 337, 339, 356, 371, 372, 376, 378, 391.

AGRICULTURE DE GROUPE
260, 371.

AIDE A LA DECISION
139, 228, 234, 243, 251, 253, 255, 262, 263, 264, 267, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 281, 282.

AIDE AU DEVELOPPEMENT
017, 018, 019, 021, 024, 030, 061, 062, 094, 128, 160, 201, 274, 278, 286, 303, 305, 308, 312, 316, 330, 336, 355, 367, 372, 382.

AJUSTEMENT STRUCTUREL
027, 188, 308, 309.

AMENAGEMENT HYDRO-AGRICOLE
256.

AMORTISSEMENT DU CAPITAL
213.

ANALYSE COUT AVANTAGE
058, 253.

ANALYSE DE SYSTEME
237, 276, 277, 392

ANALYSE DES COUTS
045, 071.

ANALYSE DU MILIEU RURAL
243, 250.
ANALYSE ECONOMIQUE
014, 029, 055, 058, 068, 071, 085, 091, 111, 114, 121, 135, 141, 171, 189, 238, 248, 251, 253, 280, 282, 283, 285, 328.
ANALYSE FINANCIERE
357.
ANALYSE MACROECONOMIQUE
341.
ANALYSE MICROECONOMIQUE
143, 273, 279, 341.
ANALYSE SOCIOECONOMIQUE
255.
ANALYSE STATISTIQUE
251.
ANALYSE TECHNICO-ECONOMIQUE
071, 234, 247.
ANGLAIS
067.
ANIMATION
198, 229.
ANTHROPOLOGIE CULTURELLE
199.
ANTHROPOLOGIE SOCIALE
271, 272.
APPROCHE SYSTEMIQUE
242, 252, 254, 255, 256, 282.
ARABE
067.
ARACHIDE
005, 006, 088, 177, 183, 256, 381, 382, 384.
ASSOCIATION
037, 196.
ASSOCIATION D'AGRICULTEURS
133, 154, 156, 158, 189, 206, 214, 268, 311, 391,399.
ASSOCIATION PROFESSIONNELLE
059, 195, 214, 219, 222, 292, 293.
ASSURANCE
008, 086.
AUTOAPPROVISIONNEMENT
017, 335.
AUTOASSISTANCE
001, 044, 051, 052, 156, 175, 176, 179, 180, 189, 206, 219, 224, 290, 292, 293, 295, 300, 305, 307, 316, 320, 329, 337, 346, 354, 355, 356, 357, 360, 361, 362, 388, 389, 391, 398.

AUTOGESTION
047, 206, 320.
AUTOSUFFISANCE
015.
BANQUE
003, 004, 010, 012, 032, 033, 038, 039, 042, 043, 045, 051, 053, 063, 072, 075, 077, 078, 079, 099, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 117, 123, 128, 138, 140, 142, 144, 146, 163, 164, 182, 195, 196, 212, 296, 298, 304, 310, 313, 321, 325, 336, 337, 341, 342, 343, 345, 349, 351, 352, 354, 358, 360, 361, 362, 367, 388, 393, 394, 398, 400.
BANQUE CEREALIERE
050, 016.
BANQUE DE DEVELOPPEMENT
012, 032, 042, 049, 051, 094, 097, 107, 379, 380, 389, 394.
BATIMENT
255.
BUDGET
178, 267, 281.
CACAO
068, 124, 125, 126, 127, 178.
CAFE
068, 114, 178, 366, 369, 370, 371
CAISSE D'EPARGNE
341.
CANNE A SUCRE
366, 368.
CAOUTCHOUC
055, 178.
CAPITAL
251.
CATASTROPHE
008, 088.
CEREALE
050, 054, 220, 225, 247, 256, 270.
CHANGEMENT SOCIAL
199, 244, 271, 272, 349.
COLLECTE DE DONNEES
285.
COMMERCE
178.
COMMERCIALISATION
039, 247, 323, 335, 373.
COMMUNAUTE RURALE
100, 136, 179, 180, 211, 220, 224, 263, 271, 272, 294, 305, 312, 341, 397, 400.
COMPORTEMENT ECONOMIQUE
280.

COMPORTEMENT ECONOMIQUE
171, 238, 257, 259, 271, 272, 275, 277, 282.
COMPORTEMENT SOCIAL
171, 257, 259, 275, 277, 280, 282.
COMPTABILITE
099, 251, 253, 260, 273, 281.
CONSEIL DE GESTION
071, 253, 365.
CONSERVATION DE L'EAU
132.
CONSERVATION DES RESSOURCES
020.
CONSOMMATION
111, 169.
CONTRAINTE
230, 232.
CONTRAT
114.
COOPERATION
037, 293, 295, 369.
COOPERATION INTERNATIONALE
018, 020.
COOPERATIVE
011, 012, 032, 033, 039, 044, 049, 051, 052, 054, 079, 163, 195, 196, 214, 216, 287, 296, 297, 310, 319, 321, 325, 329, 330, 343.
COOPERATIVE DE SERVICE
050.
COTON
017, 018, 226, 244, 256.
COUT
071, 111, 112, 113.
COUT DE PRODUCTION
071, 157, 234, 244, 365.
COUT SOCIAL
308.

CREDIT
001, 002, 003, 004, 005, 006, 007, 009, 010, 011, 012, 014, 016, 031, 032, 033, 034, 035, 036, 037, 038, 039, 040, 041, 043, 044, 048, 049, 050, 051, 052, 054, 055, 057, 058, 059, 060, 062, 064, 066, 067, 068, 069, 070, 072, 073, 076, 077, 078, 079, 080, 081, 084, 085, 086, 087, 088, 091, 092, 093, 094, 095, 096, 097, 098, 099, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 160, 162, 163, 164, 165, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 176, 178, 180, 181, 182, 183, 185, 188, 190, 195, 196, 200, 201, 202, 205, 208, 209, 210, 218, 219, 220, 224, 233, 266, 268, 269, 287, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 304, 306, 310, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 324, 326, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 341, 342, 343, 346, 347, 348, 350, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 367, 372, 373, 374, 375, 376, 378, 379, 380, 381, 382, 384, 385, 387, 388, 389, 390, 391, 395, 396, 397, 398, 399, 400.

CREDIT COOPERATIF
037, 045, 046, 053, 056, 109, 123, 156, 187, 216, 226, 291, 300, 322, 323, 325, 326, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 340, 342, 344, 345, 386, 390, 398, 400

CREDIT COOPERATIF DE SERVICE
330.

CULTURE ATTELEE
110, 247.

CULTURE DE RAPPORT
178.

CULTURE IRRIGUEE
157.

CULTURE MARAICHERE
118, 256.

CULTURE VIVRIERE
178.

CYCLE ECONOMIQUE
064.

DEPRESSION ECONOMIQUE
024, 028, 029, 060, 308, 309, 349.

DESHERBAGE
371.

DETTE
019, 024, 028, 029, 035, 060, 068, 076, 085, 086, 122, 135, 165, 178, 308, 372.

DEVELOPPEMENT
020, 062, 349.

DEVELOPPEMENT AGRICOLE
021, 081, 086, 087, 098, 105, 107, 123, 138, 141, 147, 159, 177, 232, 244, 245, 257, 263, 264, 266, 268, 280, 283, 311, 315, 335, 343, 369, 373, 392

DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES
058.

015, 030, 062, 094, 096, 168, 177, 198.

DEVELOPPEMENT REGIONAL
209, 216.
DEVELOPPEMENT RURAL
016, 046, 058, 059, 062, 071, 097, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 146, 157, 197, 198, 201, 209, 212, 216, 220, 227, 228, 229, 230, 231, 240, 269, 280, 285, 301, 312, 314, 322, 323, 328, 329, 331, 332, 333, 335, 339, 349, 351, 352, 371, 375, 390.
DEVELOPPEMENT RURAL INTEGRE
022, 062, 106, 128.
DEVELOPPEMENT SOCIOECONOMIQUE
002, 023, 027, 028, 061, 072, 076, 082, 083, 084, 100, 134, 136, 171, 175, 198, 204, 208, 222, 224, 298, 299, 300, 306, 307, 312, 326, 336, 337, 342, 346, 349, 355, 356, 361, 384, 397.
DIAGNOSTIC
027, 137, 237, 283, 313, 350.
DIAGNOSTIC AGRONOMIQUE
243.
DIAGNOSTIC DU MILIEU
235, 250.
DICTIONNAIRE
067.
ECONOMIE
017, 019, 056, 118, 123, 147, 216, 232, 244, 248, 267, 269, 270, 287.
ECONOMIE REGIONALE
118.
ECONOMIE RURALE
190, 294.
ELEVAGE
084, 101, 105, 157, 178, 200, 252, 256, 330, 335, 356, 368, 376.
EMPLOI
023, 100, 134, 303, 309.
ENGRAIS
058, 111, 112, 121, 127, 220, 371, 374.
ENQUETE
005, 006, 379, 380, 381, 382, 383
ENTREPRISE
005, 006, 379, 380, 381, 382, 383.
ENTRETIEN
071, 110.
ENVIRONNEMENT
020.
ENVIRONNEMENT SOCIOCULTUREL
344.

EPARGNE
002, 003, 004, 005, 006, 007, 009, 011, 012, 016, 031, 032, 033, 034, 035, 036, 037, 038, 042, 043, 044, 045, 046, 047, 048, 049, 051, 052, 053, 054, 056, 057, 059, 060, 061, 062, 065, 068, 070, 073, 074, 076, 079, 080, 081, 082, 083, 090, 094, 095, 096, 098, 103, 108, 130, 140, 156, 161, 162, 163, 165, 166, 167, 168, 169, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 179, 180, 181, 182, 183, 185, 186, 188, 189, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 201, 204, 205, 208, 211, 219, 223, 287, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 296, 298, 300, 306, 310, 319, 320, 321, 322, 326, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 336, 337, 338, 340, 342, 345, 346, 347, 348, 349, 353, 354, 355, 363, 364, 372, 376, 379, 380, 387, 389, 390, 391, 396, 397, 398, 400.

EPARGNE RURALE
377.

EQUIPEMENT
071, 110, 255.

ESPAGNOL
067.

ETUDE DE CAS
106, 115, 128, 139, 141, 144, 214, 215, 256, 260, 268, 281, 283, 311, 354, 390.

ETUDE DE FAISABILITE
071.

ETUDE DU TRAVAIL
177.

EVALUATION
017, 026, 103, 107, 138, 140, 156, 258, 347, 354, 362.

EVALUATION DE PROJET
017, 059, 076, 080, 082, 227, 241, 348.

EXODE RURAL
022, 023.

EXPERIMENTATION
215, 241, 246, 374.

EXPLOITATION AGRICOLE
033, 058, 071, 085, 086, 100, 101, 102, 106, 122, 124, 133, 135, 136, 137, 138, 141, 142, 143, 144, 232, 234, 236, 237, 238, 244, 251, 255, 260, 264, 267, 269, 270, 273, 274, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 285, 286, 311, 315, 317, 343, 366, 367, 368, 392.

269, 335.

FACTEUR DE PRODUCTION
113, 121, 127, 137, 138, 139, 170, 253, 264, 337.

FEODALISME
269.

FERME DE REFERENCE
365.

FERTILITE DU SOL
256.

FICHE TECHNIQUE
214.

FINANCEMENT
006, 010, 015, 030, 031, 033, 035, 040, 057, 058, 062, 069, 070, 071, 074, 075, 089, 094, 096, 097, 102, 106, 108, 110, 115, 116, 117, 119, 120, 122, 123, 130, 132, 166, 167, 178, 189, 209, 213, 214, 264, 281, 286, 288, 293, 302, 315, 316, 322, 328, 329, 339, 343, 351, 381, 382, 385, 387, 390, 400.

FISCALITE
065, 120.

FONCTION DE PRODUCTION
234, 251.

FORET
256, 270.

FORMATION
001, 010, 014, 021, 025, 026, 071, 198, 215, 260, 267, 284, 354, 355, 363, 381.

FORMATION DE CAPITAL
005, 059, 219, 264, 314.

FORMATION PROFESSIONNELLE
104, 110, 283, 340.

FRANCAIS
067.

GESTION
020, 094, 137, 171, 213, 214, 225, 236, 238, 260, 264, 273, 279, 281, 300.

GESTION DE L'EXPLOITATION AGRICOLE
234, 251, 253, 267, 270, 285, 365

GESTION FONCIERE
132, 199.

GROUPE D'INTERET
054, 071, 100, 130, 156, 165, 180, 197, 201, 217, 218, 222, 226, 289, 295, 310, 312, 321, 347, 348, 349, 353, 355, 362, 364, 375.

GROUPE SOCIAL
044, 045, 135, 176, 213, 222, 249, 288, 290, 291, 299, 319, 387, 388, 389.

HABITAT RURAL
088.

HISTOIRE
017, 029, 086, 178, 216, 235, 241, 271, 272, 330, 344, 366.

HYDRAULIQUE AGRICOLE
157.

INDICATEUR ECONOMIQUE
138, 272, 274, 278, 283, 309, 362.

INDICATEUR SOCIAL
136, 199, 272, 283, 309, 358, 362.

INDUSTRIALISATION
017, 018, 177, 178.

INFLATION
070, 169.

INFORMATION
063.

INFORMATIQUE
063, 267, 270.
INNOVATION
013, 027, 072, 171, 182, 197, 206, 212, 244, 263, 274, 278, 284, 318, 349, 350, 358, 359, 376, 382, 384, 398.
INSTITUTION DE RECHERCHE
021, 369.
INSTITUTION FINANCIERE
002, 003, 004, 011, 031, 036, 037, 038, 043, 048, 056, 065, 074, 075, 076, 078, 082, 083, 084, 086, 088, 098, 099, 108, 123, 135, 156, 161, 163, 164, 167, 168, 169, 172, 218, 223, 288, 290, 291, 294, 295, 297, 298, 313, 317, 318, 335, 345, 347, 348, 352, 353, 363, 364, 375, 378, 379, 380, 382, 383, 390.
014, 017, 366, 368.
INTERVENTION DE L'ETAT
065, 132, 311.
INVESTISSEMENT
018, 049, 059, 071, 073, 082, 083, 169, 204, 213, 236, 262, 297, 302, 314, 325, 338, 375, 384, 391, 393.
IRRIGATION
118, 132, 141, 374.
LAIT
335.
LEGUME
335.
LOGICIEL
234, 365.
MAIN D'OEUVRE
071, 251.
MAIN D'OEUVRE SALARIEE
023, 104, 215, 306.
MARCHE
269.
MARCHE DE CAPITAUX
002, 003, 004, 009, 031, 036, 040, 048, 052, 060, 062, 072, 075, 076, 086, 116, 121, 135, 171, 172, 175, 180, 181, 185, 188, 221, 288, 338, 342, 376.
MARCHE MONDIAL
335.
MECANISATION
110, 244.
MENAGE
035, 211, 249, 255, 261.
METHODE
013, 026, 030, 087, 177, 216, 228, 236, 242, 246, 247, 249, 250, 251, 253, 255, 256, 258, 262, 273, 281, 283, 305, 341, 349, 350, 359, 363.
METHODE PEDAGOGIQUE
214, 340.

MICROECONOMIE
234, 267, 281
MODE DE FAIRE VALOIR
269.
MODELE
228, 246, 247, 267.
MODELISATION
234, 251.
MODERNISATION
137.
MONNAIE
161.
MOTORISATION
110.
ORGANISATION DES PRODUCTEURS
201.
ORGANISATION DU TRAVAIL
255.
ORGANISATION INTERNATIONALE
018, 316.
ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE
007, 017, 018, 084, 100, 128, 206, 217, 218, 284, 305, 307, 354, 389, 399.
ORGANISATION SOCIOECONOMIQUE
001, 068, 079, 132, 167, 172, 175, 176, 179, 200, 201, 202, 204, 205, 207, 208, 209, 211, 213, 214, 233, 249, 254, 305, 307, 330, 337, 338, 342.
PALMERAIE
252.
PAUVRETE
023, 029, 041, 224, 261, 263, 269, 287, 289, 298, 299, 301, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 316, 346, 347, 348, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 376.
PAYS EN DEVELOPPEMENT
005, 010, 020, 021, 177, 232, 302.
PAYSANNERIE
001, 132, 158, 209, 214, 215, 227, 233, 254, 268, 269.
178, 200.
PECHE ARTISANALE
073.
PERIMETRE IRRIGUE
157.
PETITE ENTREPRISE
382, 385.
PLAN DE DEVELOPPEMENT
198.
PLANIFICATION
062, 102.

PLANTATION
068, 371.
PLANTATION VILLAGEOISE
058.
POLITIQUE AGRICOLE
110, 111, 131, 285, 335, 366.
POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT
015, 017, 021, 024, 137, 177, 178, 199, 257, 264, 306, 307.
POLITIQUE DE MARCHE
024.
POLITIQUE DES PRIX
024, 247.
POLITIQUE DES STRUCTURES
030.
POLITIQUE DU CREDIT
041, 074, 080, 081, 086, 088, 102, 103, 116, 142, 144, 313, 317, 329, 336.
POLITIQUE ECONOMIQUE
018, 027, 178.
POLITIQUE FINANCIERE
POLITIQUE MONETAIRE
096.
POMME DE TERRE
139.
POPULATION
269, 308, 309.
POPULATION RURALE
023, 053, 054, 062, 123, 131, 223, 259, 261, 269, 287, 288, 289, 302, 310, 334, 336, 346, 348, 353, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 372, 376, 387.
PRATIQUE PAYSANNE
255.
PRET
010, 055, 093, 116, 174, 215, 217, 221, 289, 329, 381, 382, 383, 393.
PRIX
055, 111, 251.
PRODUCTEUR AGRICOLE
257.
PRODUCTION
226, 244, 247, 361, 369.
PRODUCTION AGRICOLE
008.
PRODUCTION ALIMENTAIRE
015, 021.
PRODUCTION DE SEMENCES
220.
PRODUCTION VEGETALE
256, 335.

PRODUCTIVITE
158, 253, 268, 390.
PROFIT
253, 393.
PROGRAMMATION LINEAIRE
234, 247, 253, 255, 267.
104.
PROJET AGRICOLE
312.
PROJET DE DEVELOPPEMENT
007, 014, 017, 018, 021, 041, 071, 073, 105, 109, 121, 128, 129, 198, 216, 220, 227, 231, 284, 300, 302, 305, 311, 314, 374, 383, 384, 390, 391.
PROJET DE RECHERCHE
215, 392
PROJET RECHERCHE DEVELOPPEMENT
241, 243, 370.
RECHERCHE
017, 021, 177, 227, 235, 244, 245, 249, 256, 258, 280, 367, 374.
RECHERCHE EN MILIEU PAYSAN
241.
RECHERCHE DEVELOPPEMENT
013, 026, 243, 254, 266, 279, 284, 367, 369, 376, 391, 392, 399.
REFORME AGRAIRE
023, 303, 335, 366.
REGIME FONCIER
148.
REGION
235, 243, 341, 369.
REMBOURSEMENT
054, 079, 080, 087, 105, 135, 138, 140, 165, 292, 334, 361, 378.
RENTABILITE
071, 262.
REVENU
068, 101, 121, 127, 202, 207, 213, 219, 234, 255, 259, 268, 275, 277, 278, 303, 308, 314, 337, 367.
RISQUE
008, 039, 088, 099, 162, 238, 257, 262, 291, 292, 338
RIZ
017, 018, 157, 210, 244, 256.
RIZICULTURE
210.
ROLE DES FEMMES
001, 198, 205, 207, 215, 238, 261, 298, 304, 349, 355, 356, 358, 361, 376, 395, 396.
SANTE
157, 307.

SCIENCES SOCIALES
231.
SECTEUR FORMEL
051.
SECTEUR INFORMEL
003, 004, 006, 032, 034, 042, 052, 060, 062, 164, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 177, 181, 183, 185, 188, 191, 196, 202, 223, 291, 294, 329, 372, 378, 395, 396.
SECURITE ALIMENTAIRE
021.
SEMENCE
112, 324.
SOCIAL
289, 292, 293.
SOCIOLOGIE
199, 227, 269.
SOCIOLOGIE ECONOMIQUE
058, 177.
SOCIOLOGIE RURALE
227, 231, 249, 268, 270.
SORGHO
256, 374.
STOCK REGULATEUR
050, 054, 220, 225.
STOCKAGE
225.
199, 232, 368.
STRUCTURE D'EXPLOITATION AGRICOLE
253.
STRUCTURE DE PRODUCTION
157, 177, 246.
STRUCTURE SOCIALE
198, 199, 246.
SUCRE
269, 335.
SUIVI EVALUATION
341.
SYNDICAT
200, 297.
SYSTEME AGRAIRE
235, 243, 250, 366, 369, 371.
SYSTEME D'EXPLOITATION AGRICOLE
240, 246, 247, 248, 258, 267, 269, 281, 335.
SYSTEME DE PRODUCTION
020, 068, 101, 215, 228, 232, 235, 239, 242, 247, 255, 267, 270, 281, 366, 368, 370, 371, 374.

SYSTEME FORMATION-VISITE
254.
SYSTEME SYLVOPASTORAL
252.
TAUX D'INTERET
011, 012, 033, 035, 042, 043, 044, 048, 049, 052, 055, 070, 072, 074, 081, 098, 162, 165, 168, 182, 217, 287, 292, 296, 304, 319, 320, 378.
TECHNIQUES D'INFORMATION
063.
TECHNOLOGIE APPROPRIEE
244, 284.
THE
THEORIE ECONOMIQUE
238.
TOMATE
270.
TONTINE
011, 046, 047, 050, 051, 053, 054, 108, 161, 164, 165, 166, 169, 171, 172, 173, 176, 178, 179, 186, 191, 192, 193, 194, 211, 329, 337, 398.
TRACTION ANIMALE
014, 110, 247, 270.
TRANSPORT
178.
TRAVAIL
177.
TRAVAIL DU SOL
269.
TRAVAILLEUR MIGRANT
204.
TRESORERIE
234, 236, 255.
TYPE D'EXPLOITATION AGRICOLE
068.
TYPOLOGIE
180, 206, 215, 280, 366.
USURE
394.
VILLAGE
044, 158, 172, 189, 204, 208, 213, 215, 226, 283, 319, 326, 338, 341.
VILLE
178.
VULGARISATION
013, 025, 026, 110, 160, 197, 214, 233, 241, 246, 254, 263, 266, 267, 284, 311, 373.
ZONE ARIDE
118.

ZONE DEFAVORISEE
023, 298, 305, 306, 307, 308, 309, 316, 349, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 376.
ZONE FRANC
096, 108.
ZONE HUMIDE
270.
ZONE PERIURBAINE
330.
ZONE RURALE
003, 004, 005, 006, 007, 009, 012, 022, 034, 041, 043, 045, 051, 052, 056, 057, 061, 062, 076, 077, 078, 079, 080, 081, 084, 086, 103, 122, 130, 131, 135, 140, 143, 159, 180, 200, 202, 207, 269, 287, 296, 299, 304, 306, 310, 330, 342, 345, 347, 348, 349, 351, 352, 353, 354, 360, 364, 367, 375.
ZONE TROPICALE
270.

Index

des auteurs

Abbott J.C.
121.
Adams D.W.
036, 081.
Addison T.
303.
Adekanye T.O.
125.
Adera A.
120.
Alencar M.H.
126.
Algabid H.
394.
Ali A.A.
314.
Alibert J.
060, 186, 193.
Alliot J.
321.
Almeyra G.
023.
Anon.
002, 003, 004, 005, 006, 007, 008, 009, 010, 011, 027, 031, 032, 033, 035, 037, 038, 039, 040, 041, 042, 050, 053, 056, 067, 076, 077, 082, 083, 084, 086, 089, 096, 114, 118, 129, 145, 146, 149, 150, 155, 160, 196, 201, 202, 205, 208, 217, 218, 219, 221, 222, 226, 246, 248, 254, 261, 267, 270, 279, 280, 284, 288, 289, 295, 299, 300, 302, 307, 310, 311, 316, 318, 329, 330, 333, 342, 377, 378, 379, 380, 386, 391, 392, 397, 399.
Arope A.B.
058.
Azad N.
200.
Ba M.
203.
Baeriswyl B.
344.
Bagchi B.
343.
Bakhoum I.
287.
Baldeh F.
059.
Balishter R.S.
101.
Balkenhol B.
385.
Barello A.
230.
Barrier C.
107.
Bathrick D.D.
315.
Baulier F.
169.
Baxter M.
025.
Beaudoux E.
214.
Beckford G.L.
269.
Belinaya K.V.
142.
Belloncle G.
090, 231, 286.
Bender A.R.
162, 350.
Benjamin M.P.
151.
Benoit Cattin M.
241.
Benoit M.
237.
Benor D.
025.
Bernard C.
366, 368.
Berthet J.J.
063.
Best J.
294.
Bhaskara H.
287.
Billaz R.
245.
Blain D.
079.
Blanc Pamard C.
371.
Blejer M.I.
075.

Boidin J.C.
030.
Boiral P.
227.
Bonneau P.
255.
Bonneviale J.R.
255.
Bonno E.
068.
Bosc P.M.
256.
Botchwey K.
030.
Bouchard M.
152.
Boukary Y.
044.
Bouzar C.
122.
Breuer B
388.
Brossier J.
236, 237, 247.
Buisson M.
153, 367.
Burkett P.
130.
Butter D.
182.
Bédard G.
046, 059, 061, 290, 291, 389.
Bélières J.F.
274, 278.
Béza L.
381.
Calkins P.H.
264.
Capillon A.
255.
Caputo V.
052.
Carles R.
251.
Caudron L.
024.
Chandavarkar A.G.
072, 184.
Chandler D.
346.
Chao-Beroff R.
319, 320, 331, 341.
Charpenet B.
260.
Chavatte D.
147.
Chevillard N.
191.
Chia E.
234, 236, 237.
Chimbano C.
287.
Chimedza R.
197.
Chombart De Lauwe J.
253.
Christol M.
187.
Cingi S.
069.
Clicquot de Mentque
147.
Clouet Y.
250.
Cordonnier P.
251.
Correze A.
169.
Couty P.
235.
Cuevas C. E.
167.
Daouda K.
154.
Dardenne B.
131.
Das P.K.
141.
De Cambiaire J.
335.
De Lattre A.
383.
Debouvry P.
026.
Deen S.S.
148.

Delgado C.
259.
Delhaye C.
320.
Demery L.
303.
Desjeux D.
199.
Devereux S.
294.
Devèze J.C.
233, 347.
Dhaliwal J.S.
088.
DiPietre D.D.
264.
Dia J.
132.
Diallo O.
059.
Diarra M.
286.
Diarrassouba V.C.
092.
Dillon J.
285.
Diop M.
375, 376.
Diouf A.
157.
Diouf C.
111.
Djiegoue Tchuissi L.
093.
Donald G.
036.
Donaldson G.
312.
Drop A.
225.
Dufumier M.
232, 245.
Dugué P.
374.
Dupasquier G.
185.
Dupuy C.
172, 189.
Duru M.
228.
Durufle G.
017.
Dzuakou J.
340.
Eboue C.M.
175.
Egbeto T.K.
162, 350.
Egger P.
296.
El Abdaimi M.
168.
Ellis F.
238.
Ellsasser K.
395, 396.
Elobeidi Z.
393.
Enders C.
119.
Enriquez G.A.
127.
Essomba Balla F.
207.
Eyi Metou M.
159.
Fabre R.
015.
Faivre-Dupaigre R.
277.
Fauck R.
256.
Ferreira H.I.S.
126.
Fisher B.
223.
Fouda Owoundi
174.
Fournier Y.
322, 400.
Freud C.
017, 018.
Frisch D.
030.
Fromont M.
030.

Fuglesang A.
346.
Féron F.
325.
Gabas J.J.
019.
Gakunu P.
030.
Gallon M.O.
098.
Gastellu J.M.
249.
Gaud M.
028.
Gaye M.
111, 113, 170, 323.
Gentil D.
013, 156, 216, 233, 322, 400.
Ghai D.
362.
Ghate P. B.
183.
Girault N.
252.
Golou E.
065.
Gonet G.
373.
Gonzalez M. E.
287.
Goswami P.C.
144.
Goudiaby B.
206.
Gracia M.
332.
Gray C.
070.
Gueneau M.C.
128.
Gueymard Y.
054.
Guglani P.L.
141.
Guibert B.
109.
Guichard M.
260.
Guillerme P.
176.
Habibullah M.S.
055.
Haque F.
304.
Hardoker B.J.
285.
Harrison J.
025.
Havard M.
110.
Hemchand J.
140.
Hendry P.
258.
Henry A.
176.
Heussen H.
388.
Hickok S.
070.
Hoffmann O.
371.
Hossain M.
351, 356, 361.
Hounkonnou D.
022.
Huang Y.
308.
Hubert B.
252.
Hugon P.
188.
Hunt D.
339.
Jager B.
247.
Jahnke H.E. (ed.)
244.
Jiggins J.
257.
Jimenez V.G.
127.
Joshi M.K.
103, 138.
Jouve P.
242, 243, 250.
Jussiau R.
255.

Kamaljit Singh Harbans K. S.
085.
Kamwa P.
161.
Kasch B.
119.
Kat J.
225.
Khuntia N.
102.
Kleene P.
014, 016, 266, 283.
Klopfer M.
262.
Kohler V.
030.
Kouama P.
097.
Krishnaswani L.
195.
Kropp E.
062, 387.
Kwanda Kamwanga G.
078.
Lachaud J.P. (ed.)
177.
Laffitte A.
213.
Laine J.P.
210.
Lantéri J.F.
227.
Lasica Y.
384.
Lazos Chavero E.
100.
Le Bissonnais A.
169.
Le Breton P.
095.
Le François L.
108.
Le Gal P.Y.
132.
Leboucq P.
192.
Lecomte Y.
071.
Lefort J.
369.
Lelart M.
165, 171, 180.
Lericollais A.
235.
Llanto G.M.
116.
Lobato A.
057.
Losch B.
071.
Lusignan G. de
030.
Léonardi F.
220.
Madeley J.
353.
Madhava Swamy G.
134.
Mahbub A.
358.
Malassis L.
239.
Mandaba M.
328.
Marchal J.Y.
235.
Mark M.
181.
Marsal P.
251.
Marshall E.
236, 237, 255, 265.
Masson P.
230.
May Parker I.I.
148.
Mehri N.
099.
Meillassoux C.
271, 272.
Mercoiret M.R.
274.
Milleville P.
240.
Mittendorf H. J.
043.
Mohan Doss V.
133.

Moll H. A. J.
048.
Moloufoukila R.
115.
Mondel R.
034.
Mondjanagni A.C.
198.
Montigne M.
034.
Moreno A.
365.
Morin F.
047.
Morlon P.
237.
Moussa B.
338.
Mparatalikubwabo L.
059.
Mugesera A.
336.
Muller A.
369.
Mungroop R.
014, 016.
Musabimana J.M.V.
398.
Navarro L.A.
127.
Nicholas P.
308.
Nicolas G.
190.
Nieuwkerk M.
214.
Norel P.
029.
Nowak M.
012, 051, 163, 347, 348, 352, 390.
Nzemen M.
164, 194.
Nzingo K.
030.
Nzole J.
173.
Ogana W.
287.
Ogola H.
287.
Okorie A.
117.
Olivier De Sardan J.P.
227.
Ostyn C.
169, 185.
Osuntogun A.
124.
Padmanabhan K.P.
045, 049, 066, 080.
Parash Menta
137.
Pares H.
294.
Penouil M. (ed.)
177.
Petit M.
282.
Pfeffermann G.
309.
Philip B.
349.
Poitevin J.
253.
Pradham J.
135.
Pramod B.
142.
Pulley R.V.
301.
Péralta D.
123.
Pérennes J.J.
334.
Périlleux T.
326.
Quinones A.
224, 287.
Rahman A.
351.
Rahman J.
287.
Rajender Parshad
105.
Rajiv Ranjan
136.

Rajman K.D.
134.
Rao K.P.C.
143.
Rastogi B.K.
143.
Ray G.L.
087.
Raynaut C.
235.
Reardon T.
259.
Reboul C.
204.
Renard G.
327.
Richard I.
215.
Richard J.
017.
Riquier D.
281.
Rocca J.L.
354.
Rochon J.J.
230.
Rossignol J.P.
371.
Rouchy J.Y.
178.
Rouquette J.L.
276.
Rouvière M.C.
001.
Roux M.
237.
Ruellan D.
297.
Ruthenberg H.
244.
Rôling N.
263.
Réthoré A.
281.
Sadeghi J.M.
317.
Sadeque N.
287.
Sagari S.B.
075.
Saikia A.
144.
Sain K.
343.
Salel G.
334.
Sall S.
112.
Sallée B.
370.
Samanta R.K.
087.
Sanogo B.
014, 016, 266.
Sarap K.
313.
Sarr D.Y.
324.
Satish Chander
104.
Sauvain P.
273.
Scannavino A.
064.
Schmandt L.
345.
Schmidt R.H.
062, 387.
Schneider H.
158, 268.
Sengupta A.
030.
Serageldin I.
030.
Servet J. M.
166.
Servet J.M.
172.
Sharma J.S.
135.
Sharma S.P.
105.
Singh C.B.
105.
Singh H.
139.

Singh J.
139.
Singh Y.P.
104.
Sinha H.S.P.
136.
Smith S.
212.
Snrech S.
209.
Soler L.G.
275.
Soumah M.
382.
Spiro J.M.
094.
Subrahmanyam K.V.
133.
Sébillotte M.
275.
Sénault P.
229.
Taillefer B.
337.
Talukdar K.C.
144.
Tchaptchet F.P.
211.
Tchente G.H.
176.
Teilhard de Chardin B.
237.
Thieba P.K.
372.
Thomas G.
306.
Thénabadu D.
179.
Tietze V.
073.
Tirel J.C.
253.
Todd H.
298.
Tourte R.
020, 021.
Tran Van Nhieu
147.
Uri P.
015.
Vasconcelos A.
126.
Venkatramani G.
287.
Verata Reddy C.
106.
Verbeek K.
266.
Verhagen K.
305.
Villanuera D.
074.
Villers Ruiz L.
100.
Von Braunmühl C.
293.
Von Pischke J. D.
036.
Von Thun F.
292.
Wanigasundara M.
287.
Wellman L.
388.
Yabile Kinimo R.
091.
Yung J.M.
256.
Yunus M.
355, 357, 359, 360, 363, 364.

Collection "Documents Systèmes Agraires"

TITRES PARUS :

n° 1 Fonctionnement des systèmes de production et utilisation de l'espace dans un village du Yatenga : Boukéré (Burkina-Faso) ; par M.J. DUGUÉ, 1986 — 20 p.

n° 2 • Systèmes agraires, systèmes de production en Afrique de l'Ouest (et Madagascar : Bibliographie ; par C. SECOND, M. BENOIT CATTIN, 1986 — 186 p.

• mise à jour 1988

n° 3 Typologie des agro-systèmes villageois du département de Maradi (Niger) : Propositions pour un programme de Recherche-Développement ; par P. JOUVE, 1987 — 100 p.

n° 4 Relations agriculture élevage : Actes du IIe séminaire du Département Systèmes Agraires du CIRAD, Montpellier 10 - 13 septembre 1985 — 337 p.

n° 5 Les politiques alimentaires face aux changements dans les modes de consommation des céréales en Afrique de l'Ouest : Approche bibliographique ; par M. BENOIT CATTIN, C. DELGADO, 1986 — 140 p.

n° 6 Aménagements hydro-agricoles et systèmes de production. Actes du IIIème Séminaire - Montpellier 16 - 19 décembre 1986 (Tome I - Tome II) — 653 p.

n° 7 Diagnostic du système agraire et des systèmes de production en Ségala Aveyronnais ; par Y. CLOUET, T. RUF, A. GUILLONEAU, 1986 — 123 p.

n° 8 Appui pédagogique à l'analyse du milieu rural dans une perspective de développement ; par L. BEDU, C. MARTIN, M. KENEFLER, M. TALLEC, A. URBINO, 1987 — 191 p.

n° 9 Possibilités et limites de l'intensification des systèmes de culture vivriers en zone Soudano-Sahélienne ; par P. DUGUÉ, 1989 — 350 p.

n° 10 Etude des Systèmes Agraires de la région de NOTSE au TOGO : un exemple de diagnostic de l'exploitation du milieu à l'échelle régionale ; par M. TALLEC — 160 p.

n° 11 Une expérience de recherche développement dans la province du Zou (Bénin) ; par M. ROESCH, 1990 — 106 p.

n° 12 Stratégies des producteurs en zone caféière et cacaoyère du Cameroun. Quelles adaptations à la crise ? ; par B. LOSCH, J.L. FUSILLIER, P. DUPRAZ, 1991 — 252 p.

n° 13 Expérimentations en milieu paysan en zones tropicales ; par E. DE PONTEVES, P. JOUVE, 1991 — 128 p.

n° 14 Traction animale et motorisation en zone cotonnière d'Afrique de l'Ouest : Burkina Faso, Côte d'Ivoire - Mali ; par Y. BIGOT, G. RAYMOND, 1991 — 95 p.

n° 15 Développement des systèmes financiers ruraux dans les pays en développement ; Bibliographie par Y. LASICA, 1991 — 241 p.

Responsable d'édition	: Monique PELLECUER
Composition - Maquettisme	: FLASH EDITOR
Illustration de la couverture	: Marc ROESCH
Impression	: CIRAD

DEVELOPPEMENT DES SYSTEMES FINANCIERS RURAUX DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

Bibliographie

Yanick LASICA

RESUME

Pourquoi aujourd'hui les ruraux des pays en développement n'ont pour la plupart peu ou pas accès au crédit ?

La présente bibliographie fournit au lecteur, étudiant, chercheur, enseignant, développeur ou décideur, des éléments d'analyse et de réponse à cette question.

La très grande diversité des sources permet la prise en compte d'opinions d'acteurs multiples, du sud comme du nord : les ruraux eux-mêmes, les organisations non gouvernementales, les centres de recherche, les universités, les institutions financières, les gouvernements ainsi que les organismes de coopération bilatérale et multilatérale ; mais aussi les économistes, les analystes financiers, les agronomes, les sociologues, les anthropologues, les aménageurs, les géographes, les historiens,...

Un canevas de synthèse de ces différents apports classe les références par grands thèmes.

Au cours des vingt dernières années, l'influence de l'environnement des systèmes financiers ruraux a été déterminante (chap. 2). Dans ce contexte, les intermédiaires financiers officiels n'ont pas su adapter leur offre (chap. 3 et 4) aux spécificités de la demande des ruraux. Ces derniers n'ont eu alors d'autre recours que de réactiver leurs institutions financières traditionnelles et d'en créer de nouvelles (chap. 5). Parallèlement, les chercheurs ont orienté leurs investigations vers la meilleure connaissance des caractéristiques des unités de production rurale. Il en résulte des progrès dans la perception de cette demande en financement des ruraux (chap. 6). Les avancées des uns et des autres dans le sens d'une meilleure adéquation de l'offre en crédit avec la demande, sont à l'origine de l'émergence d'initiatives renouvelées ou innovantes (chap. 7).